

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1980 B 00186

Numéro SIREN : 542 010 053

Nom ou dénomination : ESSO SOCIETE ANONYME FRANCAISE

Ce dépôt a été enregistré le 01/07/2022 sous le numéro de dépôt 21237

ESSO S.A.F.

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

MAZARS

GRANT THORNTON

GRANT THORNTON

SIEGE SOCIAL : 29, RUE DU PONT – 92200 NEUILLY-SUR-SEINE

SAS D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

INSCRITE AU TABLEAU DE L'ORDRE DE LA REGION PARIS ILE FRANCE ET MEMBRE DE LA COMPAGNIE
REGIONALE DE VERSAILLES ET DU CENTRE

CAPITAL DE 2 297 184 € - 632 013 843 RCS NANTERRE

MAZARS

SIEGE SOCIAL : 61, RUE HENRI REGNAULT - 92075 PARIS LA DÉFENSE CEDEX

TEL : +33 (0) 1 49 97 60 00 - FAX : +33 (0) 1 49 97 60 01

SOCIETE ANONYME D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES A DIRECTOIRE ET
CONSEIL DE SURVEILLANCE - SOCIETE INSCRITE SUR LA LISTE NATIONALE DES COMMISSAIRES AUX
COMPTES, RATTACHEE A LA CRCC DE VERSAILLES ET DU CENTRE

CAPITAL DE 8 320 000 EUROS - RCS NANTERRE 784 824 153

ESSO S.A.F.

Société anonyme au capital de 98 337 521,70 €

Siège social : 20 rue Paul Hérault

92 000 Nanterre

R.C.S : Nanterre 542 010 053

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

MAZARS

GRANT THORNTON

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

À l'Assemblée Générale de la société ESSO S.A.F.

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ESSO S.A.F. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Existence et évaluation des stocks de produits pétroliers

(Notes 1.4 et 4.6 de l'annexe aux comptes annuels)

Point clé de l'audit

Les stocks de pétrole brut et de produits pétroliers s'élèvent à 1 469 millions d'euros en valeur nette au 31 décembre 2021. Les produits pétroliers détenus par la société sont stockés sous douane dans les raffineries de la filiale Esso Raffinage et dans des lieux de stockages opérés par Esso ou par des tiers.

Les stocks de pétrole brut et de produits pétroliers sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti (FIFO). Les stocks de pétrole brut sont valorisés à leur coût d'achat y compris les frais de transport.

Les stocks de produits pétroliers issus du raffinage sont valorisés par ventilation du coût global de production entre les différents produits en fonction de leur valeur de marché. Les coûts de production comprennent la valeur des pétroles bruts mis en œuvre, les charges directes et indirectes de production y compris l'amortissement des biens concourant à la production, mais exclusion faite de tous les frais financiers.

Nous avons considéré l'existence des stocks de produits pétroliers comme un point clé de l'audit du fait du caractère significatif de leur montant dans les comptes annuels et de leur localisation dans des lieux de stockage opérés dans certains cas par des tiers. Nous avons également considéré la valorisation à la clôture des stocks de produits pétroliers comme un point clé de notre audit.

Réponses apportées lors de notre audit

(i) Concernant l'existence des stocks de produits pétroliers :

Le groupe a mis en place un système d'inventaire permanent pour le suivi de ces stocks. Après prise de connaissance, afin d'évaluer ce système :

- Nous avons analysé les procédures d'inventaire physique, réalisé des entretiens avec les opérationnels et identifié les contrôles pertinents mis en place par la société pour prévenir les risques d'anomalies significatives ;

- Nous avons assisté à plusieurs inventaires physiques réalisés par la société dans les deux raffineries du groupe, ceci afin de tester l'efficacité des procédures d'inventaires physiques ;
- Nous avons rapproché les résultats des inventaires physiques ci-dessus avec les données de l'inventaire permanent.

(ii) Concernant la valorisation des stocks de produits pétroliers :

- Pour les stocks de pétrole brut et produits pétroliers achetés, nous avons pris connaissance du processus d'achat, depuis la commande, jusqu'à la réception des produits et l'enregistrement comptable des achats. Nous avons procédé à une évaluation des contrôles pertinents portant sur ce processus et nous avons réalisé des tests. Nous nous sommes assurés de la mise en œuvre de la méthode du premier entré, premier sorti (FIFO) ;
- Pour les stocks de produits issus du raffinage, nous avons pris connaissance de la procédure de valorisation, procédé à des tests et nous nous sommes assurés de la mise en œuvre de la méthode du premier entré, premier sorti (FIFO).

Évaluation des titres de participation

(Notes 1.3, 4.5 et 4.9 de l'annexe aux comptes annuels)

Point clé de l'audit

Au 31 décembre 2021, les titres de participation sont inscrits au bilan pour une valeur nette comptable de 145 millions d'euros. Ils sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût d'acquisition hors frais accessoires, après réévaluations légales le cas échéant.

Lorsque la valeur d'utilité des titres est inférieure à leur valeur nette comptable, une dépréciation est constituée du montant de la différence. Comme indiqué dans la note 1.3 de l'annexe aux comptes annuels, la valeur d'utilité est déterminée en fonction d'une analyse multicritère tenant compte notamment de la quote-part des capitaux propres de la filiale, des perspectives de rentabilité de la participation détenue et de données de marché observées.

L'estimation de la valeur d'utilité de ces titres requiert l'exercice du jugement de la direction, nous avons ainsi considéré l'évaluation de la valeur d'utilité des titres de participation comme un point clé de notre audit.

Réponses apportées lors de notre audit

Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des valeurs d'utilité des titres de participation, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté principalement à :

- Pour les évaluations reposant sur des quotes-parts de situation nette réévaluées des engagements de retraite, vérifier que les informations comptables concordent avec les comptes des entités et les engagements hors bilan intégrés dans la valorisation ;

- Pour les évaluations reposant sur des données de marché observées, corroborer les données avec des éléments sources externes ;
- Pour les évaluations reposant sur des éléments prévisionnels :
 - Prendre connaissance de la méthode d'évaluation retenue par la direction ;
 - S'assurer de l'intégrité du modèle utilisé ;
 - Réaliser avec la direction des entretiens pour identifier les principales estimations, jugements et hypothèses utilisés dans le modèle et obtenir des explications les supportant ;
 - Corroborer les données clés du modèle avec des éléments sources internes ;
 - Analyser les méthodologies de détermination ou la documentation supportant les paramètres utilisés – taux d'actualisation et taux de croissance à l'infini – comparer ces paramètres avec des données de marché ou des sources externes et recalculer ces taux avec nos propres sources de données.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4, L.22-10-10 et L.22-10-9 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 22-10-9 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes annuels inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du Commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du président-directeur général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Désignation des Commissaires aux comptes

Nous avons été nommés Commissaires aux comptes de la société ESSO S.A.F. par votre Assemblée Générale du 12 juin 2001 pour le cabinet Grant Thornton et du 14 juin 2007 pour le cabinet Mazars.

Au 31 décembre 2021, le cabinet Grant Thornton était dans la 21ème année de sa mission sans interruption et le cabinet Mazars dans la 15ème année.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Courbevoie et à Neuilly-sur-Seine, le 15 avril 2022

Les Commissaires aux Comptes

M A Z A R S



JEAN-LOUIS SIMON

G R A N T T H O R N T O N

ALEXANDRE MIKHAIL

Bilan au 31 décembre 2021

(milliers d'euros)

ACTIF	2021			2020	
	Montants bruts	Amortissements et provisions	Montants nets	Montants nets	
Immobilisations incorporelles					ACTIF IMMOBILISE
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	46 790	37 666	9 124	10 019	
Fonds commercial	-	-	-	-	
Autres immobilisations incorporelles	36		36	39	
Immobilisations corporelles					
Terrains	7 724	488	7 236	8 997	
Constructions	24 622	17 401	7 221	8 010	
Installations techniques, matériel et outillage industriels	53 495	29 551	23 944	24 124	
Autres immobilisations corporelles	22 498	13 159	9 339	10 944	
Immobilisations corporelles en cours	1 702		1 702	1 076	
Avances et acomptes					
Immobilisations financières					
Participations	176 283	31 219	145 064	45 063	
Créances rattachées aux participations	-		-	-	
Prêts	-		-	-	
Autres immobilisations financières	-		-	-	
Total I	333 150	129 484	203 666	108 272	
Stocks et en-cours					ACTIF CIRCULANT
Matières premières et autres approvisionnements	746 911	41 428	705 483	500 843	
En-cours de production - produits finis	810 125	46 453	763 672	466 593	
Créances					
Créances clients et comptes rattachés	728 091	15	728 076	515 030	
Autres	495 833		495 833	88 486	
Disponibilités	2 210		2 210	303	
Charges constatées d'avance	-		-	3 675	COMPTES DE REGULARISATI
Total II	2 783 170	87 896	2 695 274	1 574 930	
Charges à répartir					
Primes remboursement des obligations					
Ecart de conversion actif	-		-	1 112	
Total général	3 116 320	217 380	2 898 940	1 684 314	

(milliers d'euros)

	PASSIF	2021	2020
CAPITAUX PROPRES	Capital Social entièrement versé	98 338	98 338
	Prime d'émission et fusion	10 117	10 117
	Ecart de réévaluation 1976	8 818	10 233
	Réserves		
	Réserve légale	9 834	9 834
	Réserves réglementées		
	Réserve générale	-	623 249
	Report à nouveau	(7 041)	4 128
	Résultat de l'exercice	546 007	(634 418)
	Subventions d'investissements		
	Provisions réglementées		
	Amortissements dérogatoires	22 688	22 102
	Provisions pour hausse des prix	51 226	-
	Autres	195	195
	Total I	740 182	143 778
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques		
	Provisions pour perte de change		
	Autres	3 869	5 441
	Provisions pour charges		
	Pensions et obligations similaires	168 717	183 778
	Autres	120 000	96 345
	Total II	292 586	285 564
DETTES	Emprunts obligataires non convertibles		
	Emprunts, dettes auprès des établissements de crédit	167	-
	Emprunts et dettes financières divers	21 184	127 535
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 454 529	761 991
	Dettes fiscales et sociales	330 559	251 315
	Autres dettes	59 505	114 069
COMPTES DE REGULARISATION			
	Produits constatés d'avance	62	62
	Total III	1 866 006	1 254 972
	Ecart de conversion passif	166	-
	Total général	2 898 940	1 684 314

Compte de résultat de l'exercice 2021

(milliers d'euros)

	2021	2020
Produits d'exploitation		
Production vendue - produits pétroliers et services	14 923 260	10 092 027
Montant net du chiffre d'affaires	14 923 260	10 092 027
(dont à l'exportation = 1 654 820 milliers d'euros)		
Production stockée/ (déstockée) - produits pétroliers	343 532	(133 011)
Solde net des échanges inter-confrères - produits pétroliers	(9 887)	2 733
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	22	
Reprises sur provisions et amortissements, transferts de charges	26 811	51 514
Autres produits	98 041	122 362
Total	15 381 779	10 135 625
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	11 572 444	7 276 917
Variation de stock	(245 956)	185 982
Autres achats et charges externes	949 509	1 013 822
Impôts, taxes et versements assimilés	2 206 640	1 964 157
Salaires et traitements	42 035	43 456
Charges sociales	48 937	51 336
(dont charges de retraite = 23 740 milliers d'euros)		
Dotations aux amortissements et aux provisions :		
- sur immobilisations : dotations aux amortissements	5 622	6 585
- sur immobilisations : dotations aux provisions	-	-
- sur actif circulant : dotations aux provisions	87 881	112
- pour risques et charges : dotations aux provisions	1 856	10 082
Autres charges	179 040	145 559
Total	14 848 008	10 698 008
1- RESULTAT D'EXPLOITATION	533 771	(562 383)
Opérations faites en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
Produits financiers		
De participations	28 815	21 688
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	216	89
Reprises sur provisions et transferts de charges	100 000	
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions valeurs mobilières de		
Total	129 031	21 777
Charges financières		
Dotations aux amortissements et aux provisions	-	130 000
Intérêts et charges assimilées	1 004	857
Différences négatives de change		
Total	1 004	130 857
2- RESULTAT FINANCIER	128 027	(109 080)
3- RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	661 798	(671 463)

Compte de résultat (suite)

(milliers d'euros)

	2021	2020
3- RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	661 798	(671 463)
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	1 176	72 164
Sur opérations en capital	10 444	2 758
Reprises sur provisions et transferts de charges	18 361	21 913
Total	29 981	96 835
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	9 366	35 915
Sur opérations en capital	2 356	1 081
Dotations aux amortissements et provisions	92 610	39 504
Total	104 332	76 500
4- RESULTAT EXCEPTIONNEL	(74 351)	20 335
Participation et intéressement	(1 549)	(1 009)
Impôts sur les bénéfices	(39 891)	17 719
5- RESULTAT NET	546 007	(634 418)

Tableau de financement de l'exercice 2021

(milliers d'euros)

Ressources	2021	2020
Capacité d'autofinancement de l'exercice	503 797	(486 024)
Produits de cessions d'immobilisations	9 028	2 724
Diminution du besoin en fonds de roulement et autres	-	-
Augmentation des capitaux propres	-	-
Augmentation de l'endettement net	-	567 900
Total	512 825	84 600
Emplois	2021	2020
Acquisitions d'immobilisations	3 372	5 762
Dividendes mis en paiement	-	-
Augmentation du besoin en fonds de roulement et au	147 953	78 838
Diminution de l'endettement net	361 500	-
Total	512 825	84 600

Annexe au bilan et au compte de résultat

1- Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis conformément aux méthodes admises en France. Les comptes ont été arrêtés suivant les dispositions du règlement de l'ANC n°2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologuées par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatifs au Plan Comptable Général et aux règlements en vigueur ainsi qu'en fonction des normes spécifiques de la profession.

La société Esso S.A.F. est incluse dans les comptes consolidés d'un ensemble plus grand dont la tête de groupe est la société Exxon Mobil Corporation.

Les informations chiffrées détaillées fournies sont exprimées en milliers d'euros.

1-1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles, principalement constituées par des logiciels et des fonds de commerce, sont comptabilisées à leur coût d'achat. Les logiciels sont généralement amortis en un an. Les fonds commerciaux sont dépréciés dans la mesure où leur valeur actuelle s'avère inférieure à leur valeur comptable.

1-2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition, à l'exception des immobilisations acquises au 31 décembre 1976, qui sont inscrites au bilan pour un montant réévalué.

La société applique le règlement CRC 2002-10, relatif à l'approche par composants. L'amortissement économique est calculé selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue pour chaque catégorie d'immobilisations. La différence entre l'amortissement économique et l'amortissement dégressif est constatée par voie d'amortissements dérogatoires.

Les principales durées d'amortissement sont les suivantes:

Constructions	20 à 50 ans
Dépôts	25 à 30 ans
Installations matériel et outillage	15 à 25 ans
Matériel de transport	10 à 25 ans
Mobilier et matériel de bureau	5 à 10 ans

1-3 Immobilisations financières

La valeur des participations est constituée du prix d'acquisition hors frais accessoires, éventuellement augmentée de l'effet de la dernière réévaluation légale.

A chaque clôture, la valeur d'utilité des titres est comparée à la valeur comptable. Cette valeur d'utilité est déterminée en fonction d'une analyse multicritère tenant compte notamment de la quote-part des capitaux propres de la filiale, des perspectives de rentabilité de la participation détenue et de données de marché observées. Lorsque cette valeur d'utilité est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est constatée pour la différence.

1-4 Stocks

Les produits pétroliers détenus par la société sont stockés en sous-douane dans les raffineries de la filiale Esso Raffinage, en sous-douane ou en acquitté dans les dépôts pétroliers opérés par Esso S.A.F. ou par des tiers.

Les stocks de pétrole brut et de produits pétroliers sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti (FIFO). Les marchandises non pétrolières et matières premières consommables sont évaluées selon la méthode du prix moyen pondéré (PMP). Les stocks de pétrole brut sont valorisés à leur coût d'achat y compris les frais de transport. Les stocks de produits pétroliers issus du raffinage sont valorisés par ventilation du coût global de production entre les différents produits en fonction de leur valeur de marché. Pour les opérations d'échanges de produits réalisées avec les confrères, ou certains achats de pétrole brut, seule la position nette à la clôture est prise en compte dans la variation et la valorisation des stocks.

Les coûts de production comprennent la valeur des pétroles bruts mis en œuvre, les charges directes et indirectes de production y compris l'amortissement des biens concourant à la production, mais exclusion faite de tous les frais financiers.

Une dépréciation est calculée dans la mesure où la valeur nette de réalisation des stocks à la date de clôture est inférieure à leur valeur d'inventaire.

Les opérations d'échange réalisées avec les confrères sont comptabilisées conformément au « Plan Comptable Professionnel des Industries du Raffinage et de la Distribution d'Hydrocarbures ». Le solde annuel des opérations est pris en compte dans la variation des stocks.

1-5 Créances et dettes

Les créances et dettes sont inscrites en comptabilité pour leur valeur nominale.

Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des risques de non recouvrement.

Par exception, les dettes et créances en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de la conversion est portée au bilan en "écarts de conversion Actif ou Passif".

Les écarts de conversion Actif donnent lieu à constitution d'une provision pour risque de change.

1-6 Provisions pour risques et charges

Les provisions sont constituées notamment de provisions pour litiges, de provision pour restructuration et de provisions pour retraite. Celles-ci comprennent :

- la garantie de ressources accordée au personnel retraité conformément au plan de retraite de la société, pour la période comprise entre la date de départ et la date de liquidation des droits acquis auprès des différents organismes de retraite.
- le coût des plans de Congés de Fin de Carrière (CFC) et de restructuration mis en place par la société.

Les engagements de retraite concernant le personnel en activité ou le personnel ayant cessé son activité dans le cadre du plan de retraite ou des plans de CFC sont constatés dans les « Engagements hors bilan ».

Cependant à la suite de la fusion avec la société Mobil Oil Française en 2003, une provision pour retraite a été reprise et maintenue dans les comptes de la société Esso S.A.F.

Les activités d'Esso S.A.F. et de ses filiales se situent dans la perspective de la continuité d'exploitation de leurs différentes installations. Aussi la société ne constitue-t-elle des provisions pour remise en état des sites que, soit pour couvrir une obligation qui pourrait résulter de l'arrêt ferme et définitif d'une installation, soit pour couvrir des obligations actuelles relatives à la dépollution ou remise en état de sites qui viendraient à naître en cours d'exploitation, ou qui résulteraient d'une obligation contractuelle, et qui remplissent les critères de provisionnement.

1-7 Chiffre d'affaires

Les produits provenant de la vente de biens sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsque les risques et avantages significatifs inhérent à la propriété du bien sont transférés à l'acheteur.

Il comprend les taxes spécifiques sur les produits pétroliers. En revanche il exclut les facturations réciproques entre confrères dans le cadre des échanges économiques de produits. Le solde net de ces opérations fait l'objet d'une inscription au compte de résultat au niveau des variations de stocks.

1-8 Accord d'intéressement

L'accord en cours sur la participation, l'intéressement et l'abondement a été signé en juillet 2020 pour une durée de trois ans entre les sociétés Esso S.A.F., Esso Raffinage S.A.S., et ExxonMobil Chemical France qui ont des relations économiques sur le site de Port-Jérôme-Gravenchon. La répartition de l'enveloppe affectée à l'intéressement-participation s'effectue au prorata des effectifs et des masses salariales des trois sociétés.

1-9 Groupe d'intégration fiscale

La société Esso S.A.F. est mère d'un groupe d'intégration fiscale composé de 4 sociétés (Esso S.A.F., Esso Raffinage S.A.S., Worex, et Esso France S.A.R.L.). Aux termes des conventions en vigueur, il est prévu que la société « tête de groupe » et les filiales feront en sorte que les filiales se trouvent dans une situation identique en actif, passif, en trésorerie, en charges, en produits, en risques et en prérogatives à celle qui aurait été la leur si elles étaient restées imposées séparément.

Par ailleurs, la société « tête de groupe » Esso S.A.F. enregistre les résultats de l'intégration fiscale en constatant le gain ou la perte d'impôt provenant des filiales immédiatement en résultat. Le montant des déficits propres aux filiales utilisé par la société « tête de groupe » Esso S.A.F. dans le cadre de l'intégration fiscale est mentionné dans la note annexe aux comptes sociaux 4-18.

2- Faits marquants de l'exercice et principaux litiges en cours

• *Hausse du prix du pétrole brut et effets stocks*

Les variations de prix du pétrole brut et des produits pétroliers ont un impact sur les résultats et sur la structure du bilan consolidé du groupe Esso S.A.F. par la variation qui résulte de la valeur des stocks évalués selon la méthode FIFO (*First In, First Out*).

Esso S.A.F. calcule des effets stocks comprenant d'une part l'effet prix sur stock, qui donne l'impact de la variation des cours du pétrole brut et des produits pétroliers sur la valeur de ses stocks, et d'autre part une dotation/reprise de provision pour dépréciation comptable des inventaires. En 2021, les effets stocks sont fortement positifs à 448 millions d'euros contre des effets stocks négatifs de 292 millions d'euros en 2020. Ces effets stocks ont un impact significatif sur le résultat opérationnel.

Par rapport à la valeur de ses stocks, Esso S.A.F. a adopté une gestion prudente afin de pouvoir faire face aux fluctuations de la valeur de ses inventaires en fin d'exercice, mettant en réserve lors de l'affectation du résultat de chaque exercice, dans un contexte de volatilité importante des cours du pétrole brut, la partie du résultat d'Esso S.A.F. correspondant à la variation annuelle des stocks due à l'effet prix. Le montant de la réserve facultative ainsi constituée a été intégralement utilisé compte tenu des pertes sur stocks constatées en 2020.

• *Dépréciation des titres de participation de la société Esso Raffinage*

Le test de dépréciation des titres de participation d'ERSAS (Esso Raffinage SAS) réalisé au 31 décembre 2021, a conduit à une reprise de la provision pour dépréciation des titres ERSAS pour le montant de 100 000 milliers d'euros. En 2020, une provision avait été constituée pour le montant de 130 000 milliers d'euros pour une valeur des titres de participation de 141 214 milliers d'euros.

- **Plans de Prévention des Risques Technologiques**

Le PPRT du dépôt pétrolier de Toulouse Fondeyre a été approuvé en juin 2017 pour un impact financier estimé à environ 1 000 milliers d'euros et provisionné en totalité. Au 31 décembre 2021, le montant provisionné est de 595 milliers d'euros après un premier paiement effectué en 2021.

Le PPRT de la zone de Fos-sur-Mer a été prescrit en 2011 et prorogé jusqu'en juillet 2016 et finalement approuvé le 30 mars 2018. Une convention de financement tripartite est en cours de signature. La provision constituée en 2018 pour un montant de 1 000 milliers d'euros complétée par un passif éventuel a été maintenue au 31 décembre 2021.

Le PPRT de la zone de Port-Jérôme-Gravenchon prescrit en 2009 a été approuvé en août 2014 sans impact matériel sur les comptes du groupe.

Les PPRT concernant le dépôt pétrolier de Villette-de-Vienne et celui de Lyon Port-Herriot dans lequel Esso S.A.F. a des intérêts à travers sa participation dans la société des Stockages Pétroliers du Rhône ont été réunis dans un seul PPRT qui a été approuvé le 19 octobre 2016. Ce PPRT est sans impact pour la société Esso S.A.F.

Le PPRT du dépôt de Villeneuve-le-Roi opéré par la Société Pétrolière du Val de Marne (SPVM) dans laquelle Esso S.A.F. a des intérêts, a été approuvé le 20 juillet 2016 sans impact matériel pour la société Esso S.A.F.

- **Passifs éventuels**

La société Esso S.A.F. est exposée à plusieurs situations de passif éventuel au sens de l'article 212-4 du Plan Comptable Général. Le montant estimé au 31 décembre 2021 de ces obligations qui ne sont ni probables, ni certaines, s'élève à environ 17 000 milliers d'euros dont une estimation d'environ 2 800 milliers d'euros pour les Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) en cours de mise en place. Les échéances d'éventuelles sorties de ressources s'étaleraient le cas échéant sur plusieurs années.

3- Événements postérieurs à la clôture

- **Conflit russo-ukrainien**

Depuis le 24 février 2022, le conflit ouvert entre la Russie et l'Ukraine a mis à mal l'équilibre géopolitique mondial et l'incertitude qui en découle bouscule les marchés pétroliers et gaziers. Les inquiétudes concernant les conséquences potentielles sur l'approvisionnement ou l'extension possible de ce conflit ont, dans un environnement déjà fortement haussier, ajouté un autre levier de volatilité, poussant les cours du pétrole brut au-dessus de \$100/bbl.

Au-delà du simple effet lié aux incertitudes provoquées par ce conflit, la Russie, large exportateur de pétrole brut et de gaz (et pour la France, de gazole), s'est vue frappée de sanctions économiques par la plupart des pays occidentaux. Ces sanctions vont priver les marchés internationaux d'une portion significative de l'offre. Ceci devrait, contribuer à maintenir ou accroître (si ces mesures venaient à s'étendre) la pression sur les prix du pétrole brut.

Dans ce contexte de forte hausse du prix des matières premières, les marges de raffinage ont initialement réagi par une hausse qui s'explique par la simple réaction du marché à la baisse de l'offre, sans baisse de la demande. Toutefois, il est envisageable qu'un environnement de prix élevés sur les matières premières génère une inflation durable, ralentisse la reprise économique et donc pèse sur une demande en produits pétroliers qui reste en retrait par rapport à ses niveaux d'avant la crise pandémique. Un repli de la demande serait de nature à remettre sous pression les

marges de raffinage. Des mesures gouvernementales destinées à atténuer l'impact des hausses de prix sur le consommateur final ont d'ailleurs été annoncées.

La société Esso S.A.F. ne dispose pas d'actifs en Russie ou en Ukraine. Sa base de clientèle ne comprend pas de clients actuellement frappés de sanctions, et il ne traite qu'une faible proportion de pétrole brut en provenance ou ayant transité par la Russie. Esso S.A.F. suit avec attention l'évolution de la situation. Le groupe Esso S.A.F. suit avec attention l'évolution de la situation et travaille à diversifier son approvisionnement.

Aucun autre évènement significatif postérieur à la clôture n'est à noter.

4- Notes sur le bilan et le compte de résultat

4-1 Etat de l'actif immobilisé

(milliers d'euros)

2021	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions nouveaux prêts	Virements de poste à poste	Cessions mises hors service	Valeur brute en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles	46 870	(1)	144	(223)	46 790
Immobilisations incorporelles en cours	39	28	(31)		36
Total I	46 909	27	113	(223)	46 826
Immobilisations corporelles					
Terrains	9 646			(1 922)	7 724
Constructions	26 880	27	8	(2 293)	24 622
Installations techniques, matériels et outillages industriels	52 918	944	675	(1 042)	53 495
Autres immobilisations corporelles	22 221	749	202	(674)	22 498
En-cours et autres	1 076	1 624	(998)		1 702
Total II	112 741	3 344	(113)	(5 931)	110 041
Immobilisations financières					
Participations	176 282	1		-	176 283
Créances rattachées à des participations	-			-	-
Prêts	-			-	-
Autres immobilisations financières	-			-	-
Total III	176 282	1	0	0	176 283
Total général	335 932	3 372	0	(6 154)	333 150

4-2 Variation des amortissements

(milliers d'euros)

2021	Amortissements au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions, amortissements cessions, mises hors service	Amortissements en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles	36 851	1 037	(222)	37 666
Immobilisations corporelles	59 590	4 586	(3 577)	60 599
Immobilisations financières				
Total	96 441	5 623	(3 799)	98 265

4-3 Immobilisations en crédit-bail

(milliers d'euros)

2021	Coût d'entrée	Dotations aux amortissements		Valeur nette
		de l'exercice	cumulées	
Autres immobilisations corporelles (1)	45 487	1 673	45 487	0
Total général	45 487	1 673	45 487	0

(1) contrat d'affrètement long terme du pétrolier "SAMCO RAVEN" remplacé en 2012 par le pétrolier "SAMCO CHINA" du type "Very Large Crude Carrier" (VLCC) avec un coût additionnel de 7,7 M€. Le contrat d'affrètement à temps de navire a conservé sa durée de 12 ans et 2 mois et est assimilable à un contrat de crédit-bail. Par avenant en date du 7 novembre 2016, le nom du VLCC a été modifié de « SAMCO CHINA » à « DHT CHINA ». Le contrat a pris fin le 12 mai 2021.

4-4 Réévaluation

La réserve de réévaluation de 8,8 millions d'euros figurant au bilan représente le montant de la réévaluation légale 1976 sur les participations (4,6 millions d'euros) et les terrains (4,2 millions d'euros).

(milliers d'euros)

Variation de l'écart de réévaluation	Solde en début d'exercice	Variation de l'exercice	Solde en fin d'exercice
Immobilisations corporelles	5 635	(1 415)	4 220
Immobilisations financières	4 598	-	4 598
Total	10 233	(1 415)	8 818

4-5 Filiales et participations

(milliers d'euros)

Sociétés ou groupe de sociétés	Capital social	Autres capitaux propres hors	Bénéfice ou (perte) de l'exercice	Chiffre d'affaires de l'exercice	Quote part du capital détenu (%)	Valeur des titres détenus	Prêts et avances consentis par la	Montant des cautions et avals donnés par la	Dividendes encaissés au cours de l'exercice
A/ Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1% du capital d'Esso SAF									
1- Filiales (+ de 50% du capital détenu par Esso SAF)									
- Worex	1 797	5 117	11 138	1 428 451	99,99	9 297		18 673	12 411
- Esso Raffinage S.A.S.	34 466	344 588	45 570	781 476	100,00	111 214	14 571	20 500	0
- Société des stockages Pétroliers du Rhône (SPR)	1 372	9 300	947	4 268	50,01	1 372			0
2- Participations (10 à 50% du capital)									
- Raffinerie du midi	3 432	14 006 (1)	4 860 (1)	17 979 (1)	33,33	2 790			1 600
- Société des transports pétroliers par pipelines (TRAPIL)	13 241	33 087 (1)	16 884 (1)	150 743 (1)	17,23	8 760			9 972
- Société pétrolière du Bec d'Ambès (SPBA)	167	16 866 (1)	1 702 (1)	11 108 (1)	34,00	2 592			642
- Société de Gestion des Produits Pétroliers (SOGEP)	12 443	5 219 (1)	(393) (1)	5 246 (1)	37,00	4 978			0
B/ Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations									
1- Filiales françaises						40			0
2- Participations dans des sociétés françaises						4 019	246	16 448	4 190

(1) chiffres de 2020

4-6 Détail des stocks

(milliers d'euros)

Stocks	Valeur brute	Provision pour dépréciation	Valeur nette
Pétrole brut	746 413	(41 428)	704 985
Produits intermédiaires et finis	809 817	(46 453)	763 364
Autres	806		806
Total	1 557 036	(87 881)	1 469 155

4-7 Variation des capitaux propres

(milliers d'euros)

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice
Capital social et primes	108 455			108 455
Ecart de réévaluation 1976	10 233		(1 415)	8 818
Réserve légale	9 834			9 834
Réserve facultative fluctuation des cours	240 000		(240 000)	0
Autres réserves facultatives	383 249		(383 249)	0
Report à nouveau	4 127		(11 168)	(7 041)
Résultat 2020	(634 418)	634 418		
Résultat 2021		546 007		546 007
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
- pour investissement	-			-
- pour hausse des prix	-	51 226		51 226
- pour plus-values réinvesties	195			195
- pour amortissements dérogatoires	22 102	2 214	(1 628)	22 688
Total	143 778	1 233 865	(637 460)	740 182

Notes :

- Le capital social de la société est composé de 12 854 578 actions d'une valeur nominale de 7,65 euros.
- ExxonMobil Corporation détient, via ExxonMobil France Holding S.A.S., 82,89 % du capital et intègre à ce titre la société Esso S.A.F. dans ses comptes consolidés.

(millions d'euros)

Variation de la réserve facultative pour fluctuation des cours	année 2021	année 2020	année 2019	année 2018	année 2017
Montant de la réserve début de période	240	240	270	200	-
Affectation à la réserve	-	-	-	70	200
Prélèvement sur la réserve	(240)	-	(30)	-	-
Montant de la réserve fin de période	0	240	240	270	200

4-8 Variation des provisions pour risques et charges

(milliers d'euros)

Catégories des provisions	Montants début d'exercice	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice (Provision utilisée)	Reprise de l'exercice Provision non utilisée	Montants fin d'exercice
Provisions pour retraite et obligations similaires (1)	183 778	0	(11 398)	(3 663)	168 717
Autres provisions					
Pour perte de change	1 112	0	(1 112)	-	0
Pour risques exceptionnels	4 330	2 041	(2 503)	-	3 868
Pour charges exceptionnelles (2)	96 344	38 028	(8 902)	(5 469)	120 001
Total	285 564	40 069	(23 915)	(9 132)	292 586

(1) Cette ligne comprend une provision retraite reprise et maintenue dans les comptes de la société Esso S.A.F. à la suite de la fusion avec la société Mobil Oil Française en 2003 ainsi qu'une provision correspondant à la garantie de ressources accordée au personnel retraité conformément au plan de retraite pour la période comprise entre la date de départ et la date de liquidation des droits acquis auprès des différents organismes de retraite.

En matière de pensions et obligations similaires, confère les engagements hors bilan dans la présente annexe.

Au 31 décembre 2021, la société a préfinancé une partie de ses engagements de retraite.

La société Esso S.A.F. a sécurisé 20 % des droits à la retraite liquidés au titre des régimes à prestations définies L137-11 par un préfinancement auprès d'Exxon Mobil OFP (Organisme de Fonds de Pension) et a versé en 2019 et 2020 un montant total de 73 874 milliers d'euros. Cette sécurisation est effectuée conformément au calendrier défini par l'ordonnance du 9 juillet 2015, qui fait obligation aux entreprises de sécuriser une fraction augmentant progressivement de 10 % à 50 % des droits à la retraite liquidés au titre des régimes de retraite à prestations définies L137-11 selon un calendrier étalé jusqu'en 2030.

(1) Les charges exceptionnelles comprennent des coûts des restructurations ainsi que des provisions pour remises en état de sites industriels inactifs.

4-9 Variation des autres dépréciations

(milliers d'euros)

Catégories des dépréciations	Montants début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montants fin d'exercice
Sur immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Sur immobilisations corporelles	-	-	-	-
Sur immobilisations financières (1)	131 218	-	(100 000)	31 218
Sur actif circulant (2)	201	87 881	(185)	87 897
Total	131 420	87 881	(100 185)	119 115

(1) Le test de dépréciation des titres de participation d'ERSAS (Esso Raffinage SAS) réalisé au 31 décembre 2021, qui consiste à comparer la valeur d'utilité des titres à la valeur comptable a conduit à une reprise de dépréciation pour le montant de 100 000 milliers d'euros. En 2020, une provision avait été constituée pour le montant de 130 000 milliers d'euros pour une valeur des titres de participation de 141 214 milliers d'euros.

Cette valeur d'utilité issue du test de dépréciation effectuée dans le cadre de l'IAS 36.12 des comptes consolidés du groupe Esso S.A.F. établis selon les normes IFRS, a été déterminée à partir de l'actualisation des flux de trésorerie futurs estimés à partir de prévisions tenant compte des conditions d'exploitation des raffineries d'Esso Raffinage et d'hypothèses économiques du secteur qui représentent la meilleure estimation retenue par le management. Ces hypothèses intègrent notamment

- des flux de trésorerie prévus pour 2022 et prévisions estimées sur la période 2023-2028 ;
- une valeur terminale actualisée calculée sur la base d'un flux normatif en tenant compte d'un taux de croissance à l'infini de 0% ;
- des prix du pétrole brut projeté à horizon 2028+ à 60 \$/baril ;
- une conversion en euros des flux de trésorerie futurs après impôts établis en dollar à 1,15 \$/€ et actualisés à un taux d'actualisation de 7 % correspondant au coût moyen pondéré du capital d'Esso S.A.F. ;
- des projections de marges de raffinage revues en légère hausse par rapport à l'estimation réalisée au 31 décembre 2020. Ces nouvelles estimations intègrent une accélération de la transition énergétique après la crise pandémique, qui va faire baisser le rythme des investissements dans de nouvelles capacités de raffinage à même de desservir l'Europe.

Ce nouveau facteur va permettre d'atténuer l'impact du fort déséquilibre entre capacités de raffinage et demande en produits pétroliers. .

Sur ces bases, une reprise de dépréciation des titres de participation d'Esso Raffinage pour 100 000 milliers d'euros a été comptabilisée. En 2020 une provision avait été constituée pour le montant de 130 000 milliers d'euros pour une valeur des titres de participation de 141 214 milliers d'euros. Au 31 décembre 2021 avec la reprise de dépréciation, la valeur des titres s'établit à 111 214 milliers d'euros.

(2) Au 31 décembre 2021, une dépréciation pour un montant de 87 881 milliers d'euros a été comptabilisée pour tenir compte de la valeur nette de réalisation des stocks au 31 décembre 2021.

4-10 Etat des échéances des créances et des dettes

(milliers d'euros)

Créances	Montants de liquidité de l'actif brut	Montants de liquidité de l'actif à 1 an au plus	Montants de liquidité de l'actif à plus d'1 an
Actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	-		
Prêts	-		
Autres immobilisations financières	-		
Actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés	728 076	728 076	
Autres créances	495 833	495 833	
Sous-total	1 223 909	1 223 909	0
Charges constatées d'avance	0	0	
Total général	1 223 909	1 223 909	0

Dettes : La totalité des dettes est à moins d'un an.

4-11 Etat des produits à recevoir et charges à payer

(milliers d'euros)

Produits à recevoir	31-déc-21	31-déc-20
Factures à établir	80 750	40 922
Avoirs à recevoir	50 925	12 121
Impôts sur les sociétés à recevoir	0	2 536
Autres produits à recevoir	22 229	26 671
Total	153 904	82 250

(milliers d'euros)

Charges à payer	31-déc-21	31-déc-20
Factures non parvenues	139 860	67 019
Dettes fiscales et sociales	34 796	11 914
Impôts sur les sociétés à payer	30 748	0
Avoirs à établir	5 677	4 573
Autres charges à payer	70 483	138 691
Total	281 564	222 197

4-12 Charges constatées d'avance – Produits constatés d'avance

Le poste « charges constatées d'avance » contient essentiellement des loyers et des ristournes payées d'avance.
Le poste « produits constatés d'avance » contient essentiellement des loyers reçus d'avance.

4-13 Informations sur les entreprises liées

(milliers d'euros)

Postes concernés	Entreprises liées au groupe ExxonMobil	Entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	Créances/ dettes représentées par des effets de commerce
A l'actif			
Participations	121 924	23 140	
Créances rattachées à des participations	-	-	
Créances clients et comptes rattachés	259 774	142 158	
Autres créances	268 940	14 817	
Au passif			
Emprunts et dettes financières diverses	21 051	6 479	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 258 021	123 165	
Au résultat			
Charges financières	953	-	
Produits financiers	-	-	

4-14 Analyse du chiffre d'affaires hors TVA

	2021		2020	
	Quantité milliers m3	Valeur millions euros	Quantité milliers m3	Valeur millions euros
Carburants Aviation	1 051	451	977	307
Supercarburants Automobile	5 009	2 353	4 404	1 243
Gazole et Fioul domestique	10 710	5 650	10 182	3 670
Fiouls Lourds	1 217	486	991	261
Gaz de Pétrole Liquéfié	708	205	620	96
Produits semi-finis et autres produits	3 953	1 287	4 344	946
Ventes de carburants et combustibles	22 648	10 432	21 518	6 523
Ventes de Lubrifiants et Spécialités	1 612	1 590	1 442	831
Total ventes de produits raffinés hors taxes	24 260	12 022	22 960	7 354
Ventes de pétrole brut	1 602	625	2 560	658
Total ventes de produits pétroliers hors taxes	25 862	12 647	25 520	8 012
<i>dont volumes ventes activités Distribution sur marché intérieur (Ventes en France hors ventes directes Raffinage)</i>	<i>15 039</i>	<i>7 809</i>	<i>14 053</i>	<i>4 961</i>
Ventes de produits pétroliers hors taxes		12 647		8 012
Ventes de services hors taxes		106		128
Sous-total		12 753		8 140
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques		2 170		1 952
Chiffre d'affaires (*)		14 923		10 092

Répartition géographique du chiffre d'affaires

- France		12 280		8 437
- Export		2 643		1 655
Total		14 923		10 092

(*) Les facturations réciproques entre confrères dans le cadre d'échanges de produits ne font pas partie du chiffre d'affaires.

4-15 Résultat financier

Le résultat financier pour l'année 2021 est un profit de 128 027 milliers d'euros et comprend des dividendes reçus pour 28 815 milliers d'euros.

Il comprend également la reprise de dépréciation des titres de la société Esso Raffinage SAS pour 100 000 milliers d'euros, dont le détail est fourni en note 4-9 Variation des autres dépréciations.

Les charges et produits financiers avec les entreprises liées sont les suivants :

(milliers d'euros)

Éléments concernant les entreprises liées et les participations	Entreprises liées au groupe ExxonMobil	Entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation
Charges financières		
Intérêts payés	953	-
Produits financiers		
Intérêts reçus	200	47
Dividendes reçus	-	28 815

4-16 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel est une perte de 74 351 milliers d'euros et comprend les éléments suivants :

(milliers d'euros)

Résultat exceptionnel	Exercice 2021	Exercice 2020
Cessions d'actifs immobilisés	2 356	1 080
Coûts de restructuration	5 469	(29 175)
Dotation aux provisions pour remise en état de sites industriels in	(34 777)	(5 000)
Autres charges et produits exceptionnels	4 413	(19 064)
Rétrocession par Esso Raffinage d'amortissements dérogatoires	0	72 164
Dotation & reprise aux provisions réglementées (y compris amortissements dérogatoires)	(51 812)	330
Total résultat exceptionnel	(74 351)	20 335

4-17 Effets stocks

La société calcule un effet prix sur stock mesurant l'impact de la variation des prix des produits pétroliers sur les quantités en stock à la clôture à partir d'un prix moyen reflétant l'évolution du coût de remplacement de la période.

Une dépréciation comptable est calculée dans la mesure où la valeur nette de réalisation des stocks de fin d'exercice est inférieure à leur valeur d'inventaire.

La dotation/reprise nette de la dépréciation comptable des stocks et l'effet prix sur stocks constituent les effets stocks.

En 2021, la variation des stocks calculés en FIFO tient compte d'effets stocks positifs évalués à 448 000 milliers d'euros (contre 292 000 milliers d'euros d'effets stocks négatifs en 2020).

4-18 Commentaires sur la situation fiscale

A. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

(milliers d'euros)

Exercice 2021	Avant impôt	Impôt sur les sociétés	Après impôt
Résultat courant	661 798	(51 655)	610 143
Résultat exceptionnel (et participation, interessen	(75 900)	11 764	(64 136)
	-	0	0
Résultat comptable	585 898	(39 891)	546 007

B. Détail de la charge ou produit d'impôt de l'exercice

(milliers d'euros)

Exercice 2021	(charge)/ produit
Charge d'impôt au titre du groupe fiscal	(71 549)
Profit d'intégration fiscale provenant des filiales	14 138
Ajustement impôt de l'exercice antérieur	811
Carry back exceptionnel exercice 2017	16 709
Total (charge)/ produit d'impôt de l'exercice	(39 891)

C. Accroissement et allègement de la dette future d'impôt de la société Esso S.A.F.

(milliers d'euros)

Variation des impôts différés ou latents	Montant en début d'exercice Actif / (Passif)	Montant en fin d'exercice Actif / (Passif)	Variation sur l'exercice (Accroissement) / Allègement
Provisions réglementées			
Plus values réinvesties	(50)	(50)	0
Provisions pour hausse des prix	0	(13 231)	(13 231)
Amortissements dérogatoires	(5 709)	(5 861)	(152)
Autres	0	0	0
Total provisions réglementées	(5 759)	(19 142)	(13 383)
Charges non déductibles temporairement			
Dettes sociales provisionnées	57 291	56 912	(379)
Autres	910	5 978	5 068
Total charges non déductibles temporairement	58 201	62 890	4 689
Déficits reportables	288 048	203 531	(84 517)
Total	340 490	247 279	(93 211)

Les impôts différés sont calculés au taux de 25,83 %.

Compte tenu du profit fiscal de l'exercice 2021 qui s'élève à 504 909 milliers d'euros, la situation fiscale du groupe intégré fait apparaître un déficit reportable qui s'établit à 787 962 milliers d'euros à fin décembre 2021. Le crédit d'impôt différé correspondant ressort à 203 531 milliers d'euros.

A noter que conformément aux règles fiscales en vigueur, l'imputation des déficits sur les profits futurs est limitée pour chaque année à 1 million d'euros majoré de 50 % du résultat fiscal de l'année au-delà de ce seuil.

Au 31 décembre 2021, le déficit cumulé des filiales utilisé par Esso S.A.F. en tant que société tête du groupe fiscal intégré s'établit à 242 milliers d'euros.

4-19 Rémunérations allouées aux dirigeants mandataires sociaux salariés

Le montant des rémunérations et des avantages de toute nature versés par Esso S.A.F. à ses mandataires sociaux dirigeants au cours de l'exercice 2021 s'élève à 350 milliers d'euros (230 milliers d'euros en 2020). Au 31 décembre 2021, l'engagement de la société Esso S.A.F. au titre des retraites des mandataires sociaux dirigeants salariés ou anciens salariés est de 1 110 milliers d'euros (2 213 milliers d'euros au 31 décembre 2020).

4-20 Engagements hors bilan

Engagements donnés

(milliers d'euros)

Engagements donnés	2021	2020
Engagements pour retraite du personnel (1)	372 276	427 569
Cautions données sur les paiements de filiales au titre des crédits d'enlèvements en douane, de crédits de droits et des licences de raffinage	39 173	39 173
Contrat Air Liquide (2)	69 211	76 129
Engagements d'achats d'immobilisations (3)	4 831	1 103
Engagements locations diverses (4)	8 093	192
Autres engagements donnés (5)	53 673	65 544
Total	547 257	609 710

(1) Estimation sur une base actualisée au taux de 1 % des charges potentielles futures envers :

- les membres du personnel ayant cessé leur activité dans le cadre du plan de retraite de la société ou des plans de congé de fin de carrière.
- le personnel en activité.

Le montant des charges de retraite payées par la société Esso S.A.F. en 2021 s'établit à 31 445 milliers d'euros.

La société Esso S.A.F. a sécurisé 20 % des droits à la retraite liquidés au titre des régimes à prestations définies L137-11 par un préfinancement auprès d'Exxon Mobil OFP (Organisme de Fonds de Pension) et a versé en 2019 et 2020 un montant total de 73 874 milliers d'euros. Cette sécurisation est effectuée conformément au calendrier défini par l'ordonnance du 9 juillet 2015, qui fait obligation aux entreprises de sécuriser une fraction augmentant progressivement de 10 % à 50 % des droits à la retraite liquidés au titre des régimes de retraite à prestations définies L137-11 selon un calendrier étalé jusqu'en 2030.

(2) Ce montant correspond à un engagement de paiement d'un terme fixe vis-à-vis d'Air Liquide dans le cadre de contrats d'achat d'hydrogène, d'oxygène et d'azote pour les deux raffineries.

Les contrats concernant le site de Gravenchon ont été signés en 2004 (hydrogène) pour une durée de 20 ans étendue en 2016 à 25 ans, et en 2007 (oxygène et azote) pour une durée 10 ans renouvelés en 2016 pour une durée de 10 ans. Un contrat d'achat d'oxygène sur le site de Fos-sur-Mer a été signé en 2011 pour une durée de 15 ans.

(3) Ces engagements correspondent aux obligations contractuelles d'achats d'immobilisations.

(4) Ce montant comprend l'engagement pris pour les locations de moyens logistiques utilisés pour la distribution des produits pétroliers sur le territoire français ainsi que pour les locations de véhicules incluant ceux utilisés dans les deux raffineries

- (5) Les autres engagements donnés comprennent des garanties bancaires émises pour le compte de la société Esso S.A.F., l'engagement implicite d'Esso S.A.F. sur les emprunts et dettes des participations de type GIE ou SNC et le bail du siège social Immeuble Spring situé à Nanterre.

Engagements reçus

(milliers d'euros)

Engagements reçus	2021	2020
Garanties sur crédits d'enlèvement en douane reçues d'ExxonMobil France Holding	250 239	250 239
Montant nominal des garanties tiers ou bancaires reçues pour la couverture des encours clients et pour la fourniture de certificats	132 837	90 997
Total	383 076	341 236

4-21 Effectif

	Effectif salarié		Effectif mis à disposition de l'entreprise	
	2021	2020	2021	2020
Cadres	210	236	14	21
Agents de maîtrise, employés et techniciens	58	68	7	9
Ouvriers	4	4	2	3
TOTAL	272	308	23	33

L'effectif salarié comprend les titulaires, les temporaires, l'effectif à temps partiel, les malades de longue durée, mais ne comprend pas l'effectif détaché hors de la société Esso S.A.F. L'effectif salarié en congé de fin de carrière est également exclu.

L'effectif mis à la disposition de l'entreprise comprend l'effectif fourni par des entreprises de travail temporaire et l'effectif détaché par d'autres sociétés du groupe ExxonMobil.

ESSO Société Anonyme Française
Société Anonyme au capital de 98 337 521,70 euros
Siège social : 20 rue Paul Héroult - 92000 Nanterre
542 010 053 R.C.S. NANTERRE

L'Assemblée Générale Mixte des actionnaires du 22 juin 2022 a adopté la résolution suivante :

DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, sur la proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter les résultats disponibles, à savoir :

Bénéfice de l'exercice 2021	546 006 987,89 euros
Report à nouveau avant affectation	- 7 040 834,46 euros
soit un total de	538 966 153,43 euros

dont l'affectation suivante est proposée :

Réserve facultative pour fluctuation des cours	450 000 000,00 euros
Autres réserves facultatives	70 000 000,00 euros
Report à nouveau après affectation	18 966 153,43 euros
soit un total de	538 966 153,43 euros

L'assemblée générale constate que la société n'a pas distribué de dividende au titre des trois exercices précédents.

Cette résolution est adoptée à la majorité de 10 793 347 voix pour (218 942 voix contre et 1 000 abstention).

Fait à Nanterre, le 29 juin 2022



Olivier KAISER
Directeur Juridique et Secrétaire Général



Esso S.A.F.
Rapport annuel 2021

A low-angle shot of a worker in a dark uniform, helmet, and safety glasses standing on a curved metal platform of a large industrial structure, likely a wind turbine. The worker is looking upwards. The background is a clear blue sky.

Se transformer
aujourd'hui

A white oil tanker truck is driving on a two-lane asphalt road. The road is bordered by green grass on the left and a body of water on the right. In the background, there are green hills under a blue sky with some clouds.

et contribuer
à des solutions
pour demain

SOMMAIRE

PERSPECTIVES ➡

- Notre positionnement
- Modèle d'affaires
- Faits marquants 2021

ACTIVITÉS ➡

- Conjoncture & contexte
- Sites de production
- Logistique & ventes
- Produits de haute performance

RSE ENVIRONNEMENT ➡

- Stratégie pour le climat
- Innovation & décarbonation
- Cadre & outils de gestion
- Protection de l'environnement & biodiversité
- Réduction des émissions

RSE SOCIAL ➡

- Sécurité
- Santé & Social
- Talents
- Engagement citoyen

PERFORMANCE EXTRA FINANCIÈRE

GOUVERNANCE ➡

- Conseil d'administration
- Facteurs de risques
- Éthique & principes de contrôle

DONNÉES FINANCIÈRES ➡



Perspectives

- Notre positionnement
- Modèle d'affaires
- Faits marquants 2021

Perspectives

Notre positionnement

Notre
ambition

anime toutes
nos actions

Pleinement conscients du besoin de notre société moderne de disposer d'une énergie abordable bas carbone, nous nous sommes fixés le défi d'y répondre en contribuant efficacement à décarboner nos activités et les produits fournis à nos clients. En tant que raffineur distributeur, nous sommes animés par une conviction forte : nous faisons partie de la solution.

Nous avons les capacités de créer des solutions innovantes, durables qui permettent d'améliorer la qualité de vie, tout en répondant à l'évolution des besoins de la société.

Perspectives Notre positionnement



et poursuivre
le développement
de nos ventes

Nous positionner
pour un avenir
bas carbone



Nous entendons être un acteur majeur de solutions bas carbone (CCS*, hydrogène, biocarburants) pour lesquelles la demande du marché promet d'être de plus en plus forte et pour lesquelles nous disposons de très solides expertises grâce à notre intégration au sein du groupe ExxonMobil. Nous avons engagé la transformation de nos procédés industriels. Pour distribuer nos produits, nous faisons toute confiance à notre modèle d'affaires, adossé à un réseau de professionnels agréés.

Nous voulons, entre autres, continuer à développer notre gamme de produits, non seulement les carburants et combustibles mais également les ventes d'huiles de base, de bitumes et autres spécialités.

*CCS : Captage et Stockage de Carbone

Perspectives

Notre positionnement



Opérer au
meilleur niveau
d'excellence



et renforcer
notre compétitivité

Dans un contexte de marché durablement volatil, nous restons concentrés sur nos fondamentaux d'excellence opérationnelle et de fiabilité. Nos valeurs nous poussent à être toujours plus attentifs aux territoires riverains de nos raffineries et à leurs habitants.

Parce que nous évoluons dans un environnement hautement concurrentiel, la maîtrise de nos coûts et de nos investissements reste une priorité constante. Nous entendons continuer à développer notre avantage concurrentiel, grâce à la gestion intégrée de nos deux chaînes de valeur : carburants et combustibles, d'une part ; huiles de base et lubrifiants, d'autre part.



Perspectives

Notre modèle d'affaires

Notre métier de raffineur distributeur est créateur de valeur par la transformation du pétrole brut acheté en un large éventail de produits indispensables à l'activité économique, à la production industrielle et aux consommateurs.

Depuis 1902, nous fabriquons une large gamme de produits pétroliers, achetons le pétrole brut sur le marché international, le transformons dans nos deux raffineries et commercialisons les produits raffinés à travers un réseau de professionnels distributeurs ou auprès de nos clients, en nous appuyant sur notre intégration au groupe ExxonMobil.

Notre stratégie climat

Nous faisons partie de la solution, et pour nous positionner dans la bonne trajectoire qui permettra d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat, nous agissons sur quatre axes :

- **Atténuer les émissions de nos opérations**, en poursuivant la transformation de nos procédés industriels.
- **Fournir des produits permettant aux utilisateurs de réduire leurs émissions**, nous accompagnons nos clients en commercialisant une gamme de produits de marques Esso et Mobil qui permettent de réduire les consommations et les émissions des utilisateurs.
- **Déployer des solutions technologiques bas carbone**, en utilisant les technologies et le savoir-faire du groupe ExxonMobil.
- **Nous impliquer dans le débat sur le climat et les politiques énergétiques**, nous menons un dialogue constructif et plaidons pour des solutions fiables et économiquement abordables.

Nos piliers stratégiques

Ces quatre piliers structurent l'ensemble de nos actions et de nos décisions :

- **Opérer au meilleur niveau d'excellence**
- **Renforcer notre compétitivité**
- **Poursuivre le développement de nos ventes**
- **Se positionner pour un avenir bas carbone**

Nos engagements RSE Social et Gouvernance

Acteur économique incontournable sur les territoires de nos raffineries, nous veillons également à maintenir un dialogue responsable avec l'ensemble de nos salariés ainsi qu'avec toutes nos parties prenantes.

- **Écoute et transparence dans nos relations avec les riverains**
- **Respect et dialogue au sein de l'entreprise**
- **Culture de la santé au travail**
- **Promotion des métiers du raffinage**
- **Des procédures rigoureuses pour assurer l'éthique et la transparence de notre gouvernance**

Notre création de valeur financière

Nous bénéficions d'une double chaîne de valeur intégrée. À partir du pétrole brut acheté sur les marchés, nous maîtrisons de bout en bout la production :

- **De carburants et combustibles**
- **De lubrifiants, spécialités et bitumes**

Ce modèle d'intégration et de complémentarité nous confère un avantage compétitif décisif et nous permet de tirer le meilleur parti des différentes évolutions des marchés.

Nos fondamentaux opérationnels

Nos raffineries implantées sur les deux principaux sites portuaires français partagent, au quotidien, les mêmes exigences :

- **Sécurité**
- **Fiabilité**
- **Maîtrise des coûts**

Perspectives

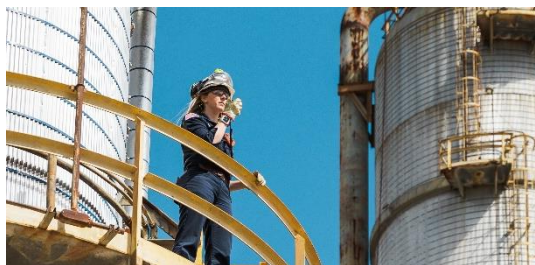
Faits marquants 2021



Sous le signe de la reprise

La sécurité, l'excellence de nos opérations et la maîtrise de nos coûts ont été plus que jamais nos priorités en 2021. Nous avons continué d'adapter nos organisations et nous avons encore amélioré notre performance opérationnelle. Grâce à des marges en hausse, à la réduction de nos coûts et à la fiabilité de nos opérations, nous avons réalisé de bons résultats financiers, comme en témoigne notre résultat opérationnel. L'intégration de nos chaînes de valeur carburants combustibles et lubrifiants a également été une source de création de valeur favorable aux investisseurs.

Produire et distribuer une énergie abordable pour soutenir la prospérité de nos clients est au cœur de notre mission.



Engagés dans la transformation de nos activités

Notre société évolue et se transforme. Sa contribution est indispensable pour accompagner la transition vers un avenir bas carbone. À cet effet, nous mettons en œuvre les leviers de la décarbonation (sobriété énergétique, efficacité énergétiques, amélioration de nos procédés industriels, fourniture de produits bas carbone pour à la fois fournir des solutions énergétiques d'avenir et répondre aux besoins de nos clients).

Dans le bassin industriel normand, nous contribuons à plusieurs projets favorables à la réduction des émissions, dont l'étude d'une infrastructure de captage et de stockage du CO₂ ou la fourniture à long terme d'hydrogène renouvelable obtenu par électrolyse de l'eau grâce à un partenariat avec Air Liquide. D'autre part, au plan national, nous avons annoncé un accord avec Neste, producteur de carburants durables pour l'aviation, pour l'approvisionnement des principaux aéroports français en *Sustainable Aviation Fuel* (SAF).

Esso S.A.F. s'engage à faire partie de la solution pour s'inscrire dans l'ambition du groupe ExxonMobil de neutralité carbone de ses opérations d'ici 2050 pour les émissions de scope 1 et 2.

Une nouvelle équipe pour accompagner la transformation

Au cours de cet exercice, Charles Amyot devient président directeur général de Esso S.A.F., Edoardo Mirgone prend la direction de la raffinerie de Gravenchon et Luc Van Vooren celle de la raffinerie de Fos-sur-Mer.



Produire et distribuer une énergie abordable pour soutenir la prospérité de nos clients est au cœur de notre mission.

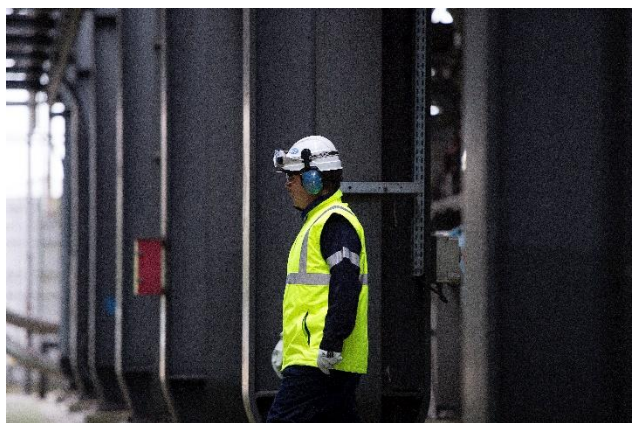
Notre modèle opérationnel prouve sa résilience

Les crises successives provoquées par la pandémie et le conflit en Ukraine ont permis de démontrer la robustesse des plans de continuité mis en place dans notre groupe. Grâce à la conception méticuleuse de ces plans et à la rigueur dans leur exécution, les carburants et lubrifiants, la matière première pour la chimie et les bitumes n'ont jamais manqué. Alors que de nombreuses raffineries se sont arrêtées pour raison économique, maintenance ou travaux, Esso a continué à répondre à la demande de ses clients.

Ces crises ont aussi été un révélateur de l'importance de nos produits pour l'activité économique et plus particulièrement dans le quotidien de chaque consommateur. Elles ont également révélé l'importance de nos activités pour la sécurité énergétique du pays.

Une stratégie commerciale qui prouve sa pertinence

La stratégie commerciale de vente des carburants Esso à travers son réseau de revendeurs à la marque porte ses fruits. Mise en place en 2015, cette stratégie a permis au groupe de gagner en performance et en réactivité.



Elle se voit validée par la confiance renouvelée de nos clients que nous accompagnons dans leur développement. Ainsi, le groupe Esso a pu reconduire ses contrats d'approvisionnement avec plusieurs revendeurs à la marque dont celui de Certas Energy France pour une durée minimum de cinq ans. Partenaire historique, la société Certas Energy opère dans plus de 450 sites à la marque *Esso* ou *Esso Express*. Par ailleurs, le réseau de distributeurs stratégiques lubrifiants a poursuivi son développement pour commercialiser au mieux les huiles Mobil pour l'automobile, le transport commercial ou les différentes applications industrielles.

Gravenchon conforte son statut de site performant et fiable



Le site haut-normand affiche en 2021 de belles performances sur les carburants, les combustibles et les lubrifiants, avec un taux d'utilisation de ses capacités de raffinage de 80 %, contre 72 % au cours de l'exercice précédent. Le surcroît de performance témoigne de l'importance des synergies entre les différentes unités de production qui ont été créatrices de valeur pour le groupe Esso et ont procuré un réel avantage compétitif en 2021.



Activités

- Conjoncture & contexte
- Sites de production
- Logistique & ventes
- Produits de haute performance

Activités

Conjoncture & contexte



Fournir les solutions énergétiques du présent / Décarboner l'avenir

Nous sommes en première ligne pour fournir au monde l'énergie et les produits dont il a besoin.

Parallèlement, les ambitions de neutralité carbone changent la donne à moyen et long termes. La plupart des scénarios énergétiques prévoient en effet un déclin progressif de la demande mondiale en énergie fossile. Mais d'ici là, les besoins restent considérables.

C'est pourquoi l'industrie du raffinage porte des solutions innovantes afin de conjuguer les nécessités du présent et l'indispensable transition énergétique vers un avenir bas carbone.



Conjoncture et contexte international

Dès le second semestre 2021, le cours du brut est reparti à la hausse sous l'effet de la reprise de la demande mondiale. Entraînées par cette dynamique, les marges de raffinage ont progressé au deuxième semestre. Dans les décennies à venir, les produits pétroliers issus du raffinage sont appelés à continuer à jouer un rôle important dans le mix énergétique.

La pandémie de Covid-19 a entraîné des changements rapides dans les comportements : du recours au télétravail à la baisse du trafic aérien d'affaires comme de loisirs. Dans le même temps, la commission européenne met en place son « pacte vert européen » et son paquet climat intitulé « Fit for 55 » dont l'objectif est d'adapter les politiques de l'union européenne en matière de climat, d'énergie, de transport et de fiscalité en vue de réduire les émissions nettes de gaz à effet de serre d'au moins 55 % d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 1990.

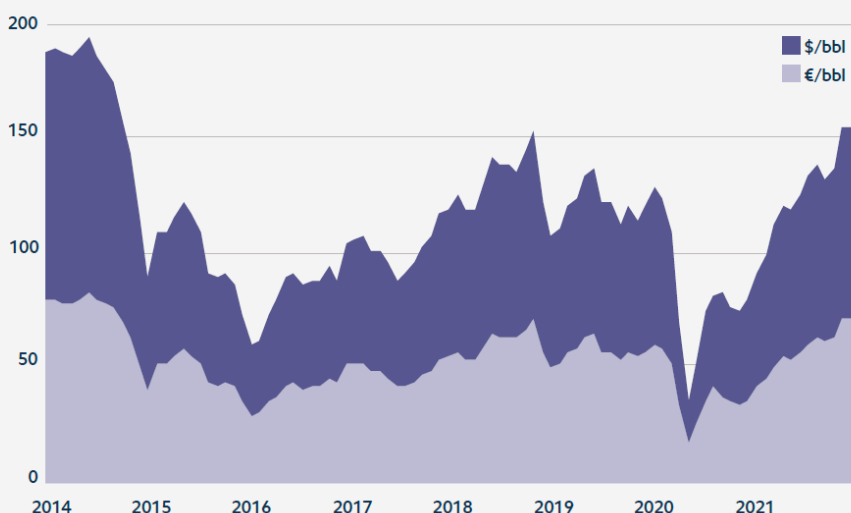
La plupart des scénarii (exemple : l'IEA dans le World Energy Outlook 2021) vers la neutralité carbone prévoient un déclin progressif de la demande mondiale en produits pétroliers, principalement dans le transport terrestre, le chauffage et la production d'énergie, laissant entrevoir que le pic de la demande mondiale en pétrole brut surviendra plus tôt qu'initialement prévu.

Dans ce monde en mutation, le pétrole continuera cependant à jouer un rôle irremplaçable dans le mix énergétique des prochaines décennies, en particulier pour les usages où il représente l'énergie ou la matière première les mieux adaptées comme notamment la pétrochimie. L'ensemble du secteur est fortement mobilisé pour accompagner une trajectoire possible vers la neutralité carbone d'ici 2050, en cohérence avec l'ambition européenne et les objectifs de l'Accord de Paris. Atteindre cet objectif ambitieux va toutefois nécessiter non seulement des politiques gouvernementales et des mesures législatives plus concrètes, mais aussi de la part de chacun des changements de comportement majeurs.

Une reprise graduée mais vigoureuse de l'économie mondiale

Après une chute brutale au premier semestre 2021 dû au ralentissement économique lié à la pandémie, les cours du pétrole brut sont repartis à la hausse sous l'effet de la reprise progressive de la demande, notamment en Chine puis dans les pays de l'OCDE. Des tensions au sein de l'OPEP autour des quotas de production ont aussi contribué à la tendance haussière. En juillet 2021, l'accord entre les membres de l'OPEP+ mais aussi les incertitudes quant au rebond structurel de l'économie stabilisent le brut aux alentours de 70 dollars par baril. Les cours du baril de pétrole ont ainsi retrouvé leur niveau d'avant la pandémie et ont même atteint en fin d'année des niveaux qui n'avaient plus été observés depuis 2014, juste en dessous de 100 dollars par baril.

Cours du pétrole brut



Source : UFIP Énergies et Mobilités

Incertitudes et opportunités pour le raffinage

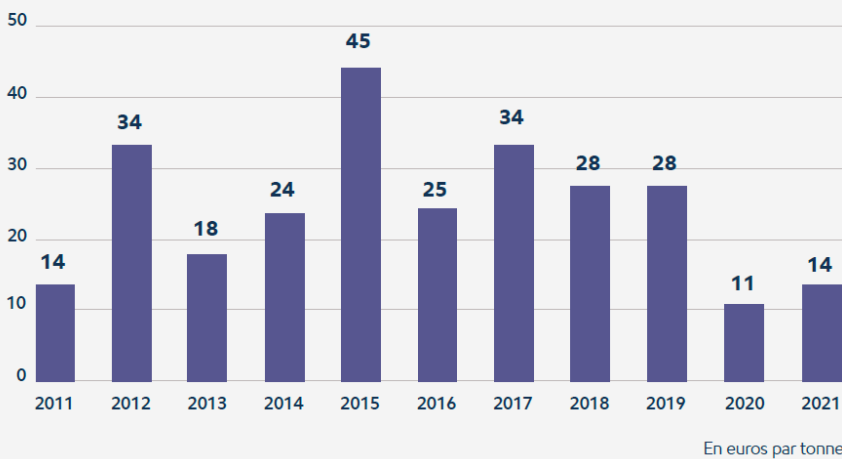
Malgré le rebond de la demande en produits pétroliers observé depuis le second semestre 2021 dans le sillage de la reprise économique, le secteur du raffinage reste structurellement en surcapacité de production, ce qui pèsera inévitablement à l’avenir sur les marges de raffinage dans un contexte d’accélération du déclin de la demande. L’industrie du raffinage se doit donc d’être porteuse de solutions pour accompagner la neutralité carbone visée à l’horizon 2050. La façon dont la transition énergétique s’organise au niveau de l’Europe et de ses états membres (Accord de Paris, Pacte Vert Européen) conduit par ailleurs à des ambitions renforcées et à une pression réglementaire croissante.

Marges de raffinage en progression en 2021

La marge brute indicative de raffinage carburant et combustible publiée par la direction générale de l’Énergie et du Climat (DGEC) du ministère de la Transition écologique et solidaire s’est élevée à seulement 14 €/tonne en moyenne pour l’année 2021 contre une marge de raffinage de 11 €/tonne en moyenne pour l’année 2020.

Marge brute de raffinage DGEC moyenne 2011-2021 : 25€/t

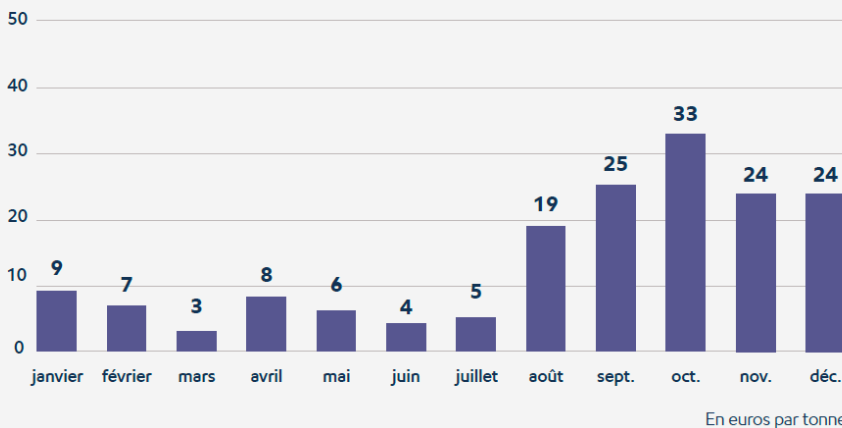
Source : Direction Générale de l’Énergie et du Climat



Cette situation de marges brutes de raffinage très basses provenait d’un sur-approvisionnement du marché des produits pétroliers lié à la forte baisse de la consommation résultant de la pandémie et des différentes périodes de confinement qui aggravait ainsi la situation de surcapacité de production du raffinage européen. L’augmentation de la marge de raffinage observée sur le second semestre de l’année 2021 découle de la reprise économique dans un contexte de bonne diffusion de la vaccination et de recul épidémique. Au second semestre, la demande repart à la hausse et entraîne les marges dans son sillage (22 €/tonne, en moyenne, au cours de second semestre).

Marges brutes de raffinage DGEC 2021 (en euros par tonne)

Source : Direction Générale de l’Énergie et du Climat



Des sources d'énergies complémentaires dans le mix énergétique des décennies à venir

La baisse des émissions des procédés industriels et des émissions de gaz à effet de serre constitue, plus que jamais, un objectif essentiel dans les économies du monde entier. Les produits pétroliers issus du raffinage vont, selon toute probabilité, continuer à jouer un rôle important dans le mix énergétique des prochaines décennies pour accompagner la transition, en particulier pour le transport commercial ou la pétrochimie. Malgré une baisse sensible de la consommation des énergies fossiles, l'agence internationale de l'Énergie prévoit que la part du pétrole devrait passer de 31 % à 23 % du mix énergétique mondial d'ici à 2040, ce qui correspond à une décline très progressive.

La transition énergétique impose d'abandonner progressivement un système énergétique relativement abordable basé sur les hydrocarbures solides, liquides et gazeux. Ceci représente un défi immense à relever, car ce système est le fondement de nos économies modernes. Il est donc crucial pour réussir cette transition de n'exclure aucune solution technique et de travailler à l'innovation.

Une transition efficace et ordonnée sera essentielle, non seulement pour atteindre les objectifs climatiques ambitieux, mais aussi pour assurer la sécurité énergétique du pays et prévenir l'extrême volatilité des prix.

Évolutions du marché français des carburants

Sur l'ensemble de l'année 2021, la consommation de produits pétroliers a atteint 67 millions de tonnes en hausse de 8 % par rapport à l'année 2020.

La demande de carburants routiers a augmenté de plus de 13 % par rapport à 2020, avec une progression de 21 % pour les supercarburants et de 11 % pour les gazoles. La demande en carburéacteurs a repris progressivement, avec une augmentation de 9 % en 2021 qui fait suite à une baisse de plus de 55 % en 2020.

Le marché des produits pétroliers évolue, en particulier à cause du renouvellement du parc automobile qui voit la part des véhicules diesel et essence diminuer au profit des véhicules hybrides rechargeables (+ 10 %) et tout électriques (+ 13 %). En 2021 les véhicules diesel ne représentent plus que 19 % des ventes alors qu'ils représentaient plus de 75 % des ventes il y a dix ans. Malgré une forte remontée, jusqu'à représenter 60 % des ventes, les ventes de véhicules essences ont été réduites de moitié en deux ans.

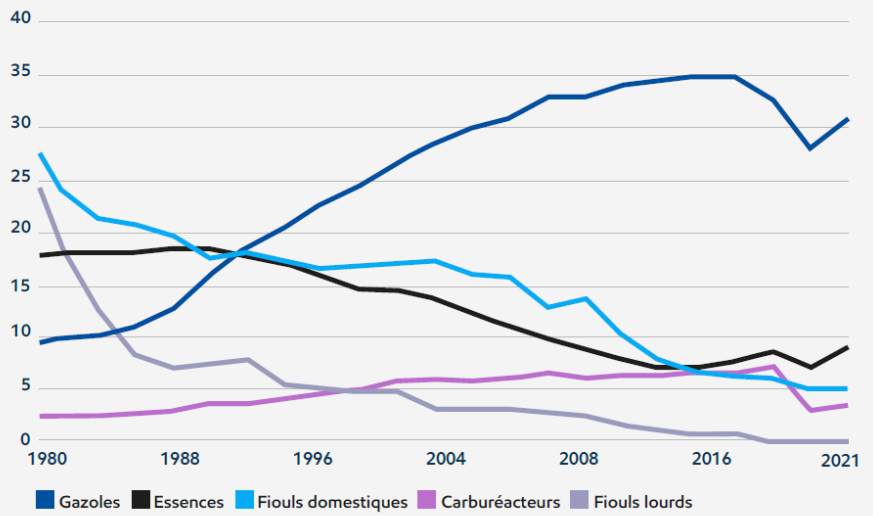


+ 13,2 %

hausse des livraisons
de carburants routiers
en France

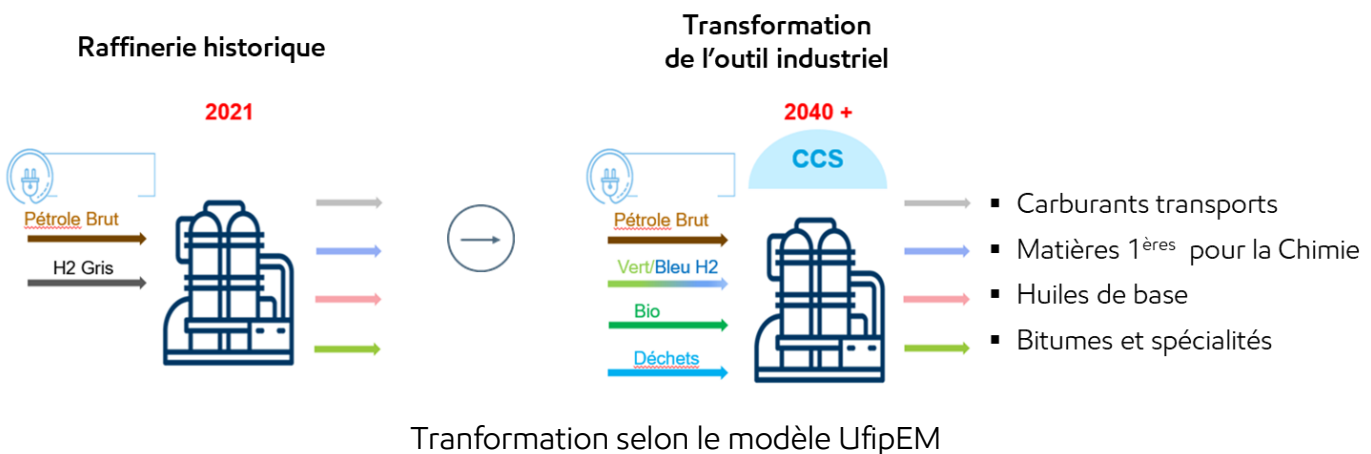
Évolution des consommations de carburants et combustibles en France (en millions de tonnes)

Source : Comité Professionnel du Pétrole
Bulletin mensuel du 18 février 2022



Esso, porteur de solutions énergétiques et de technologie

Dans la transition énergétique qui se déploie, notre industrie est porteuse de solutions concrètes comme, par exemple, les carburants liquides bas carbone, l'utilisation de l'hydrogène bas carbone ou de la biomasse, ou encore le captage et stockage du CO₂. La transition énergétique nécessite de recourir à toutes les solutions techniques et formes d'énergies durables. Ainsi, il convient de ne pas opposer les différentes sources d'énergie les unes aux autres, chacune ayant un rôle à jouer dans cette transition pour l'atteinte d'objectifs climatiques ambitieux.



Un engagement concret :

- Un des projets du groupe a été lauréat du plan *France Relance* dans la catégorie «Efficacité énergétique et décarbonation des procédés».
- Le groupe a signé un protocole d'accord avec la société Air Liquide pour l'étude de l'approvisionnement en hydrogène renouvelable.
- Le groupe a signé un protocole d'accord avec d'autres industriels pour étudier le développement d'une infrastructure de captage et de stockage du CO₂ sur l'axe Seine.
- La raffinerie de Gravenchon a obtenu la certification ISCC (International Sustainability Carbon Certification) qui lui permettra de traiter des alimentations renouvelables et fabriquer des carburants liquides bas carbone.

Nos priorités pour 2022

Esso va poursuivre la transformation de ses activités avec, en ligne de mire, le défi d'apporter des solutions innovantes, durables qui permettent d'améliorer la qualité de vie, tout en répondant à l'évolution des besoins de la société.

Par ailleurs, l'année 2022 a démarré sous le signe d'une nouvelle crise mondiale avec le conflit russo-ukrainien. Mais notre société a déjà démontré et sa capacité d'adaptation et sa forte résilience lors de la crise sanitaire mondiale. Elle a les moyens de surmonter cette nouvelle difficulté.

Quatre axes fondamentaux structurent notre action : opérer au meilleur niveau d'excellence; renforcer notre compétitivité ; poursuivre le développement de nos ventes ; déployer notre stratégie climat.



Opérer au meilleur niveau d'excellence implique que nous restions vigilants comme nous l'avons toujours été sur les questions de sécurité et de fiabilité.

Fait important : cette année, nous avons planifié une importante opération de maintenance à Gravenchon. Cette recherche permanente de l'excellence opérationnelle repose en particulier sur la sécurité, l'amélioration de l'efficacité énergétique, la fiabilité et l'optimisation des taux d'utilisation.



Renforcer notre compétitivité signifie que nous sommes en permanence dans une démarche d'amélioration et d'optimisation du fonctionnement de notre outil industriel en nous appuyant sur un modèle organisationnel performant. Nos investissements seront ciblés avec précision.

Nous optimiserons les synergies entre nos deux chaînes de valeur carburants et lubrifiants, car elles constituent pour nous un précieux avantage compétitif. Par ailleurs nous continuerons à nous impliquer dans le débat afin d'encourager une réglementation qui donnera de la visibilité aux décisions d'investissements indispensables à notre transformation.



Poursuivre le développement de nos ventes va se traduire par un renforcement de notre position sur le marché national grâce à notre réseau de vendeurs à la marque et un accompagnement des distributeurs.

Nous allons aussi nous concentrer sur la commercialisation de produits tels que les huiles de base, bitumes et autres spécialités qui n'ont que très peu ou pas d'alternatives abordables sur le marché.



Déployer notre stratégie climat nous conduit à préciser notre feuille de route, à amplifier la baisse de nos propres émissions, à développer nos produits facteurs d'efficacité énergétique, à nouer des partenariats industriels avec des leaders dans des domaines d'avenir tels que le captage et stockage de carbone (CCS) ou l'hydrogène renouvelable, à augmenter notre production de biocarburants et les synergies avec la pétrochimie.



Fournir les produits dont la société a besoin

et travailler à un avenir bas carbone

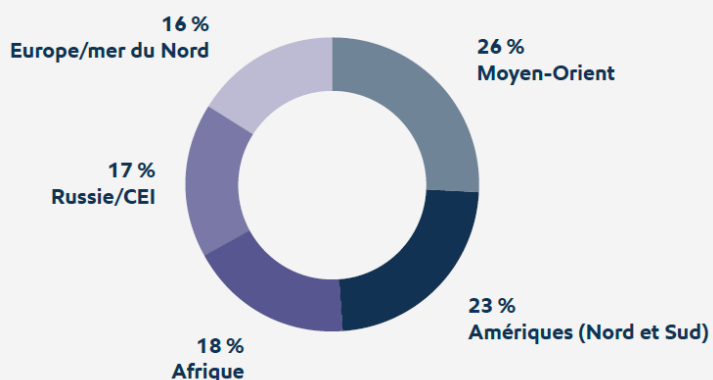
Une production nécessaire à l'économie

Aujourd'hui, tous les secteurs de la vie économique ont besoin de produits issus du raffinage. Les entreprises exigent des produits abordables et performants pour la production industrielle, le transport des marchandises, la fabrication de matériaux composites, les emballages industriels ou alimentaires. Les consommateurs demandent également des produits bon marché et de haute qualité pour leur mobilité professionnelle ou personnelle.

Concrètement, dans un avenir prévisible, les produits pétroliers issus du raffinage resteront nécessaires particulièrement en ce qui concerne les usages pour lesquels ils sont difficilement substituables comme l'aviation, le transport de marchandises ou la chimie, par exemple.

La crise sanitaire aura aussi rappelé à quel point ces produits restaient essentiels à la bonne marche d'un pays, en France comme partout dans le monde. Dans ces circonstances sans précédent, l'industrie du raffinage s'est montrée à la hauteur des enjeux : jamais les carburants et lubrifiants, les gaz et bitumes n'ont manqué. Par ailleurs, le conflit russo-ukrainien ouvert entre la Russie et l'Ukraine depuis le 24 février 2022 nous rappelle la nécessité vitale d'accéder à des solutions énergétiques abordables. Le groupe Esso ne traite qu'une faible proportion de pétrole brut en provenance ou ayant transité par la Russie et travaille à diversifier son approvisionnement.

Origine du pétrole brut traité par Esso Raffinage en 2021



Agir pour un avenir bas carbone

D'autres défis attendent notre secteur industriel, en particulier celui de la transition énergétique pour laquelle le raffinage porte des solutions innovantes.

Les Carburants Liquides Bas Carbone sont appelés à jouer un rôle majeur dans le mix énergétique, afin de décarboner les flottes actuellement en service dans le transport automobile, aérien et maritime. Pour cela, l'industrie du raffinage investit dans des solutions bas carbone et recourt à la matière première biomasse pour des biocarburants durables. Le secteur travaille aussi à des produits issus du réemploi d'huiles usagées utilisées comme matière première.

De façon générale, l'ensemble de nos produits concourent par leur qualité à un usage plus économe des moteurs.

Toutes les solutions efficaces peuvent trouver leur place et doivent être soutenues, en parallèle et en plus du déploiement des autres mobilités bas carbone (électricité, gaz, hydrogène).

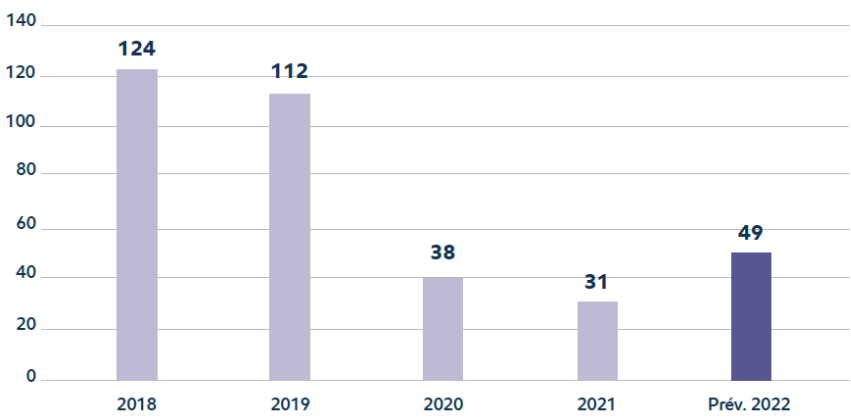
La transformation des raffineries contribue à l'autonomie énergétique et industrielle du pays. Elles sont intégrées dans l'environnement économique et social local. Esso, pour sa part, s'est engagé dans la décarbonation de ses processus industriels et de ses produits. Notre groupe met en œuvre différentes solutions pour assurer cette baisse des émissions. Nos procédés de raffinage sont améliorés de façon continue. Nous nous associons avec d'autres industriels de premier plan pour développer des filières de captage et de stockage du CO₂, domaines dans lesquels nous disposons d'une expertise reconnue. La transition énergétique telle qu'envisagée par la Stratégie Nationale Bas Carbone, la programmation pluriannuelle de l'énergie (publiée le 21 avril 2020) pour la croissance verte, et par le Pacte Vert Européen avec l'objectif de neutralité carbone en 2050, vont conduire à une baisse de la consommation d'énergies fossiles et à une évolution significative des marchés de produits pétroliers, dont l'ampleur et le rythme de transition sont encore incertains.

La transformation de l'outil industriel qui en découle devrait s'articuler autour :

- d'un remplacement progressif du pétrole brut par des matières premières issues de la biomasse ou des déchets ;
- de l'amélioration de l'efficacité énergétique, de l'électrification de certains équipements et de l'utilisation d'hydrogène renouvelable ;
- de la mise en place de technologie telle que le captage et stockage de CO₂ ;
- de la diminution progressive de la production de carburants et combustibles au profit des alimentations utilisées par la chimie et de produits tels que les lubrifiants, bitumes et autres spécialités.

Un environnement réglementaire ambitieux et stable, respectant la neutralité technologique, avec des conditions économiques et fiscales prévisibles est essentiel pour permettre au groupe Esso S.A.F. d’investir et d’apporter dans le futur sa contribution aux objectifs de transition énergétique.

Des investissements continus
(en millions d’euros)



Activités

Sites de production



Une double
chaîne de valeur



Deux
implantations
majeures

Les activités du groupe Esso S.A.F. s'articulent autour de deux grandes chaînes de valeur : les carburants et les combustibles, d'une part ; les lubrifiants et spécialités, d'autre part. Cette double filière constitue un avantage compétitif considérable. Elle confère à la société une maîtrise complète de ses productions et une agilité sans pareille pour s'adapter aux fluctuations des matières premières ainsi que des demandes du marché.

Au plan géographique, la production de Esso S.A.F. se distribue sur deux implantations industrielles de premier plan : le site de Gravenchon, en Normandie, qui alimente principalement le nord de la France, y compris la région parisienne, et le site de Fos-sur-Mer, en région Provence-Côte d'Azur, plus orienté vers le Sud et la vallée du Rhône.

Présent en France depuis 120 ans, le groupe Esso S.A.F. s'est imposé comme un acteur majeur du raffinage et de la distribution de produits pétroliers en France avec une capacité de traitement de près de 19 millions de tonnes de pétrole brut par an, soit environ un tiers de la capacité active de raffinage française. Le groupe Esso S.A.F. a produit en 2021 15,3 millions de tonnes de produits pétroliers et spécialités.

Fort de son expérience, il est pleinement engagé dans les efforts de décarbonation de ses activités et de réduction de ses émissions.

Les activités du groupe Esso S.A.F. s'articulent autour de deux grandes chaînes de valeur qui constitue un avantage compétitif :

- « **Carburants et Combustibles** » d'une part, qui comprend la production et la distribution de gaz, essences, kérosène, gazole, fioul lourd et bitumes. En 2021, le groupe a produit 14 278 milliers de tonnes pour le marché intérieur français et pour l'export.
- « **Lubrifiants et Spécialités** » d'autre part, qui comprend la fabrication et la vente d'huiles de base, de lubrifiants finis, d'huiles blanches et de paraffines. Le groupe a fabriqué, en 2021, 562 milliers de tonnes d'huiles de base, d'huiles blanches et de paraffines et 121 milliers de tonnes de lubrifiants finis à Gravenchon, dont environ 80 % des productions sont exportées en Europe et à travers le monde.

Ces chaînes de valeur s'appuient sur des actifs industriels et une logistique commerciale de premier plan :

- La raffinerie Esso de Gravenchon, en Normandie qui dispose d'une capacité de traitement de pétrole brut de près de 12 millions de tonnes et qui, intégrée au vaste complexe pétrochimique de Port-Jérôme-sur-Seine, est l'une des plus importantes de France.
- La raffinerie Esso de Fos-sur-Mer, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, qui dispose d'une capacité de traitement de pétrole brut de près de 7 millions de tonnes.
- Une logistique intégrée détenue en propre ou par l'intermédiaire de participations dans des sociétés de pipeline et de stockage.



Gravenchon, un site stratégique dans l'approvisionnement énergétique en France

Le site de Gravenchon, en Normandie, accueille la première raffinerie du groupe et fabrique de nombreux produits carburants, combustibles, huiles de base et spécialités. Les synergies entre les différentes unités de production sont créatrices de valeur et ont procuré un réel avantage compétitif en 2021. Le site comprend également une usine de mélange de lubrifiants finis à la marque Mobil qui exporte 80 % de sa production à travers le monde.

Avec une capacité de production dépassant les 12 millions de tonnes par an, la raffinerie de Gravenchon représente 20 % de la capacité nationale. En 2021, année de reprise de l'économie mondiale, la raffinerie a traité dans ses unités une quantité de pétrole brut supérieure de 4 % par rapport à 2020. Cette hausse a permis à la raffinerie d'atteindre son meilleur taux d'utilisation (80,2 %) depuis 2017.



20 %

de la capacité
française de raffinage



80,2 %

taux d'utilisation d'Esso
Raffinage à Gravenchon
en 2021

Plusieurs records ont également été atteints avec une production totale de carburants, combustibles et lubrifiants en augmentation de 7 % par rapport à 2020 : record de production d'huiles de base, d'huiles blanche et de paraffines (562 000 tonnes, soit + 3,5 %) ; record de production de bitumes (727 000 tonnes). Par ailleurs, les équipes commerciales ont également réussi de belles performances avec des records de ventes de gazole et d'essence sur le marché national.

Sur le volet environnemental, le site a sensiblement réduit en 2021 les émissions liées à ses opérations avec son plus faible niveau historique d'émission de SO₂ (dioxyde de soufre) dans l'air avec une diminution de 8 % des émissions par kilotonne de brut traité par rapport à 2020. Le niveau d'hydrocarbures envoyées à la torche est, cette année, le plus faible depuis que la donnée est collectée avec une baisse de 38 % par kilotonne de brut traité depuis 2020.



- 8 %

baisse des émissions de SO₂ par
kilotonne de brut traité en 2021



- 35 %

réduction des émissions à la
torche en 2021

Des atouts compétitifs liés à la géographie du site...

Le site de Gravenchon dispose de nombreux avantages pour rester une raffinerie clé du groupe Esso en France. Chaque molécule issue du raffinage peut y être valorisée grâce, entre autres, aux synergies qu'elle entretient au sein de la plate-forme avec l'activité pétrochimique d'ExxonMobil Chemical France. Le site bénéficie aussi d'importantes capacités de stockage dans le port du Havre. Ainsi, la plate-forme peut diversifier son alimentation avec des matières premières plus difficile à traiter dans les unités, mais aussi à plus forte valeur ajoutée.

Grâce à ses différents atouts, la raffinerie de Gravenchon fabrique une large gamme de produits pétroliers :

- gaz ;
- essences ;
- carburéacteurs et gazoles ;
- fiouls lourds et fiouls domestiques ;
- bitumes et des huiles de base ;
- une usine de mélange de lubrifiants finis qui utilise en partie les huiles de base en provenance de la raffinerie.

Ainsi, le site est en mesure de répondre au plus près aux demandes du marché français.

... et liés à l'intégration des chaînes de valeur carburants et lubrifiants

L'intégration des chaînes de valeur des carburants et des lubrifiants constitue un véritable avantage pour la raffinerie de Gravenchon. Cette intégration permet d'optimiser les productions en fonction des contextes de marché et d'en saisir les opportunités.

La grande diversité d'unités de fabrication de cette raffinerie complexe a permis en 2021 d'optimiser les productions d'huiles de base au premier semestre et de recentrer les productions au deuxième semestre.

S'agissant de ses opérations, le site poursuit sa transformation numérique qui vise à simplifier et fluidifier les processus de travail, tout en renforçant la sécurité et l'efficacité. Ainsi, le programme de « digital manufacturing », initié dès 2018, se poursuit et permet d'obtenir de nouveaux gains d'efficacité. Des technologies de dernière génération comme, entre autres, les caméras ultrasoniques d'identification et de qualification de fuites de vapeur, renforcent la sécurité et la performance environnementale de la plate-forme.

Efficacité énergétique et réduction des émissions: une dynamique d'amélioration continue

Certifié ISO 50001, le site bénéficie d'un processus d'amélioration continue de son efficacité énergétique. Un groupe de travail élabore par ailleurs des feuilles de route pour accompagner la transformation du site et les moyens d'inscrire la raffinerie dans l'ambition de neutralité carbone du groupe à l'horizon 2050. Une équipe pluridisciplinaire d'experts diagnostique les sources d'émissions, prend en compte l'impact des projets en cours et identifie les pistes d'amélioration à développer.

Captage et stockage du CO₂ : un partenariat d'envergure pour décarboner l'Axe Seine

Esso S.A.F. a signé en juillet 2021 un protocole d'accord avec quatre industriels majeurs du bassin industriel normand (Air Liquide, Borealis, TotalEnergies et Yara). L'objectif de cet accord : développer une infrastructure de captage et stockage du CO₂ afin de contribuer à la décarbonation du bassin industriel normand. À terme, le but est de réduire les émissions de CO₂ jusqu'à 3 millions de tonnes par an d'ici à 2030 (soit l'équivalent des émissions annuelles de plus d'un million d'automobiles). Ce partenariat sollicitera des financements européens, français et régionaux, et reste ouvert à tout autre partenaire industriel qu'un tel projet pourrait intéresser.



Edouardo Mirgone
Directeur de la raffinerie
Esso de Gravenchon
depuis le 1^{er} juillet 2021

« Le captage et stockage de CO₂ (CCS) est une des technologies les plus importantes pour atteindre les objectifs climatiques. Le groupe Esso bénéficie de l'expertise du groupe ExxonMobil qui a une expérience de plus de 30 ans dans la technologie du CCS et est engagé dans plus de 20 projets potentiels de CCS à travers le monde. »

Diversifier les sources d'approvisionnements avec des alimentations renouvelables bio-sourcés

Le 5 novembre 2021, le site de Gravenchon a obtenu la certification ISCC (*International Sustainability Carbon Certification*). Cette certification mondialement reconnue est une étape importante pour la transformation des sources d'approvisionnement en matière première de la raffinerie.



Le site de Fos-sur-Mer sait adapter sa capacité de production

La raffinerie de Fos-sur-Mer (Provence-Alpes-Côte d’Azur) assure 10 % de la capacité française de raffinage et représente une source d’approvisionnement importante pour le sud de la France. Le second semestre 2021 a été marqué par une forte amélioration du taux d’utilisation de la raffinerie, preuve de sa capacité à adapter sa production aux besoins de ses clients.

Sur l’ensemble de 2021, la raffinerie de Fos-sur-Mer a atteint un taux d’utilisation de 75,2 %, légèrement en retrait par rapport à l’année 2020 (76 %). 5,1 millions de tonnes de bruts ont été traitées sur l’ensemble de 2021, ce qui représente également une légère baisse par rapport à l’exercice précédent (- 5 %). L’année a été contrastée, le premier semestre de 2021 a été marqué par l’exécution d’un arrêt intermédiaire planifié, pendant lequel les équipes ont réalisé de nombreuses opérations de maintenance sur les unités principales de la raffinerie.

Au second semestre, la raffinerie a répondu à une augmentation importante de la demande en maximisant son taux d’utilisation à hauteur de 86 %, ce qui est tout à fait remarquable.

Un arrêt intermédiaire planifié bien maîtrisé

L’arrêt intermédiaire pour une opération planifiée de maintenance, en début d’année, a porté plus particulièrement sur le craqueur catalytique et la tour de distillation. Cette opération soigneusement préparée a mobilisé 300 intervenants extérieurs et a constitué une réussite ; ces travaux ont en effet été réalisés avec un budget maîtrisé et sans aucun accident du travail à déplorer. La continuité de l’approvisionnement des clients a été assurée grâce à une anticipation des besoins et à un travail coordonné des équipes logistiques et ventes du groupe.

Rappelons que ce type d’arrêt permet d’assurer des opérations coordonnées de maintenance pour satisfaire aux obligations réglementaires de contrôle des installations, de réaliser des travaux d’entretien sur des équipements ou de les remplacer par des matériaux de dernière génération, de renforcer encore la sécurité et de mettre en place de nouveaux projets pour l’amélioration de l’efficacité énergétique de la raffinerie.

Le site adapte en continu sa production à la demande

Au cours du second semestre, la raffinerie a su répondre à un important accroissement de la demande. Ce surcroît d'activité a permis de capter des marges brutes de raffinage en hausse.



Luc Van Vooren
Directeur de la raffinerie de Fos-sur-Mer depuis le 1^{er} juin 2021

« Acteur historique du développement économique local, la raffinerie de Fos-sur-Mer est présente depuis plus de 55 ans pour répondre, de manière sûre et fiable, aux besoins énergétiques, fiouls et carburants, de la zone méditerranée. »



300

intervenants extérieurs
mobilisés pour l'arrêt
intermédiaire



86 %

taux d'utilisation du site
au second semestre
2021

Fos-sur-Mer confirme son statut de raffinerie fiable

Le site continue d'ajuster son outil industriel pour adapter sa production à la demande. Un effort constant est fourni afin de minimiser les coûts de production et de logistique dans l'optique de maintenir la compétitivité de la raffinerie. Les équipes du site se mobilisent aussi pour raffiner de nouveaux pétroles bruts difficiles à traiter et ainsi continuer de diversifier les sources d'approvisionnement.

Un acteur historique depuis 1965

Premier établissement industriel à s'installer sur le site de Fos-sur-Mer en 1965, la raffinerie Esso est un acteur historique de la région. Elle bénéficie d'une connexion directe avec le port pour la réception de bruts et les sorties des produits. La raffinerie a bénéficié de 20 à 30 millions d'euros d'investissement par an en moyenne sur les dix dernières années.

Activités Logistique & ventes

Une logistique
d'approvisionnement
intégrée

le choix du B to B pour
la commercialisation

La chaîne logistique est maîtrisée de bout en bout.
L'approvisionnement des deux raffineries et des cinq dépôts opérés par le groupe s'appuie sur des réseaux de pipelines avec des dépôts connectés à ce maillage logistique.

Côté ventes, le groupe a fait le choix de travailler avec des professionnels agréés : centrales d'achats de la grande distribution, revendeurs indépendants et revendeurs à la marque pour les carburants et combustibles ou encore distributeurs agréés pour les lubrifiants.



Logistique et vente : une stratégie claire

L'année 2021 a vu la reprise des marchés carburants et combustibles, après une année 2020 marquée par la pandémie. Le marché intérieur a augmenté de 8 %, après une baisse de 15% en 2020. L'écoute de nos clients et la flexibilité face à leurs besoins sont restés les maîtres mots de notre activité au cours de cette année.

Logistique : fiabilité affirmée

Apporter les carburants et les combustibles Esso au plus près des clients du groupe constitue la raison d'être du réseau logistique du groupe. Limiter l'impact sur l'environnement, offrir le meilleur service et améliorer sans cesse la disponibilité des produits figurent également dans nos objectifs prioritaires.

- Une logistique intégrée détenue en propre ou par l'intermédiaire de participations dans des sociétés de pipeline et de stockage.

L'approvisionnement s'appuie sur les réseaux de pipelines connectés aux raffineries ainsi qu'aux cinq dépôts opérés par le groupe et aux vingt-six autres dépôts utilisés dans le maillage logistique.

L'approvisionnement en chiffres



5

dépôts opérés
par le groupe

Interconnexion
de nos deux
raffineries au
réseau de
pipelines
français



+ 20

dépôts complémentaires
utilisés par le groupe

Une logistique parfaitement intégrée à la chaîne de valeur est une force. Elle s'adapte avec souplesse à la demande du marché. Elle est maîtrisée de bout en bout et obéit à des règles d'opération et de gestion rigoureuses. Les investissements réalisés ces dernières années dans les dépôts, par exemple pour moderniser les automates de chargement et la distribution du superéthanol E85, contribuent à la bonne conduite des opérations et à la demande de nos clients pour des produits plus respectueux de l'environnement.

2021, une année de reprise

Le retour à une meilleure activité sur les marchés des carburants et combustibles a été net. Le marché intérieur s'est redressé de + 8,2 % après une baisse de -15 % en 2020 en raison de la crise sanitaire mondiale.

Le redémarrage dans le secteur des transports aériens se traduit, en nombre de voyageurs dans les aéroports parisiens, par une augmentation du trafic de + 27 % par rapport à 2020, mais il reste à 29 % du niveau de 2019.

En termes de ventes de carburéacteurs à l'échelon national, la demande a repris progressivement avec une augmentation de 9 % en 2021, qui fait suite à une baisse de plus de 55 % en 2020.

Pour ce qui est des carburants routiers, l'augmentation des ventes est de 13 % en 2021, après une baisse 15 % en 2020.

Notre stratégie commerciale

Pour commercialiser ses produits pétroliers, le groupe a fait le choix de travailler avec des professionnels agréés : centrales d'achats de la grande distribution, revendeurs indépendants et revendeurs à la marque pour les carburants et combustibles ou encore distributeurs agréés pour les lubrifiants. Depuis juin 2015, l'ensemble des stations-service à la marque Esso et Esso Express en France est ainsi exploité par des revendeurs, selon les standards d'exigence Esso.

Un réseau de près de 550 stations-service aux couleurs Esso et Esso Express couvre l'ensemble du territoire français, une majorité d'entre elles proposent les nouveaux carburants Esso Synergy.

La société Certas Energy qui opère plus de 450 sites à la marque Esso ou Esso Express a renouvelé son contrat d'approvisionnement avec Esso pour une durée minimum de cinq ans.

Le 3 mai 2021, Esso S.A.F. et la chaîne Casino ont annoncé un partenariat portant sur plus de dix stations-service Casino. Celles-ci passent sous les couleurs Esso Express et proposent à leurs clients des carburants de qualité à des prix attrayants, notamment avec les produits de haute performance Esso Synergy.

Worex

Notre filiale Worex, spécialiste de la distribution de fiouls domestiques et gazoles, gère la commercialisation auprès de revendeurs spécialisés et de transporteurs.

En 2021, ses ventes de produits pétroliers augmentent de + 2,8 % par rapport à 2020. Worex a su consolider sa position sur le marché français dans un contexte difficile.

Worex dispose d'une équipe commerciale dédiée pour assurer un contact individuel avec ses clients et propose, entre autres, des offres de prix quotidiennes, le traitement rapide des commandes, un suivi rigoureux, des délais de paiement avantageux, la possibilité de rechargement dans la journée et la confirmation de commande automatique.

La qualité des produits fidélise nos clients

Le groupe améliore sans cesse la qualité de ses carburants pour les rendre plus performants et réduire les émissions et les consommations des clients finaux. Il développe des additifs qui limitent la formation des dépôts et améliorent ainsi la performance des moteurs. La qualité des produits, associée à la fiabilité de la chaîne logistique, a permis au service des ventes de carburants et combustibles de fidéliser et augmenter les engagements de volumes de certaines centrales d'achat de carburants.

De nouveaux produits ont été mis à disposition de notre réseau de distribution tels que les biocarburants E85 ou encore le gazole B10.

Le carburant E85, aussi appelé Superéthanol, est un mélange de Bioéthanol et de Sans-Plomb 95. Ce carburant est composé à partir de plantes et de végétaux (betterave, blé ou maïs). Le sucre ou l'amidon qu'ils contiennent sont récupérés pour créer du bioéthanol par fermentation et distillation. Le bioéthanol réduit de 90 % les émissions de particules fines et réduit de 72 % les émissions de CO₂ par rapport à l'essence Sans-Plomb 95.

Activités

Produits de haute performance

Carburants et combustibles

Lubrifiants et spécialités

Chaque jour, nos équipes produisent des carburants et des combustibles de très haute qualité ainsi que des lubrifiants conçus pour être adaptés à la complexité des applications spécifiques dans de nombreux secteurs. L'excellence de nos produits est déterminante pour optimiser les performances des moteurs et ainsi limiter à la fois leur consommation et leur performance. L'amélioration constante de nos produits est un des leviers qui permettent de réduire les émissions et les consommations d'énergie.

Carburants et combustibles

Nos deux raffineries transforment le pétrole brut en produits indispensables à la mobilité individuelle, le transport commercial ou le chauffage. C'est pour cela que, chaque jour, l'objectif de toutes nos équipes est de produire des carburants et des combustibles de très haute qualité et, sans cesse, d'optimiser leurs performances pour réduire les émissions et réduire les consommation d'énergie.

Essences et gazoles

Nous proposons une gamme complète de carburants pour répondre aux besoins des différentes motorisations du marché.

- carburant standard : *Supercarburant sans plomb 95*
- carburant standard avec 10 % éthanol : *Supercarburant sans plomb 95-E10*
- carburant à haut indice d'octane : *Supercarburant sans plomb 98*
- carburant gazole standard : *Gazole*
- carburant gazole haute-performance : *energy Diesel*

Nous proposons une gamme Esso Synergy, en essence comme en gazole, dont la formulation améliorée aide à réduire l'usure des moteurs en éliminant les dépôts et en limitant la corrosion. L'usage de carburants « premium » contribue à une meilleure carburation. Un moteur plus propre permet aussi de diminuer les émissions.

Un combustible de référence

L'ESSO Fioul 4 Saisons Plus Nouvelle Génération est conçu pour contribuer à la propreté et aux performances des installations de chauffage et permettre des économies sur l'entretien.

Carburants aviation et marine

Le groupe Esso commercialise des carburants spécialisés, conformes aux toutes dernières normes des industries aéronautiques et qui permettent au secteur de la maritime de réduire ses émissions, en respectant les contraintes réglementaires définies par l'Organisation maritime internationale (OMI)*.

* Depuis le 1^{er} janvier 2020, un nouveau plafond de la teneur en soufre des carburants marine utilisés à bord des navires a fait passer la limite jusqu'alors de 3,50 % m/m (masse par masse) à 0,50 % m/m. Depuis début 2022 nous fournissons aux aéroports parisiens des carburéacteurs durables (connus sous l'acronyme anglais SAF, Sustainable Aviation Fuel) ce qui permet à nos clients de répondre à la nouvelle législation française requérant l'incorporation de 1 % de SAF dans les carburants pour l'aviation.

Lubrifiants et spécialités



des produits de haute performance

Qu'il s'agisse d'automobiles, de véhicules utilitaires, de poids lourds, d'engins de chantier ou d'engins agricoles, les moteurs actuels nécessitent des lubrifiants adaptés de très haute qualité.

Les moteurs sont en effet des ensembles complexes composés de nombreuses pièces soumises à des températures et à des contraintes très variées. Le lubrifiant influence les performances, la consommation ainsi que les émissions d'un moteur. La qualité du produit est également déterminante pour la propreté du moteur, son usure et finalement sa durée de vie.

- **Les huiles de base** issues du processus de raffinage sont obtenues par distillation et traitement spécifique de certains pétroles bruts. Ce sont des produits minéraux plus ou moins fluides à température ambiante qui entrent dans la composition de lubrifiants finis pour différents marchés : automobile, transport, BTP, engins marins, industrie. Les ventes de ces huiles de base ont enregistré une progression globale de plus de 26 % sur l'année.
- **Les spécialités**
 - **Les huiles blanches** : elles sont destinées, entre autres, à des usages pharmaceutiques ou de contact alimentaire, ces huiles très pures sont obtenues par hydrogénation*.
 - **Les paraffines** : ce sont des produits minéraux qui proviennent de la distillation ** de pétrole brut et dont la caractéristique est d'être solides à température ambiante et liquides entre 40°C et 100°C
- **Les lubrifiants finis**
Les lubrifiants finis produits par l'usine de mélange de Gravenchon sont vendus sous la marque Mobil™, l'une des marques de lubrifiants de qualité les plus connues et les plus fiables dans le monde.

Le site de Gravenchon constitue une référence nationale dans la fabrication d'huiles de base ainsi que dans la production et le mélange de lubrifiants finis. Elle s'est spécialisée dans la fabrication de lubrifiants synthétiques haute performance : Mobil 1™, Mobil Delvac 1™ et Mobil SHCTM.

Pour approfondir

* **L'« hydrogénation »** désigne une réaction chimique qui consiste à ajouter une molécule de d'hydrogène (H₂), généralement gazeux, à un autre composé. La réaction d'hydrogénation sert habituellement à réduire ou à saturer des composés organiques. Elle a lieu à très hautes températures ou sous l'action du catalyseur. L'hydrogénation est utilisée par l'industrie pétrochimique, par exemple pour la conversion d'alcènes (hydrocarbures non saturés) en alcanes (hydrocarbures saturés), moins volatils.

* **La distillation** est le procédé qui permet de séparer les différents composants du pétrole brut en fonction de leur température d'ébullition. La température diminuant du bas vers le haut dans la tour de distillation, les hydrocarbures les plus légers sont récupérés en haut, et les plus lourds au fond.

A wide-angle photograph of an industrial facility, likely a refinery or storage terminal, situated along a coastline. In the foreground, there are several large, cylindrical storage tanks, some of which are green and others white. The facility is surrounded by dry, scrubby vegetation. In the background, the calm blue sea meets a clear sky. A long pier or breakwater extends into the water, with some industrial structures visible at its end.

RSE Environnement

- Stratégie pour le climat
- Innovation & décarbonation
- Cadre & outils de gestion
- Protection de l'environnement & Biodiversité
- Réduction des émissions
- Performance extra financière

RSE Environnement

Stratégie pour le climat

Notre stratégie environnementale s'appuie sur quatre piliers

Répondre aux besoins croissants en solutions énergétiques tout en atténuant l'impact environnemental de nos activités, tel est l'objectif pour lequel nous nous engageons pleinement.



Le groupe Esso est engagé dans une démarche responsable, portée par une vision de long terme. L'objectif du groupe est de fournir des produits de haute qualité, tout en travaillant à minimiser les impacts environnementaux et soutenir les communautés autour des sites où il est présent. Cette approche s'appuie sur les quatre piliers de notre stratégie pour le climat :

- **Atténuer les émissions de nos opérations ;**
- **Fournir des produits qui permettent à nos clients de réduire leurs émissions ;**
- **Déployer des solutions technologiques bas carbone ;**
- **Nous impliquer dans le débat sur le climat et les politiques énergétiques.**

1 Atténuer les émissions de nos opérations

Ce premier pilier de notre stratégie s'appuie tout d'abord sur nos fondamentaux ; l'excellence des opérations et la mise en œuvre de projets pour réduire notre consommation d'énergie. Améliorer de façon continue les procédés représente également un axe d'action important pour atténuer notre impact environnemental ; repenser la conception d'un équipement peut favoriser une réduction majeure de la consommation d'énergie. Par exemple, pour la distillation, l'utilisation de colonnes à paroi divisée permet de combiner une série de tours de distillation en une seule, ce qui conduit à d'importantes économies d'énergie.

Les performances environnementales ont été très bonnes en 2021, en particulier à Gravenchon. En 2021, Esso a affiché une baisse importante de ses émissions de SO₂, Nox et COV par tonne de brut traitée, ce qui témoigne de l'engagement sans relâche de nos équipes pour améliorer notre outil industriel et de notre capacité à opérer à un niveau d'excellence, en ligne avec les plus hauts standards.

2

Fournir des produits qui permettent à nos clients de réduire leurs émissions

La qualité des produits est déterminante dans la performance environnementale des moteurs. Esso accompagne ses clients en commercialisant une gamme de produits de marques Esso et Mobil qui permettent de réduire les consommations et les émissions des utilisateurs. Cela consiste par exemple à développer et à fournir des produits liquides bas carbone notamment pour le transport routier ou l'aviation. Ainsi, notre groupe a obtenu en 2021 pour la raffinerie de Gravenchon la certification ISCC (*International Sustainability Carbon Certification*) qui lui permet de développer l'incorporation directe de matière première issue de biomasse ou de déchets et résidus. Par ailleurs, nos carburants premium (Esso SynergyTM), les biocarburants (E85) et les lubrifiants de haute qualité (Mobil 1TM et Mobil DelvacTM) contribuent déjà à cet objectif. Enfin, Esso fournit depuis début 2022 des carburéacteurs durables (connus sous l'acronyme anglais SAF, Sustainable Aviation Fuel), aux principaux aéroports parisiens.

3

Déployer des solutions technologiques bas carbone

Le groupe ExxonMobil a créé une nouvelle compagnie appelée LCS (Low Carbon Solutions) en 2021 dont la mission est de développer et déployer ses solutions technologiques bas carbone à grande échelle, en particulier pour décarboner les secteurs fortement émetteurs d'émissions de Gaz à Effet de Serre comme l'industrie lourde. Esso sait pouvoir compter sur les forces du groupe ExxonMobil pour déployer ses solutions bas carbone et avancer sur le chemin de la transition énergétique, Esso s'implique également fortement dans les solutions les plus porteuses : le projet de captage et stockage du carbone (CCS) Axe Seine est à ce titre exemplaire. En effet, la technologie CCS est aujourd'hui considérée comme une solution clé pour relever le défi d'un futur décarboné. De même, Esso participe au projet Hydrogène Normand'Hy qui vise à développer un électrolyseur d'au moins 200 MW dans la zone industrielle de Port-Jérôme.

Parvenir à une neutralité carbone à l'horizon 2050 nécessite de la planification et des ambitions claires de la part des grands acteurs industriels. À ce titre, Esso s'implique activement dans un dialogue constructif et continue à plaider pour des solutions fiables et économiquement abordables. Esso contribue au débat sur la stratégie française sur l'énergie et le climat. La société agit aussi au sein de l'association professionnelle Ufip Énergies et Mobilités.

Cette stratégie climat basé sur 4 piliers, compte tenu des solutions bas carbone retenues, s'adresse aux secteurs les plus émetteurs et difficile à décarboner ce qui inclue le transport, l'industrie lourde ou encore la production d'énergie, secteurs qui représentent plus de 80 % des émissions dans le monde.

Pour approfondir

Focus sur les carburants liquides bas carbone

Esso bénéficie des recherches et partenariats, au niveau mondial du groupe ExxonMobil dans la réduction de l'intensité carbone de ses opérations et de ses produits, en particulier dans le développement de carburants liquides bas carbone essentiels pour atteindre les objectifs de l'Europe à l'horizon 2030.

Aujourd'hui, la recherche s'accélère dans le domaine des biocarburants. L'objectif est de concilier les qualités des carburants liquides (densité énergétique, stockage) avec une faible empreinte carbone. En plus de biocarburants déjà existants, les scientifiques du groupe travaillent notamment à transformer les algues et les résidus agricoles ou les déchets de végétaux en biocarburants pour le transport. Comparés aux carburants actuels, ces biocarburants de nouvelle génération réduiront sensiblement les émissions de gaz à effet de serre. De plus, certains ne requièrent pas de terre arable ni d'eau douce additionnelles.

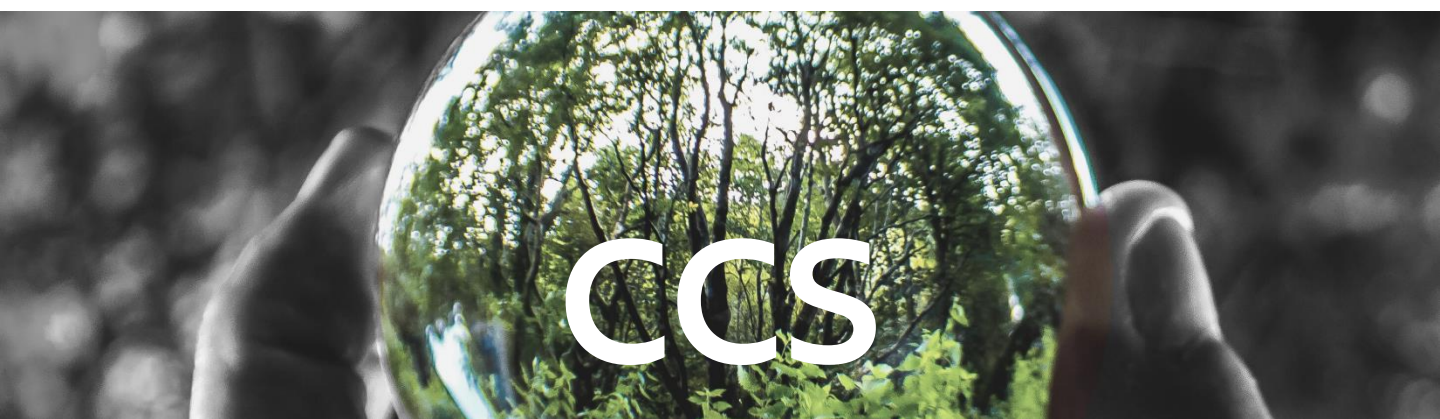
Le groupe ExxonMobil étudie aussi la possibilité de produire du biodiesel par la fermentation de sucres celluloseux de résidus agricoles ou forestiers.

Le groupe ExxonMobil travaille également sur les carburants de synthèse (e-Fuels) en collaboration avec Porsche. Ces derniers sont fabriqués à partir de CO₂ recyclé et d'hydrogène bas carbone.

RSE Environnement

Innovation & Décarbonation

L'intégration d'Esso S.A.F. au groupe ExxonMobil lui ouvre un champ des possibles extrêmement large en matière d'innovation et de R&D. Ses deux implantations dans des situations géographiques stratégiques lui ouvrent aussi de nombreuses possibilités pour mettre en place des partenariats avec des technologies de pointe. Ainsi, qu'il s'agisse de captage et de stockage de CO₂ (CCS), d'hydrogène ou encore de biocarburants, la société se retrouve en excellente position pour répondre aux enjeux de la nécessaire transition énergétique.



CCS, une solution validée par les experts

Le captage et stockage de CO₂ (CCS) est une technologie clé pour la décarbonation de nos activités. Il est présent dans tous les scénarios présentés par la Commission européenne dans son document de vision stratégique à long terme. Les experts du GIEC (*Intergovernmental panel on climate change*) y ont aussi largement recours dans trois de leurs quatre scénarios pour tenir l'objectif d'un réchauffement climatique limité à 1,5°C.

La technologie CCS s'appuie sur le fait que le dioxyde de carbone (CO₂) peut être capté, comprimé et injecté dans le sol pour un stockage géologique permanent. Cette technologie déjà déployée pour capter plus de 40 millions de tonnes par an de CO₂ dans le monde, est reconnue par les autorités compétentes comme essentielle et indispensable pour pouvoir atteindre les objectifs mondiaux de réduction des émissions. L'AIE estime que le captage et stockage de CO₂ pourraient réduire jusqu'à 15 % les émissions mondiales d'ici à 2040.

ExxonMobil, expert dans les technologies CCS

Là encore, Esso bénéficie du savoir-faire du groupe ExxonMobil. À l'échelon mondial les ingénieurs d'ExxonMobil travaillent sur les technologies de captage et de stockage du CO₂ depuis les années 1970. Le groupe ExxonMobil a actuellement une participation directe de plus d'un cinquième dans la capacité de captage du carbone de la planète. Le groupe poursuit ses recherches avec ses partenaires universitaires et privés dans le monde pour développer de nouveaux moyens de captage et de stockage. Dans ce contexte, le groupe a créé une nouvelle direction mondiale en charge du développement des stockages de CO₂ au sein de l'entité Low Carbon Solution, disposant d'un budget de 3 milliards de dollars d'ici à 2025. Dix premiers projets sont déjà en cours de développement dans le monde.

FRANCE

ExxonMobil a signé un protocole d'accord avec plusieurs entreprises européennes du secteur de l'énergie pour explorer le développement de l'infrastructure CCS dans le bassin industriel normand. Le groupe vise à réduire les émissions de CO₂ de 3 millions de tonnes par an d'ici 2030, ce qui équivaut aux émissions de plus de 1 million de voitures de tourisme.



Décarboner le bassin industriel normand

En France, en 2021, Esso S.A.F. a signé un protocole d'accord de coopération avec quatre industriels majeurs du bassin industriel normand (Air Liquide, Borealis, TotalEnergie et Yara). L'objectif de cet accord : développer une infrastructure de captage et stockage du CO₂ afin de contribuer à la décarbonation du bassin industriel normand. À terme, le but est de réduire les émissions de CO₂ jusqu'à 3 millions de tonnes par an d'ici à 2030 (soit l'équivalent des émissions annuelles de plus d'un million d'automobiles). Cet accord est un début très prometteur ouvert aux industriels qui souhaiteraient le rejoindre. Car, nous sommes convaincus que la mobilisation des acteurs industriels et le soutien des pouvoirs publics dans le développement du CSS est une des voies les plus efficaces pour atteindre un avenir bas carbone.



L'Hydrogène, un combustible à fort potentiel

Esso est fermement engagé à transformer son industrie et à faire progresser les solutions innovantes. Son double objectif est de continuer à répondre aux besoins énergétiques croissants, tout en atténuant l'impact environnemental de ses activités. Dans cette perspective, l'hydrogène qu'il soit « vert » ou « bleu » présente un potentiel considérable.

L'hydrogène est l'élément chimique le plus abondant dans l'univers connu. Sur Terre, la grande majorité des atomes d'hydrogène se trouve dans des molécules telles que celles du gaz naturel (principalement le méthane, CH_4) ou de l'eau (H_2O). Mais ces molécules ne sont jamais isolées à l'état naturel. L'hydrogène doit donc faire l'objet d'un traitement industriel de séparation. Une fois obtenu, l'hydrogène peut être utilisé pour alimenter les véhicules ou produire la chaleur élevée nécessaire aux différentes industries. Il ne produit aucune émission de CO_2 lorsqu'il brûle, ce qui en fait un vecteur d'énergie adapté pour réduire les émissions de carbone. La Commission européenne considère l'hydrogène comme une « *priorité essentielle* » pour réaliser la transition de l'Europe vers une énergie propre.

On parle communément d'hydrogène « vert » (« *hydrogène renouvelable* », selon la législation française), lorsque qu'une source d'énergie à faible teneur en carbone est utilisée pour exécuter le processus d'électrolyse de l'eau. On parle d'hydrogène « bleu » quand l'hydrogène est obtenu à partir du méthane présent dans le gaz naturel ou du biométhane, en association avec la technologie CCS.

Un projet prometteur au sein de notre site de Gravenchon

Dans le bassin industriel normand, nous avons signé un protocole d'accord avec Air Liquide dans un projet à long terme de fourniture d'hydrogène renouvelable obtenu par électrolyse de l'eau. Ce projet, implanté à Port-Jérôme vise à étudier l'opportunité d'une unité de production d'hydrogène renouvelable obtenu par électrolyse de l'eau de plus de 200 MW.

Esso S.A.F. s'inscrit dans l'ambition du groupe ExxonMobil d'atteindre à l'horizon 2050 la neutralité carbone de ses actifs opérés pour les émissions de scope 1 et 2 et développe sa feuille de route pour y parvenir. Ce projet est donc l'une des solutions étudiées pour décarboner les procédés de la plateforme pétrochimique de Gravenchon.



Vers la dernière génération de biocarburants

Les biocarburants représentent un axe de travail important pour Esso qui bénéficie des avancées d'ExxonMobil dans ce domaine. Le groupe a investi 300 millions de dollars, à l'échelle mondiale, dans la recherche sur les nouveaux carburants au cours de la décennie écoulée.

Réduire les émissions de CO₂

Les carburants liquides bas carbone présentent l'avantage de concilier la même densité énergétique et les mêmes facilités de stockage que les carburants classiques, mais avec une plus faible empreinte carbone. Rappelons que les biocarburants sont obtenus à partir de la biomasse (matière première d'origine végétale, animale ou issue de déchets). Ils sont principalement utilisés sous forme d'additifs ou de compléments aux carburants fossiles. Leur avantage environnemental, par rapport aux carburants d'origine fossile, est que le CO₂ dégagé lors de leur combustion est préalablement compensé par le CO₂ absorbé par les végétaux au cours de leur croissance.

Ces biocarburants incorporés sont constitués essentiellement d'éthanol, issu principalement de la fermentation des sucres de betteraves ou de céréales. Ils sont présents à la pompe sous la forme de sans-plomb 95-E5 ou 98-E5 (teneur en éthanol de 5 %), de SP95-E10 (teneur en éthanol 10 %) et le E85 (teneur en éthanol jusqu'à 85 %).

De même, les « biodiesel », sont fabriqués à partir de matières oléagineuses (colza, tournesol, soja, palme, les huiles alimentaires usagées ou les graisses animales). Le gazole présent à la pompe contient entre 7 % et 10 % de biocarburants.

Les nouvelles voies étudiées

Les scientifiques du groupe travaillent à transformer, entre autres, les algues et les résidus de végétaux en biocarburants pour le transport. Ce sont les biocarburants de dernière génération encore appelés biocarburants avancés. Comme les biocarburants actuels, ces biocarburants réduisent les émissions de gaz à effet de serre. Leur avantage supplémentaire est qu'ils ne requièrent pas de terre arable ni d'eau douce additionnelles, à l'inverse des biocarburants de première génération. En parallèle de l'emploi d'algues, ExxonMobil étudie la possibilité de produire du biodiesel par la fermentation de sucres cellulosiques de résidus agricoles ou forestiers, le groupe Esso pourra bénéficier de ces avancées technologiques.

Des étapes importantes franchies en 2021

Début 2022, Esso a annoncé la signature d'un accord avec Neste, producteur de carburants durables pour l'aviation, afin d'approvisionner les principaux aéroports français en *Sustainable Aviation Fuel* (SAF) et répondre à la nouvelle législation française requérant l'incorporation de 1% de SAF dans les carburéacteurs à partir de 2022.

Autre étape importante pour la transformation des sources d'approvisionnement en matière première de notre raffinerie de Gravenchon : en novembre 2021, Esso a obtenu la certification ISCC (*International Sustainability Carbon Certification*). Cette certification reconnue internationalement atteste de la traçabilité et de la durabilité des matières premières issues de la biomasse ou de déchets et résidus. Le groupe ExxonMobil travaille également sur les carburants de synthèse (e-Fuels) en collaboration avec Porsche. Ces derniers sont fabriqués à partir de CO₂ recyclé et d'hydrogène bas carbone.

RSE Environnement Cadre & Outils de gestion



Processus de gestion environnementale et sociale

Répondre de façon responsable à la demande en produits pétroliers est l'une des missions prioritaires du groupe Esso S.A.F. Chaque jour, la société travaille pour améliorer la performance environnementale de ses opérations et des produits qu'elle commercialise. Pour atteindre ses différents objectifs, de nombreux programmes et outils ont été mis en place, sous l'initiative mondiale du groupe ExxonMobil : « dès aujourd'hui, protégeons demain ».

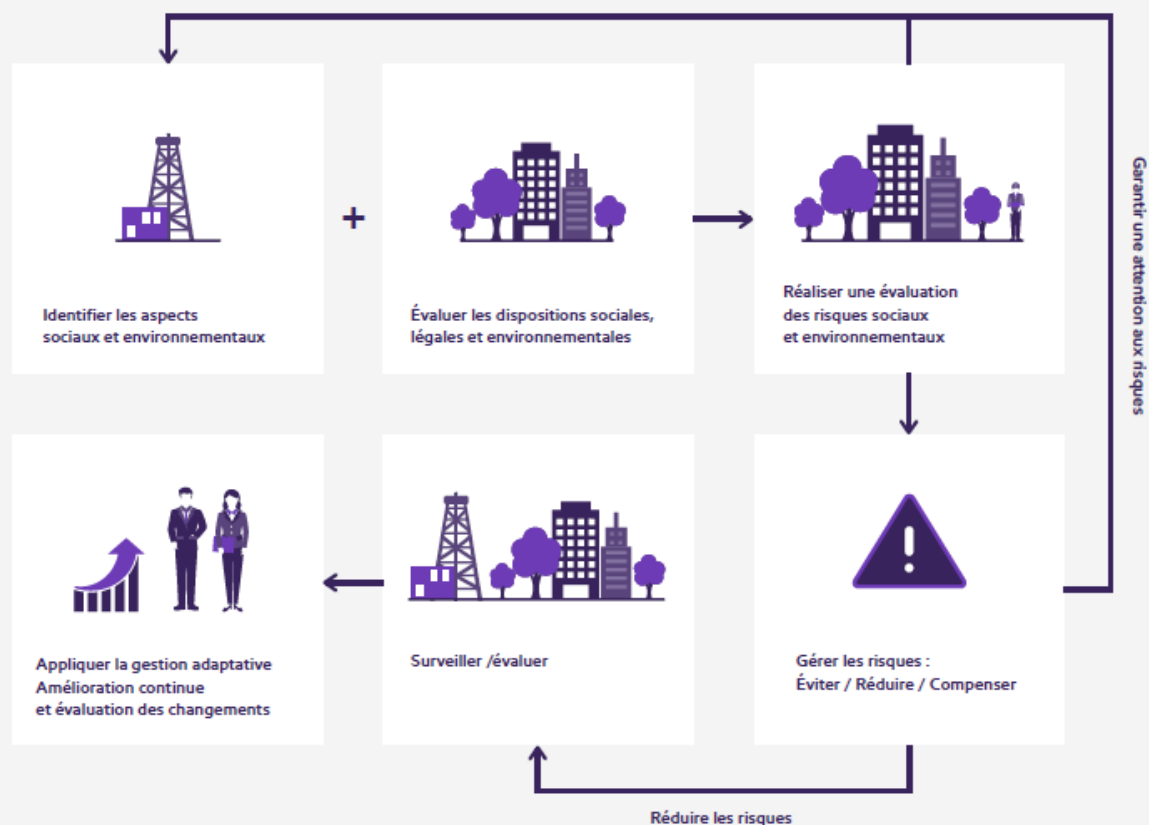
Politique générale en matière d'environnement

Respectant scrupuleusement les réglementations environnementales en vigueur, le groupe n'hésite pas à aller au-delà le cas échéant si cela est réalisable et justifié. Des rapports sont régulièrement transmis aux autorités compétentes pour suivre nos performances environnementales et chaque rejet dans l'atmosphère ou dans l'eau fait l'objet d'un suivi rigoureux et systématique. Esso s'inscrit pleinement dans la dynamique du groupe ExxonMobil, réputé comme une référence en matière de gestion des aspects environnementaux.

L'outil principal de cette gestion est l'EBP (Environmental Business Planning) spécialement développé par ExxonMobil pour identifier les risques environnementaux et mieux les maîtriser dans un plan quinquennal mis à jour chaque année.

Processus de gestion environnementale et sociale

EBP – Environmental Business Planning, un outil développé par le groupe ExxonMobil pour identifier et mieux maîtriser les risques environnementaux



En intégrant la gestion du risque, le système Operations Integrity Management System (OIMS) fournit un cadre de gestion structuré en matière de protection de l'environnement.

OIMS, notre outil de prévention des risques

Que chaque personne qui travaille sur un de nos sites rentre chaque soir en bonne santé est notre objectif prioritaire. Car chez Esso, la sécurité est une valeur fondamentale.

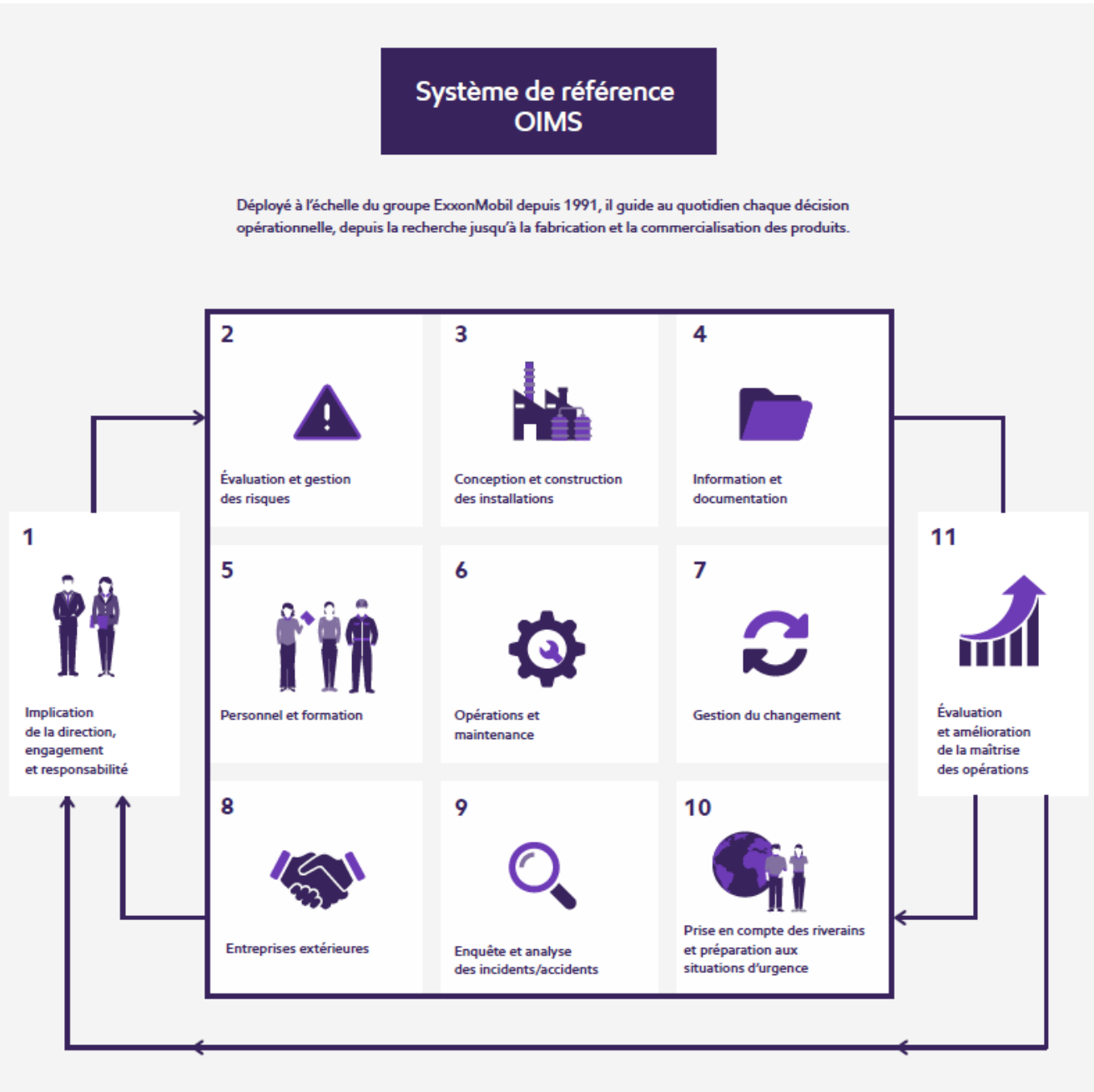
Pour ce faire, nous utilisons des systèmes de prévention des risques et de gestion de l'intégrité des opérations qui intègrent les aspects techniques et humains.

Notre démarche consiste à identifier les risques potentiels, à mettre en place toutes les procédures pour les prévenir. Nous nous attachons à former à l'anticipation des risques nos équipes et les parties prenantes. Nos efforts portent notamment sur les comportements et sur notre capacité à apprendre de ce que l'on peut désigner comme des « presque incidents ».

Une référence internationale de notre secteur

Esso s'appuie sur un outil de gestion et de prévention des risques propre au groupe ExxonMobil, Operations Integrity Management System (OIMS), référence internationale dans notre secteur. Toutes nos procédures de travail s'alignent sur ce référentiel.

Esso se réfère égale à OIMS dans sa gestion des risques environnementaux en s'appuyant sur son système d'atténuation des risques. La société utilise également l'Environmental Business Planning (EBP), un outil conçu pour identifier et maîtriser les risques environnementaux. Ces risques sont inscrits dans un plan quinquennal mis à jour chaque année.



Le cadre OIMS comprend 11 éléments. Chacun de ces éléments contient un principe sous-jacent et un ensemble d'attentes.

Taxonomie européenne

Afin de rediriger les flux financiers européens vers des activités plus « durables », l’Union Européenne a établi, avec le Règlement 2020/852 en date du 18 juin 2020 complété d’un Règlement délégué 2021/2139 en date du 4 juin 2021, une taxonomie européenne qui recense les activités économiques réputées durables pour l’environnement.

Le Règlement 2021/2178 en date du 6 juillet 2021 prescrit aux entreprises non-financières de publier les taux d'éligibilité des activités 2021 à cette taxonomie au travers de trois indicateurs définis par la taxonomie :

- Chiffre d'Affaires (CA) ;
- Dépenses d'investissement (CAPEX) ; et
- Dépenses opérationnelles (OPEX).

Une activité est dite éligible si elle est incluse dans la liste des activités figurant aux annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 du 4 juin 2021.

À ce stade, les activités du groupe Esso sont presque exclusivement concentrées dans le secteur du raffinage qui ne figure pas dans la liste des activités éligibles à la taxonomie mentionnées aux annexes I (atténuation du changement climatique) et II (adaptation au changement climatique) du règlement délégué (UE) 2021/2139 du 4 juin 2021.

Taxonomie européenne

Intitulé		Part du C.A. éligible	Part du CapEx éligible	Part de l'Opex éligible
A. Activités éligibles	Part des Activités éligibles alignées	NA	NA	NA
	Part des Activités éligibles non-alignées	NA	NA	NA
	Total A.1 + A.2	NA	NA	NA
B. Activités non-éligibles	Raffinage Distribution de Produits Pétroliers	100 %	100 %	100 %
	Total (A+B)	100 %	100 %	100 %

Esso compte bien contribuer à l’ambition du groupe ExxonMobil d'atteindre la neutralité carbone de ses actifs opérés d’ici 2050 pour les émissions de Scope 1 et 2. Le projet d’hydrogène renouvelable Normand’Hy développé avec Air Liquide et la signature d’un protocole d’accord pour travailler au développement d’une infrastructure de captage et stockage du CO₂ font partie des multiples solutions que nous évaluons pour réduire nos émissions. Le développement de Carburant Liquide à Bas contenu Carbone est également de nature à augmenter notablement la part des activités éligibles.

RSE Environnement

Protection de l'environnement & Biodiversité



Réduction des émissions

De constants efforts pour réduire les émissions

Réduire les émissions de nos activités est une priorité du groupe Esso. À cet égard, l'année 2021 donne satisfaction. La fiabilité de nos raffineries nous a permis de maîtriser nos émissions et l'impact de nos opérations sur les communautés environnantes. En effet, nous poursuivons sans relâche nos efforts pour renforcer notre excellence opérationnelle, réduire nos émissions, notamment à la torche et améliorer l'efficacité de notre outil industriel. Par ailleurs nous travaillons sur plusieurs projets d'efficacité énergétique dont l'un est d'ores et déjà l'un des lauréats de l'appel à projet de décarbonation national.

Dioxyde de soufre (SO₂)

Rapportées au volume de production, les émissions de dioxyde de soufre ont baissé de 3,1 % dans nos raffineries cette année. Elles atteignent ainsi un ratio de 0,37 tonnes par tonne de pétrole brut traité, ce qui constitue le plus faible niveau jamais atteint pour cet indicateur.

En 2021, la raffinerie de Gravenchon a baissé l'ensemble de ses émissions de – 7,9 % par tonne de pétrole traité par rapport à l'année précédente. Les émissions de SO₂ de nos raffineries ont également atteint leur plus faible niveau en quantité avec 5 676 tonnes de SO₂ émises, soit une réduction de – 2,3 % par rapport à 2020.

Oxyde d'azote (NO_x)

Les émissions de NO_x ramenées au volume de production ont baissé de 13,9 % en 2021 dans les raffineries Esso avec une baisse de 35 % à Fos-sur-Mer en raison d'un biais sur un analyseur d'un four en 2020 qui indiquait des émissions plus importantes que les émissions réelles. La calibration a été refaite et un ajustement effectué en 2021.

COV (composés organique volatils)

Les émissions de COV ramenées au volume de production ont baissé de 13,9 %. L'installation, à Gravenchon, d'un toit flottant sur un bac d'eaux souillées (TK21007) a permis au site de faire baisser ses émissions de 18,4 % par tonne de brut traité.

Chacun de ces bons résultats témoigne du travail de fond mené par Esso pour diminuer les impacts environnementaux de ses opérations.



Réhabilitation environnementale

Au sein du groupe, l'équipe E&PS (Environmental & Property Solutions) est dédiée à la gestion environnementale. Elle vérifie que les terrains dont le groupe est propriétaire ou locataire ne présentent pas de risque significatif pour l'environnement et la santé. Lorsque les terrains ne sont plus exploités, elle prend en charge la remise en état environnementale conformément aux obligations réglementaires et de façon cohérente avec l'usage passé et futur des sites. Elle est en contact avec l'administration pour satisfaire à toutes les obligations légales liées au respect de l'environnement et faciliter lors des cessations d'activité la commercialisation des terrains en sélectionnant des acquéreurs qui pourront les redévelopper et les valoriser au mieux. L'ancienne raffinerie Mobil de Frontignan, qui a cessé ses activités en 1986, va prochainement faire l'objet d'un chantier de remise en état du terrain en vue de sa réutilisation par la ville.



Gestion des déchets et économie circulaire

Limiter les déchets et favoriser l'économie circulaire

Gérer les déchets de façon respectueuse de l'environnement est un enjeu sur lequel le groupe Esso travaille en permanence. Ses laboratoires suivent et analysent les émissions. Ils contrôlent également les procédés de traitement d'eau et de combustion. Ils assurent le suivi réglementaire des rejets dans l'air et dans l'eau.

Recourir à des centres de tri de qualité

En premier lieu, Esso s'efforce de limiter autant que possible le volume de déchets produits. En ce qui concerne la part résiduelle de déchets, la société cherche à la valoriser au maximum en s'appuyant sur les centres de tri proches de ses sites. Les centres de tri sollicités sont audités, afin de s'assurer que leurs prestations soient conformes aux standards de qualité attendus par le groupe Esso.

Encourager l'économie circulaire

Le groupe Esso soutient les initiatives autour de l'économie circulaire et collabore pour cela avec différents acteurs locaux.

Parmi les déchets recyclables, nos catalyseurs peuvent être remis en état pour réutilisation. Le soufre pur, lui, est revalorisé dans des usines de fabrication d'acide sulfurique. Enfin, les huiles usagées sont récupérées dans le strict respect de la réglementation.

À Gravenchon, la raffinerie réutilise, après régénération à l'extérieur du site, un solvant utilisé dans la fabrication d'huile. L'acide sulfurique employé pour améliorer la qualité de l'essence est également recyclé. Sur le terrain, les équipes opérationnelles s'impliquent au quotidien, en particulier dans la gestion des déchets plastiques, dans la lutte contre le gaspillage et le soutien à l'économie circulaire.



Gestion de l'eau

Des procédures renforcées pour éviter les déversements accidentels

Esso se montre tout particulièrement vigilante dans la prévention des déversements accidentels. En 2021, aucun déversement accidentel supérieur à 1 baril n'est à déplorer à Gravenchon. À Fos, il n'y a eu qu'un seul déversement accidentel supérieur à 1 baril (par rapport à 3 en 2020). La quantité déversée est de 32 barils soit environ 5m³.

C'est en renforçant les procédures opératoires et les inspections de maintenance que la société entend atteindre et tenir l'objectif de zéro déversement accidentel.

RSE Environnement

Réduction des émissions

La voie vers la transition énergétique nécessite de la planification et des ambitions claires. C'est pourquoi le groupe Esso s'inscrit dans l'ambition globale du groupe ExxonMobil de neutralité carbone de ses actifs opérés au niveau mondial d'ici 2050 pour les émissions de scope 1 et 2. Pour cela, Esso travaille sur des feuilles de route pour y parvenir.

Limitier les émissions de gaz à effet de serre / CO₂

Des procédés industriels optimisés pour limiter les émissions

Esso, œuvre en permanence afin d'optimiser ses procédés industriels. Par exemple, en remplaçant la distillation conventionnelle, très consommatrice d'énergie, par des procédés moins énergivores. C'est notamment le cas du projet d'intégration thermique de l'unité de craquage catalytique (Fluid Catalytic Craking - FCC) avec l'unité d'Alkylation.

La mise en place d'un rebouilleur de vapeur permet de récupérer de la chaleur actuellement perdue et de produire 7 t/h de vapeur qui viendra se substituer à de la vapeur actuellement produite par combustion de gaz naturel.

L'énergie ainsi récupérée permettra d'économiser 52,5 GWh soit l'équivalent de la consommation annuelle d'énergie de plus 5 250 foyers. Cette économie représente également une réduction des émissions de près de 10 000 tonnes de CO₂ par an. Ce projet a été lauréat du programme "France Relance" dans la catégorie "Efficacité énergétique et décarbonation des procédés".

Le groupe Esso réaffirme ainsi son positionnement pour un avenir moins carboné.

Dans nos activités en France, les émissions de dioxyde de carbone (CO₂) proviennent des deux sites de Gravenchon et de Fos-sur-Mer. D'une part, ils produisent des émissions directes (celles liées aux opérations de raffinage) et, d'autre part, des émissions indirectes (celles liées aux achats d'énergies extérieures : électricité et vapeur).

Un suivi rigoureux par un vérificateur indépendant

Les émissions de CO₂ des deux raffineries sont suivies quasiment en temps réel et les résultats annuels sont validés, à la tonne près, par un organisme vérificateur indépendant. Les émissions indirectes sont calculées à partir des facteurs d'émissions de la base de données de l'Ademe et des achats des sites. Il faut noter que les émissions liées à l'usage des produits commercialisés par les revendeurs ne sont pas prises en compte.

En 2021, les émissions directes ont augmenté de 8,1 %, avec 2 465 kilotonnes (2 280 en 2020) ce qui s'explique par une cadence de production plus soutenue et les ajustements de combustibles rendus nécessaires par l'envolée des prix du gaz naturel . Les émissions directes de CO₂ en tonnes par tonnes de brut traité ont augmenté de 7,2 % (la production totale des deux sites ayant augmenté de 1 %). Les émissions indirectes ont quant à elles baissé de 6,5 % à 49 kilotonnes (53 en 2020).

De nouveaux équipements en projet

Nous avons également annoncé la signature d'un protocole d'accord pour travailler au développement d'une infrastructure de captage et stockage du CO₂ contribuant à réduire les émissions du bassin industriel normand dont la première phase consistera à étudier la faisabilité technique et économique de ce projet dont l'objectif est la réduction d'émissions de CO₂ jusqu'à 3 millions de tonnes par an d'ici 2030.

Quotas ETS – Torches

À propos des quotas

Chaque année depuis la mise en place du système européen Système d'échange de quotas d'émissions (SEQE) ou en anglais Emissions Trading System (ETS), un organisme vérificateur émet un rapport d'assurance raisonnable sur les émissions de gaz à effet de serre des raffineries, dont la dernière phrase est : « Opinion sans réserve ». Ci-dessous, un extrait de ce rapport : « À notre avis, les émissions de gaz à effet de serre et les informations ayant servi à établir la déclaration d'émissions ont été élaborées conformément au règlement (UE) n° 601.2012 et ne comportent pas d'inexactitude significative ».

L'entrée dans la quatrième période (2021-2030) s'est traduite par une baisse annuelle d'environ 10 % de la quantité de quotas alloués gratuitement.

Le complément manquant par rapport aux émissions réelles est alors acheté sur le marché en quantité de plus en plus importante.

En 2021, les quotas alloués ont couvert environ 65 % des émissions réelles. De ce fait, Esso a fait face en 2021 à un déficit de 895 kilotonnes de CO₂. Sur le marché, le prix du CO₂ n'a cessé d'augmenter (de 30€ à 80€ entre janvier 2021 et décembre 2021, pour s'établir à une moyenne de 53.70 €/t). Le coût total de ces achats de quotas avoisine 48 millions d'euros.

Limiter les émissions à la torche

Une torche est un organe indispensable pour garantir la sécurité des installations. En effet, afin d'éviter une surpression ou un changement opératoire trop brutal dans l'équipement, il peut être nécessaire de «décompresser» l'équipement et d'évacuer ainsi son contenu. Les épisodes de torche sont réduits au maximum pour limiter les nuisances, les émissions à l'atmosphère et également les pertes économiques. Le groupe a engagé de nombreuses actions pour anticiper et donc limiter l'usage des opérations de torches dans ses opérations.

Pour la troisième année consécutive le groupe Esso a baissé de manière significative les quantités d'hydrocarbures envoyées aux torches. En 2021 les quantités hydrocarbures envoyées à la torche ont baissé de 23 % par rapport à 2020 (- 35 % pour la raffinerie de Gravenchon, niveau le plus bas de son histoire), et de 30 % par rapport à 2019 grâce à une meilleure fiabilité des opérations conduisant à moins d'arrêts imprévus.

À travers le GMIF (Groupement Maritime et Industriel de Fos), la raffinerie de Fos a participé l'initiative RÉPONSES (RÉduire les POLLutioNs en Santé Environnement) d'information aux habitants autour de l'étang de Berre avec un partage de données sur l'utilisation des torches en 2021.



Efficacité énergétique et Certificats CEE

Encourager les économies

En tant que fournisseur de carburants et combustibles, le groupe est un acteur engagé dans le dispositif des certificats d'économies d'énergie (CEE) visant à encourager les particuliers à réduire leur consommation énergétique. Il a diversifié sa production de CEE à travers 4 mandataires et a ainsi diminué sa dépendance au marché secondaire. Esso S.A.F. finance également des programmes autour des CEE. Dans le cadre de ce dispositif, Esso S.A.F. participe à de nombreuses opérations mises en place par le Ministère de la Transition Écologique comme les opérations « Coup de pouce ». Ces opérations ont pour objectif d'inciter financièrement les consommateurs finaux d'énergie à réaliser des travaux de rénovation énergétique.

Ramenés au prix du litre de carburant à la pompe, les montants financés par ces diverses opérations correspondent à environ 5 centimes d'euro par litre TTC.

Efficacité énergétique

Nos sites sont certifiés ISO 50001 pour la gestion de l'énergie ce qui illustre également la maîtrise des émissions de CO₂ sur nos sites.

La production de carburants nécessite des quantités importantes d'énergie. Conscient des enjeux climatiques, Esso sait qu'il a un rôle important à jouer pour réduire l'impact de ses activités sur l'environnement et encourager les actions qui permettent de mieux gérer l'utilisation de l'énergie sur ses sites industriels.



Ainsi, en cohérence avec les actions engagées depuis de nombreuses années pour améliorer sa performance énergétique, le groupe a confirmé en 2021 la certification ISO 50001 de ses deux raffineries. L'ISO 50001 est un référentiel international relatif à la gestion de l'énergie. Il précise les méthodes et pratiques qu'une entreprise doit mettre en place et maintenir dans le temps. En 2021, des auditeurs indépendants sont venus évaluer durant une semaine nos procédures et leur application.



De nouveaux carburants pour décarboner le transport

La contribution des carburants liquides à bas carbone, bio-carburants de nouvelle génération issus de la biomasse ou carburants synthétiques (e-fuels) est essentielle pour décarboner la mobilité. En effet, le moteur thermique associé aux carburants bas-carbone est un complément nécessaire à l'électrification du transport terrestre.

Qu'il s'agisse de bio-carburants produits à partir de matières premières durables ou de carburants synthétiques (e-Fuels) produits à partir d'énergies renouvelables et de CO₂ recyclé, tous ces carburants alternatifs utilisés dans un véhicule à moteur thermique permettront d'atteindre les mêmes niveaux de réduction d'émission de CO₂ qu'un véhicule électrique alimenté avec de l'électricité verte.

Par ailleurs, les carburants bas-carbone offrent une contribution immédiate à la réduction des émissions de CO₂ des véhicules en circulation, permettant de la sorte d'accélérer le potentiel de réduction des émissions, en comparaison aux réductions résultant du seul renouvellement du parc automobile. Un renouvellement dont la rapidité sera d'autant plus dépendante de son acceptation sociale.

Il est donc essentiel de reconnaître et accentuer le rôle des Carburants Liquides Bas Carbone dans le mix énergétique pour décarboner les flottes de véhicules actuellement en circulation, notamment les mobilités pour lesquelles les substitutions d'énergie seront difficiles pour des raisons techniques ou économiques.

Le passage à l'échelle industrielle de ces nouveaux carburants va demander des investissements importants. Il va aussi nécessiter un cadre réglementaire et fiscal stable, des aides à l'investissement, ainsi que des partenariats renforcés avec d'autres acteurs du monde industriel, académique ainsi qu'avec les pouvoirs publics.



Note méthodologique et rapport auditeur

Démarche d'élaboration de la déclaration

Durant l'été 2017, l'ordonnance 2017-1180 du 19 juillet 2017 et le décret d'application 2017-1265 du 9 août 2017 sont venus remplacer le dispositif préexistant de reporting RSE dit « Grenelle II ». Cette obligation réglementaire amène le groupe Esso à publier une déclaration de performance extra-financière (DPEF) comprenant les principaux risques RSE, et répondant aux exigences de ces nouveaux textes. La déclaration répond également aux exigences du décret n° 2016-1138 du 19 août 2016 sur la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte et au gaspillage alimentaire. La notion « d'économie circulaire » y est expliquée et un calcul interne des « postes significatifs d'émissions directes et indirectes » est réalisé. La démarche d'Esso s'appuie sur un référentiel interne qui comprend l'identification et la priorisation des principaux risques liés à l'activité de la société y compris, lorsque cela se révèle pertinent et proportionné, les risques créés par ses relations d'affaires, ses produits ou ses services. Ce référentiel contient également le détail de la constitution des indicateurs clés de performance retenus : les méthodes de calcul, de mesure et d'analyse employées. Il comprend aussi l'organisation et les étapes du reporting, les outils de validation des données et de gestion documentaire, la méthode de consolidation et de contrôle interne. Ce référentiel est consultable sur demande.

Période de la déclaration

Les données collectées couvrent la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021. Selon les indicateurs, il s'agit :

- d'une consolidation annuelle des données du 01/01/2021 au 31/12/2021;
- de la donnée mesurée au 31/12/2021.

Périmètre de la déclaration

Le rapport RSE concerne les sociétés entrant dans le périmètre de consolidation comptable soit Esso S.A.F., Esso Raffinage et Worex, ensemble désigné comme « le groupe » dans ce rapport. Le périmètre d'application est défini dans le référentiel en fonction de chaque indicateur de performance.

Contrôle externe

Pour répondre à l'article 225 de la loi du 10 juillet 2010 dite « Grenelle II », le groupe a fait vérifier les informations contenues dans le présent rapport par un organisme tiers indépendant. Le groupe Esso a choisi de confier cette mission de vérification externe pour la déclaration de performance 2020 à l'un de ses commissaires aux comptes. Son avis d'assurance modérée sur la DPEF du groupe présenté dans ce rapport détaille la nature des travaux effectués ainsi que les conclusions associées.



- Sécurité
- Santé & Social
- Talents
- Engagement citoyen

RSE Social Sécurité



Sécurité du personnel

Sécurité du personnel : objectif zéro accident

« Nobody gets hurt » ou « *Personne ne se blesse* », telle est la signature du groupe ExxonMobil en matière de sécurité. Cette ambition de santé et de sécurité au travail se décline pour Esso S.A.F. par la plus grande des attentions portée à chacun des éléments constitutifs de la sécurité dans l'environnement de travail. Le taux de fréquence et le nombre d'accidents de travail (avec et sans arrêt de travail) pour 200 000 heures travaillées pour le personnel Esso **est en baisse, passant d'un taux de 0,12 en 2020 à 0,06 en 2021. Ce taux est de 0,08 si on prend en compte Esso et les entreprises intervenantes.**

Toutefois deux accidents de travail avec arrêt sont à déplorer pour le personnel Esso en 2021. Des actions ont été menées afin de tirer tous les enseignements de ces événements et pour mettre en place les mesures adaptées. Car le zéro accident demeure l'objectif à poursuivre sans relâche. La sensibilisation, la formation ainsi que le travail sur les comportements de chacun forment la base de la prévention des risques.

Depuis deux ans, le groupe Esso publie ses résultats sécurité selon les critères [OSHA](#) (Occupational Safety and Health Administration). Ces indicateurs de performance étant utilisés internationalement par la profession, ils permettent la comparaison directe avec d'autres acteurs du secteur.

Les deux principaux indicateurs de performance sécurité sont :

TRIR (Total Recordable Injury Rate). Le taux de fréquence des accidents avec et sans arrêt de travail par 200 000 heures travaillées (personnel Esso et personnel des entreprises intervenantes cumulés)

LTIR (Lost Time Injury Rate). Le taux de fréquence des accidents avec arrêt de travail par 200 000 heures travaillées (personnel Esso et personnel des entreprises intervenantes cumulés).



Sécurité des procédés : une gestion proactive

Au sein des sociétés du groupe, la sécurité des personnes, des installations et des communautés environnantes fait partie de nos valeurs fondamentales. La sécurité est profondément ancrée dans notre culture d'entreprise.

La performance sécurité s'appuie sur la gestion anticipée des risques et l'implication de tous. Nos collaboratrices et collaborateurs s'engagent chaque jour pour maintenir le niveau de vigilance le plus exigeant en matière de sécurité industrielle.

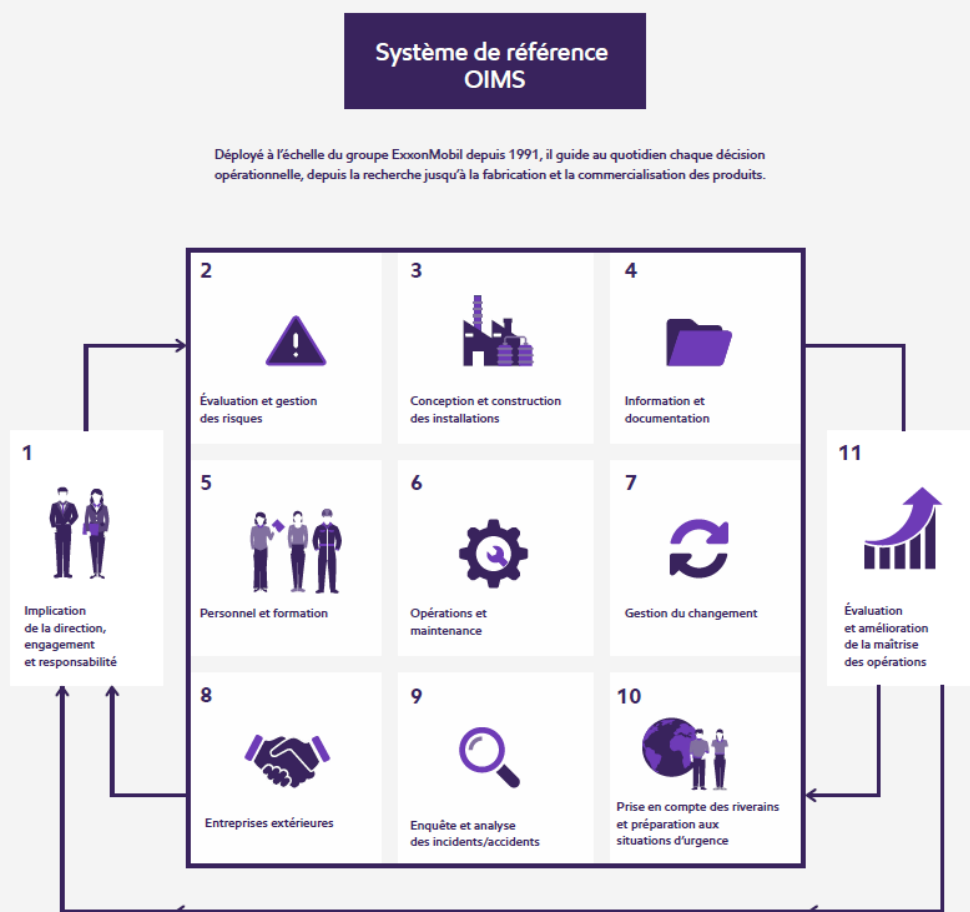
Engagé dans une démarche d'amélioration continue en matière de performance sécurité, le groupe Esso a identifié quatre objectifs :

1. gérer le risque ;
2. gérer par anticipation les principaux dangers, scénarios et dispositifs de protection ;
3. former le personnel et accompagner la performance humaine ;
4. apprendre de ses expériences.

Le système de gestion de l'intégrité des opérations (OIMS) en action

Notre système de mesure et d'atténuation des risques est appelé OIMS (Système de gestion de l'intégrité des opérations) et guide aujourd'hui chaque décision opérationnelle que nous prenons.

Ce système comporte 11 éléments clés.





Sécurité industrielle et sécurité des riverains : une valeur essentielle, un devoir absolu

Enjeu majeur, la sécurité des sites, et par conséquent celle des riverains, est un point d'attention prioritaire du groupe. La sécurité constitue une composante essentielle de toutes nos activités.

À Gravenchon comme à Fos-Sur-Mer ou sur les dépôts pétroliers que nous opérons, des exercices de sécurité de grande ampleur permettent d'éprouver régulièrement nos protocoles de gestion des risques majeurs et de tester nos procédures de réponse à l'urgence.

Des exercices réguliers à échelle réelle

Ainsi, le 1^{er} juillet 2021, la plateforme Gravenchon a été le théâtre d'une simulation, à échelle réelle, des opérations de mise en sécurité face à un éventuel accident industriel. Le site a donc déclenché son Plan d'opération interne (POI). En parallèle, la préfecture a activé son Plan particulier d'intervention (PPI).



Le 4 novembre, les équipes de la raffinerie de Fos-sur-Mer ont travaillé, en concertation avec les autorités locales, pour tester l'impact d'un tsunami sur les côtes des Bouches du Rhône. En moins de 90 minutes, il a fallu sécuriser les personnes et les unités de production pour limiter les conséquences d'un tel front d'eau.

Concertation et transparence avec les parties prenantes

Ces simulations de grande envergure complètent les Plans de prévention des risques technologiques (PPRT). Les PPRT sont établis à partir des études de dangers réalisées par les industriels et d'un processus de concertation avec les parties prenantes (élus, riverains, services de l'État). Les plans de prévention sont coordonnés par les préfetures. Ces exercices de grande ampleur associent aussi les populations riveraines. Des messages d'alerte fictifs sont diffusés par les radios locales, jusqu'au déclenchement des plans particuliers de mise en sûreté (PPMS).

Pour approfondir

Prévenir les risques industriels

La prévention se décline également, tout au long de l'année, à travers la formation des salariés et l'implication des sous-traitants. L'objectif d'Esso est de prévenir en amont tout type d'accident, mais aussi d'être prêt à les gérer s'ils venaient à survenir. La sécurité industrielle représente pour nous une valeur essentielle et un devoir absolu.

RSE Social

Santé & Social



Culture de la santé

La santé et la qualité de vie au travail : une priorité

La santé et la qualité de vie au travail (QVT) sont essentielles au bien-être de chacun. Elles font partie de la culture du groupe Esso et renforcent la performance de l'entreprise. Pour se faire, les salariés bénéficient d'un suivi médical attentif, de conseils et de formations régulières sur les risques professionnels. En 2021 l'accent a été mis sur les risques psycho sociaux (RPS) pour accompagner les restructurations organisationnelles que la société a dû mettre en place pour assurer sa compétitivité.

Dans ce contexte de changement que connaît l'entreprise, la direction médicale en lien avec les ressources humaines et le spécialiste du facteur humain et organisationnel, ont coordonné diverses actions pour accompagner les salariés dans les transformations en cours. Des conférences, des formations et des groupes d'expression ont également été organisés et adaptés à chaque site.

Les superviseurs directs, en tant que premiers interlocuteurs des salariés, ont également suivi des formations spécifiques pour favoriser une écoute attentive et répondre au mieux aux questionnements. Une équipe formée à la prise en charge des risques psycho-sociaux s'est mise à disposition sur toute la période de changements.

Santé : des approches complémentaires

L'approche individuelle ainsi que l'approche collective sont prises en compte, car elles se sont avérées complémentaires et indissociables. L'approche individuelle, davantage concentrée sur l'écoute et le conseil à la personne, s'appuie sur des visites médicales, régulières ou occasionnées par des événements spécifiques. Ce versant de l'action préventive ou curative, rigoureusement couvert par le secret médical, peut être accompagné par un aménagement du poste ou des conditions de travail.

L'approche collective porte sur les procédés de travail. Le médecin et les équipes pluridisciplinaires de la santé s'assurent que l'entreprise est organisée pour répondre aux urgences médicales et, plus largement, est favorable à la qualité de vie au travail, pour diminuer et prévenir les risques psychosociaux.

La mission des médecins et de l'Hygiène industrielle vont de pair. Les médecins ont besoin de l'évaluation objective, et si possible quantifiée, de l'exposition aux risques. Par son retour d'expérience, le médecin peut aider l'Hygiène Industrielle dans la compréhension de certains risques et peut contribuer à orienter les programmes d'évaluation et de prévention. Notre service Hygiène industrielle, validé par le Comité français d'accréditation (Cofrac), surveille régulièrement les niveaux d'exposition des salariés aux nuisances physiques et chimiques.

Alors que le travail à distance a été favorisé pendant cette période, une formation sur les postures et l'ergonomie du poste de travail a été dispensée et du matériel a été mis à disposition.

Dans sa démarche d'amélioration continue des procédés, le groupe veille également tout particulièrement à ce que les équipements de protection individuelle soient régulièrement modernisés pour tous les salariés postés.

La santé des parties prenantes, nos initiatives

Santé des consommateurs

Le groupe Esso applique rigoureusement la réglementation européenne REACH (Registration, Evaluation, Authorisation and Restriction of Chemicals) et son principe de fiches de données sécurité. Ces fiches, accessibles en ligne, décrivent la nature des produits commercialisés et leurs effets éventuels sur la santé et l'environnement.

Risques sanitaires pour les riverains

Lancé par le Secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles (SPPPI), le projet RÉPONSES (RÉduire les POLLutioNs en Santé Environnement) auquel participe Esso à travers son adhésion au GMIF (Groupement maritime des industriels de Fos-sur-Mer) s'adresse au public et l'informe sur les actions des entreprises pour réduire l'exposition des populations.

Risques sanitaires pour les riverains

Lancé par le Secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles (SPPPI), le projet RÉPONSES (RÉduire les POLLutioNs en Santé Environnement) auquel participe Esso à travers son adhésion au GMIF (Groupement maritime des industriels de Fos-sur-Mer) s'adresse au public et l'informe sur les actions des entreprises pour réduire l'exposition des populations.

Dans la zone de Fos-sur-Mer, une évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS) a été réalisée pour répondre à l'arrêté préfectoral sur les composés organiques volatils (COV) du 25/06/2018. Cette étude montre que le risque sanitaire de la raffinerie n'est pas significatif.

Maladies professionnelles

Chaque année, le directeur médical établit un bilan des maladies professionnelles déclarées, reconnues et imputées aux sociétés Esso S.A.F. et Esso Raffinage. En 2021, trois cas ont été enregistrés.

Le programme international « Culture de la Santé » permet aux salariés d'accéder, sous une forme ludique, à des conseils et formations santé et sécurité au travail. Les sujets abordés sont très variés : ergonomie, éducation sportive et fitness, nutrition, sommeil...

Maintien des compétences

Développer les compétences et les carrières

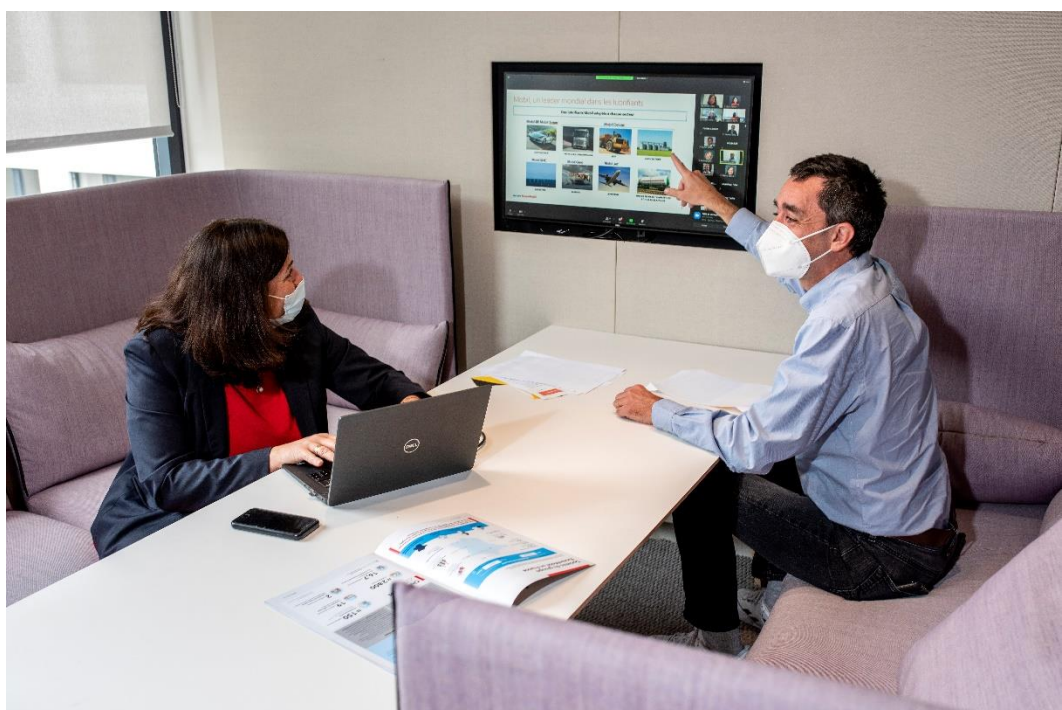
Le raffinage, et plus largement le secteur de l'énergie, est en pleine transformation. La politique de ressources humaines s'adapte dans un contexte global et de recherche de compétitivité. Elle s'est concentrée sur le développement de plans de redéploiement interne suite aux réorganisations et sur le maintien des compétences.

Dans cette période de réorganisation et de pandémie, les salariés ont pu s'appuyer sur les modules de formation en ligne largement développés par le groupe et, plus spécifiquement dans un contexte de réorganisation, sur les formations en sécurité et en accompagnement au changement. La supervision, particulièrement sensibilisée à la gestion de ces transformations, a facilité les transferts de compétences. Maintenant que les activités ont repris normalement, la direction des ressources humaines a pour objectif de diversifier les parcours professionnels afin d'offrir plus d'opportunités de développement aux salariés.

Des salariés considérés comme un atout essentiel et encouragés à se développer

Le groupe Esso est attaché à créer un environnement de travail de qualité qui soit engageant et stimulant, où les différences individuelles et culturelles sont respectées. Chaque salarié est encouragé à donner le meilleur de lui-même, à se dépasser et à évoluer. Le groupe s'appuie sur le développement continu des savoir-faire et des compétences, ainsi que sur les valeurs de sa culture d'entreprise. L'intégrité, l'engagement, le partage d'expériences, le respect, la productivité et la créativité contribuent à l'excellence professionnelle recherchée pour relever les défis de notre industrie.

L'éventail des compétences des salariés d'Esso S.A.F en complément de nos technologies constitue un avantage primordial pour la réussite de l'évolution de la société. Notre stratégie climat, ouverte sur de nouvelles solutions énergétiques, et nos initiatives pour un avenir bas carbone offriront de nouvelles opportunités. C'est un très beau défi pour des ingénieurs et des techniciens de participer à cette mutation. Le groupe s'attache donc à leur fournir les outils pour exprimer et développer sans cesse leurs compétences. Il considère qu'ils font tous partie de la solution pour assurer l'avenir énergétique.



RSE Social Talents



Attirer et fidéliser les talents

Le modèle d'intégration de notre chaîne de valeur (de l'achat du pétrole brut ; à la transformation et la production dans nos sites industriels, jusqu'à la distribution d'une large gamme de produits) ouvre la porte sur de multiples métiers. Qu'ils soient attirés par les sujets de technologie ou d'innovation, de procédés techniques ou d'environnement, d'approvisionnement, de réglementation ou de connaissance des besoins des clients, des profils variés peuvent trouver leur place dans notre groupe.

Un défi passionnant : participer à la transformation du secteur énergétique

À l'heure où les nouvelles générations se montrent particulièrement attentives aux sujets sociétaux et aux questions environnementales, il convient de souligner que le secteur du raffinage est bien au cœur des solutions pour accompagner la transition énergétique et travailler à la décarbonation de nos procédés industriels et de nos produits. Les défis relevés au quotidien par nos ingénieures et ingénieurs sont passionnants et contribuent à la transformation du secteur de l'énergie. Notre industrie s'avère être une industrie d'avenir, parce qu'elle possède les compétences et la technologie pour répondre au double défi de fournir l'énergie dont le monde a besoin, tout en réduisant les impacts sur l'environnement. Nos salariés travaillent sur des solutions innovantes pour diminuer les émissions dans les secteurs réputés les plus difficiles à décarboner tels que le transport de marchandises, la production d'énergie ou l'industrie lourde avec entre autres technologie, le captage et stockage de CO₂, la production de biocarburants de dernière génération ou d'hydrogène.

Une priorité : rester attractif sur un marché de l'emploi concurrentiel

Attirer et fidéliser les nouveaux talents représente, aujourd'hui, l'enjeu d'avenir majeur pour notre industrie. C'est pourquoi, afin d'être attractif, le groupe Esso S.A.F. s'appuie, non seulement sur un éventail de métiers riches et variés, mais aussi sur une politique de rémunération attrayante, avec des avantages sociaux importants. Ces avantages sociaux sont aussi orientés sur le long terme : participation à la complémentaire santé, plan d'épargne salariale avec abondement de l'employeur, plan de retraite supplémentaire et plan d'épargne retraite collective (Perco).

Signature d'une évolution globale des salaires de 4,2 % pour 2022

L'année 2021 a été marquée par des changements organisationnels nécessaires pour assurer la compétitivité du groupe. À ce titre, un plan de sauvegarde de l'emploi a été mis en place privilégiant les départs volontaires. Ce qui explique, en grande partie, la réduction d'effectif de 11 % sur l'année. Les recrutements ont été très limités ces deux dernières années et réservés à quelques postes indispensables: 23 en 2020 et 6 en 2021).

Compte tenu du contexte économique, 2021 a été une année atypique avec un gel momentané des augmentations et des promotions. En décembre, la direction et les instances représentatives du personnel sont parvenues à un accord salarial qui prévoit une évolution globale de salaires de 4,2 % entre le 31 décembre 2021 et le 31 décembre 2022, ainsi qu'une prime exceptionnelle de 1 000 € pour remercier l'ensemble des salariés pour leur engagement et leur résilience durant la difficile période de la pandémie.

Une priorité : favoriser les carrières

Pour fidéliser ses salariés, Esso a mis en place un suivi personnalisé. La direction des ressources humaines a conçu un plan de développement qui s'appuie sur l'identification des compétences et des talents, sur la formation et l'accompagnement par le management.

Afin de faciliter l'équilibre vie professionnelle et vie privée, des programmes sur l'organisation du travail sont par ailleurs en cours de développement, leur objectif est d'offrir plus de flexibilité en terme d'organisation personnelle.

Engagement du personnel

Favoriser l'engagement des salariés

La conviction qui anime le management chez Esso S.A.F. est que l'engagement des salariés est un facteur décisif de la réussite de la transformation de l'entreprise. La direction s'attache à expliquer la stratégie qu'elle développe afin de mettre en œuvre des solutions technologiques innovantes et concrètes. Elle s'attache également à maintenir l'adhésion des salariés aux valeurs du groupe. Esso a mis en place un « Plan d'engagement », afin de donner à ses salariés des perspectives sur les orientations du groupe pour l'avenir. Par ailleurs, de nombreuses initiatives ont été conduites pour renforcer les liens entre les équipes et renforcer le sentiment d'appartenance au groupe : des conférences sur le futur de nos activités et de notre secteur industriel, des ateliers-jeux sur la diversité et l'inclusion, des rencontres de leader inspirants, la participation du réseau féminin à des événements externes, des ateliers culture de la santé, des challenges sportifs pour les salariés.

La qualité de vie au travail éprouvée par la pandémie de Covid-19

Pouvoir donner du sens à son travail, maintenir un bon équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle favorisent l'efficacité et le bien-être des salariés et par conséquent ceux des équipes. En 2021 l'accord sur la qualité de vie au travail de 2019 nous a permis de faciliter le télétravail et de protéger les salariés dans un contexte d'évolution de la pandémie.

Par ailleurs, Esso crée les conditions d'un environnement de travail motivant et inclusif. La mixité et le respect des différences individuelles sont, à nos yeux, des facteurs supplémentaires de qualité de vie au travail, de créativité, voire d'une plus grande productivité. L'importance du maintien d'un collectif de travail a été démontrée en cette période et nous engage à favoriser aussi de bonnes conditions de travail au bureau. La flexibilité et l'inclusion contribueront sur le long terme à garantir l'engagement de toutes et de tous.

Un dialogue social responsable

La transformation de l'entreprise est accompagnée par un dialogue social ouvert, constructif et responsable. En 2021, dans les sociétés Esso SAF ERSAS et Worex les partenaires sociaux ont tenu 22 réunions (17 en 2020). Ces échanges réguliers ont permis d'aboutir à la signature de 6 accords (7 en 2020) portant pour la plupart sur des sujets de réorganisation. En 2021 dans les sociétés Esso S.A.F et ERSAS 14 réunions de négociation ont été tenues (12 en 2020). L'implication des organisations syndicales, des représentants du personnel et de la direction a été la clef pour la négociation de conditions de départ satisfaisantes dans le cadre du plan de sauvegarde de l'emploi et la mise en œuvre des réorganisations.

RSE Social

Engagement citoyen



Rôle économique sur le territoire

Les sites industriels, acteurs économiques de leurs territoires

Le développement social et économique des territoires constitue une dimension primordiale du projet d'entreprise du groupe Esso. C'est pourquoi le groupe porte une attention toute particulière à son impact local en termes de dynamique économique.

La plateforme de Gravenchon emploie 1 563 collaborateurs et le site de Fos-sur-Mer en emploie 300. À ces emplois directs s'ajoutent les emplois indirects chez les différents sous-traitants. Ceux-ci représentent l'équivalent de plus de 600 postes (équivalents temps plein) autour des raffineries, en période d'activité normale. Il faut également prendre en compte les emplois induits, liés aux besoins en services et biens de consommation du groupe et des entreprises partenaires. Ainsi, on estime qu'un emploi en production correspond à deux emplois induits. Selon ce calcul, le groupe génère plus de 2 350 emplois directs et indirects sur ses sites industriels et contribue à maintenir 4 700 emplois induits.

Pour approfondir

Le rôle économique de la plateforme de Gravenchon jugée positif par les riverains

L'enquête annuelle de perception du site de Gravenchon dans son territoire consacre un volet à l'impact économique de la plateforme dans la région.

Pour 84 % des personnes interrogées, son poids économique est important, voire très important. En effet, la présence de l'entreprise induit des retombées économiques dans les neuf communes concernées par le Plan particulier d'intervention. Ces retombées positives sont majoritairement reconnues à Notre-Dame-de-Gravenchon ainsi qu'à Lillebonne. L'enquête confirme, sans grande surprise, que plus les villes sont éloignées de la plateforme, moins elles sont sensibles aux impacts locaux de l'entreprise.

Le groupe est également jugé comme un acteur local incontournable. 85 % des personnes sondées ont mentionné que l'entreprise favorisait la création d'emplois dans la région. Il apparaît que 46 % des riverains interrogés autour de la plateforme de Gravenchon ont un intérêt personnel à sa présence. La majorité d'entre eux ont en effet un proche qui y travaille ou y a travaillé. Les habitants témoignent aussi que l'entreprise favorise le développement des commerces et des services de la région. Enfin, 26 % des habitants sondés reconnaissent la contribution du groupe au budget des communes.



Les relations avec les riverains : écoute et transparence

La perception qu'ont les riverains des activités de nos sites fait partie intégrante des critères de performance de nos établissements. C'est pourquoi plusieurs outils d'écoute et de mesure ont été développés pour recueillir les attentes des habitants des communes voisines et leur apporter des réponses concrètes.

Malgré les restrictions sanitaires, le lien a été maintenu avec le public

Des enquêtes régulières de perception sont menées sur l'environnement, l'impact économique, la santé et la sécurité industrielle. Leur rôle est d'identifier et de mieux comprendre les demandes afin d'orienter les décisions et les investissements nécessaires. Les résultats sont présentés lors des Commissions locales d'information et d'échanges (CLIE), à Fos-sur-Mer, ou lors de réunions publiques, à Gravenchon. Les restrictions sanitaires ont empêché la réunion publique de se tenir sur le site de Gravenchon cette année. C'est pourquoi un nouveau format a été proposé sous forme de huit vidéos mises en ligne sur les réseaux sociaux. Ainsi avons-nous pu continuer à communiquer avec le grand public sur les thèmes de l'environnement, la sécurité, l'économie, les produits et leurs applications, le soutien aux associations. Le groupe veille ainsi à améliorer la diffusion des informations sur les activités de ses raffineries, via les réseaux sociaux, son site internet et les différents médias.

Communiquer de façon ciblée auprès des associations locales

Un dispositif de communication directe vers les riverains, les associations locales et les autorités permet de les informer de façon ciblée de tout dysfonctionnement ou événement majeur. Avec le dispositif « Allo Industrie » les riverains de nos sites de Gravenchon et de Fos sur Mer peuvent obtenir des informations en temps réel lors d'événements perceptibles de l'extérieur. Dans un périmètre plus large autour de Fos-sur-Mer, le numéro vert ZipCom du Grand Port Maritime de Marseille donne la possibilité de poser des questions ou de signaler un dysfonctionnement.

Focus sur l'enquête de perception

L'enquête de perception menée à Gravenchon en 2021 montre, qu'entre 2017 et 2021, le pourcentage de riverains se déclarant gênés par les activités de la plateforme a baissé de 62 % à 41 %. Les odeurs et les bruits sont les désagréments les plus souvent signalés. Mais il est à mentionner que ces odeurs peuvent également provenir de n'importe quelle autre activité de la zone industrielle.



En mai, lors de la Semaine de la sécurité à Gravenchon, le site a accueilli les riverains et les différentes parties prenantes de Port-Jérôme-sur-Seine.



Entre autres animations, les visiteurs ont pu découvrir les sept fourgons-pompes mixtes (FPM) dont disposent les pompiers de la plateforme.



Les visiteurs ont suivi avec attention la présentation du centre de secours.

INITIATIVE

Intéresser les jeunes de la région aux métiers du raffinage

La plateforme de Gravenchon a présenté ses métiers à cinq classes de collégiens du territoire (Bolbec, Rives en Seine, Terres de Caux et Gruchet le Valasse). Cette présentation s'inscrivait dans l'initiative « L'industrie, une chance pour moi », conduite par la collectivité territoriale Caux Seine Agglo et l'AEPJR_Normandy, l'association regroupant les entreprises et partenaires locaux sur ce territoire.

L'objectif de ces visites est de faire découvrir concrètement le monde industriel aux jeunes, à un moment où ils doivent réfléchir à leur orientation. Ainsi, peuvent-ils observer de leurs propres yeux les métiers exercés et l'environnement de travail. Ils peuvent aussi à cette occasion échanger avec les professionnels. Ces rencontres sont essentielles pour faire découvrir aux talents de demain nos métiers de l'industrie. Elles le sont tout autant pour nos collaboratrices et collaborateurs à qui cela offre un moment d'échange sur leurs parcours, leurs savoir-faire et leur passion pour leur métier.

Actions éducatives et sociales

Au-delà de leur impact économique direct et indirect sur les territoires où ils sont implantés, nos sites industriels s'impliquent dans la vie sociale des localités riveraines de diverses manières. Par exemple, par le soutien à des initiatives portées par des associations caritatives ou culturelles.

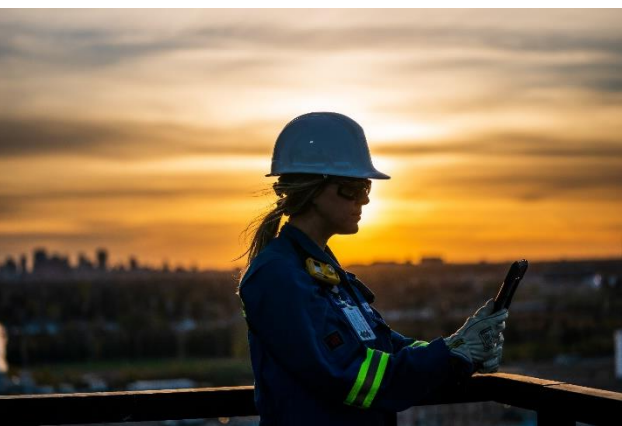
Actions éducatives et sociales : priorité à la proximité

L'éducation, et particulièrement l'éducation scientifique et technique, est un engagement fort du groupe. En effet, nous sommes convaincus que la science et l'éducation contribueront, demain, à résoudre les défis énergétiques qui nous attendent. Une autre conviction d'Esso est d'agir en proximité dans les territoires sur lesquels la société est implantée. C'est pourquoi le site de Gravenchon a établi une convention avec l'agglomération de Caux-Seine. Celle-ci se traduit par des dons réguliers d'ordinateurs que l'intercommunalité répartit en fonction des besoins numériques des écoles. Ce sont maintenant plus de 2 600 machines qui ont été remises et distribuées à des établissements scolaires depuis le début de cette opération.

INITIATIVE

1100 arbres plantés pour reconstituer la forêt provençale

Un engagement auquel, le groupe est attaché : la préservation de l'environnement. À Fos-sur-Mer, en novembre 2021, les salariés de la raffinerie ont participé avec enthousiasme à une belle action citoyenne de reforestation soutenue par la municipalité et de nombreux acteurs du territoire. Des salariés accompagnés de leurs familles ont, comme d'autres centaines de Fosséens, enfilé leurs gants et pris leurs outils personnels pour reboiser la forêt provençale dévastée, suite au terrible incendie de l'été 2020. Au total, 1 100 arbres ont été plantés.



Des procédures rigoureuses pour assurer l'éthique et la transparence

Au sein du groupe, des systèmes de contrôle et de gestion contribuent à mettre en œuvre notre démarche RSE

Les systèmes *Controls Integrity Management System* (CIMS) et *Operations Integrity Management System* (OIMS) contribuent à assurer la bonne exécution de la politique de responsabilité sociale et environnementale (RSE) du groupe. Dans le même esprit, le programme de pratique des relations publiques *Best Practices of External Affairs* (BPEA) encourage la transparence et l'esprit de bienveillance.

Le groupe a également mis en place depuis plus de dix ans un **dispositif d'alerte professionnelle** (avant la réglementation sur les lanceurs d'alerte). Il est ouvert au personnel, mais aussi aux collaborateurs des entreprises sous-traitantes. Sa vocation est de faire remonter d'éventuelles malversations, par exemple dans les domaines comptable ou financier.

18 principes appliqués au quotidien par les collaborateurs

La plus grande vigilance est aussi de rigueur s'agissant de l'intégrité et de la protection des données personnelles des employés, des fournisseurs et des clients. Le groupe se montre très attentif au respect de la réglementation RGPD. Il se protège avec tous les moyens technologiques nécessaires face aux différents risques numériques.

L'éthique du groupe Esso est de considérer que la manière d'obtenir un résultat est aussi importante que le résultat lui-même. Pour assurer la cohérence avec ce principe, le groupe Esso s'appuie sur un système rigoureux de contrôle interne et de gestion des risques. Ce système de contrôle est constitué de 18 principes que chaque collaborateur doit connaître et mettre en pratique au quotidien.

Fondamentalement les critères appliqués par le groupe trouvent leurs racines dans les principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 et de ceux du pacte mondial de l'ONU rapportés au droit du travail.

Au plan fiscal, le groupe s'acquitte du versement de ses impôts et taxes en France. Pour combattre le risque de corruption et en ligne avec les directives de la loi SAPIN II, la société et ses filiales ont mis en place un programme solide, nourri par les procédures déjà en vigueur au sein du groupe ExxonMobil.

Rapport de l'un des Commissaires aux Comptes, désigné organisme tiers indépendant, sur la déclaration consolidée de performance extra-financière figurant dans le rapport de gestion

Exercice clos le 31 décembre 2021

À l'Assemblée Générale des Actionnaires de la société Esso S.A.F.,
En notre qualité de Commissaire aux Comptes de la société ESSO S.A.F., désigné organisme tiers indépendant, accrédité par le COFRAC (accréditation Cofrac Inspection n° 3-1080, portée disponible sur le site www.cofrac.fr), nous vous présentons notre rapport sur la déclaration consolidée de performance extra financière relative à l'exercice clos le 31 décembre 2021 (ci-après la « Déclaration »), présentée dans le rapport de gestion en application des dispositions légales et réglementaires des articles L. 225 102-1, R. 225-105 et R. 225-105-1 du Code de commerce.

Responsabilité de la société

Il appartient au Conseil d'administration d'établir une Déclaration conforme aux dispositions légales et réglementaires, incluant une présentation du modèle d'affaires, une description des principaux risques extra-financiers, une présentation des politiques appliquées au regard de ces risques ainsi que les résultats de ces politiques, incluant des indicateurs clés de performance.

La Déclaration a été établie en appliquant les procédures de la société (ci-après le « Référentiel ») dont les éléments significatifs sont présentés dans la Déclaration.

Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les dispositions prévues à l'article L. 822-11-3 du code de commerce et le code de déontologie de la profession. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des règles déontologiques, de la doctrine professionnelle et des textes légaux et réglementaires applicables.

Responsabilité du Commissaire aux Comptes désigné organisme tiers indépendant

Il nous appartient, sur la base de nos travaux, de formuler un avis motivé exprimant une conclusion d'assurance modérée sur :

- la conformité de la Déclaration aux dispositions prévues à l'article R. 225-105 du Code de commerce ; - le respect par la société des autres dispositions légales et réglementaires applicables, notamment, en matière de plan de vigilance, de lutte contre la corruption et de fiscalité;
 - la conformité des produits et services aux réglementations applicables.
 - nous avons pris connaissance de l'activité de l'ensemble des entreprises incluses dans le périmètre de consolidation, de l'exposé des principaux risques sociaux et environnementaux liés à cette activité ;
 - nous avons apprécié le caractère approprié du Référentiel au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa fiabilité, sa neutralité et son caractère compréhensible, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur ;
 - nous avons vérifié que la Déclaration présente les informations prévues au II de l'article R. 225-105 lorsqu'elles sont pertinentes au regard des principaux risques et que cette dernière comprend, le cas échéant, une explication des raisons justifiant l'absence des informations requises par le 2^{ème} alinéa du III de l'article L. 225-102-1 ;
 - nous avons vérifié que la Déclaration présente le modèle d'affaires et les principaux risques liés à l'activité de l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation, y compris, lorsque cela s'avère pertinent et proportionné, les risques
- la sincérité des informations fournies en application du 3° du I et du II de l'article R. 225 105 du Code de commerce, à savoir les résultats des politiques, incluant des indicateurs clés de performance, et les actions, relatifs aux principaux risques, ci-après les « Informations ».

Il ne nous appartient pas en revanche de nous prononcer sur :

Nature et étendue des travaux

Nos travaux décrits ci-après ont été effectués conformément aux dispositions des articles A. 225-1 et suivants du Code de commerce déterminant les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission et selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention ainsi qu'à la norme internationale ISAE 3000 - *Assurance engagements other than audits or reviews of historical financial information*.

Nous avons mené des travaux nous permettant d'apprécier la conformité de la Déclaration aux dispositions réglementaires et la sincérité des Informations. À ce titre :

créés par ses relations d'affaires, ses produits ou ses services ainsi que les politiques, les actions et les résultats, incluant des indicateurs clés de performance ;

- nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour :
- apprécier le processus de sélection et de validation des principaux risques ainsi que la cohérence des résultats, incluant les indicateurs clés de performance retenus, au regard des principaux risques et politiques présentés, et
- corroborer les informations qualitatives (actions et résultats) que nous avons considérées les plus importantes¹ ;
- nous avons vérifié que la Déclaration couvre le périmètre consolidé, à savoir l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation conformément à l'article L. 233-16 ;
- nous avons pris connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par l'entité et avons apprécié le processus de collecte visant à l'exhaustivité et à la sincérité des Informations ;
- pour les indicateurs clés de performance et les autres résultats quantitatifs que nous avons considérés les plus importants², nous avons mis en oeuvre :
- des procédures analytiques consistant à vérifier la correcte consolidation des données collectées ainsi que la cohérence de leurs évolutions ;
- des tests de détail sur la base de sondages, consistant à vérifier la correcte application des définitions et procédures et à rapprocher les données des pièces justificatives. Ces travaux ont été menés auprès d'une sélection d'entités contributrices³ et couvrent entre 13% et 100% des données consolidées sélectionnées pour ces tests ;
- nous avons apprécié la cohérence d'ensemble de la Déclaration par rapport à notre connaissance de l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation.

Nous estimons que les travaux que nous avons menés en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus.

1 **Informations qualitatives relatives aux parties suivantes** : « Dans le dialogue et l'échange » ; « Transparence en matière de représentation d'intérêts »

2 **Informations quantitatives sociales** : effectif total, femmes dans l'effectif global, entrées, départs, départs dans le cadre d'un licenciement, accidents du travail avec arrêt, taux de fréquence, taux de gravité.

Informations quantitatives environnementales : nombre de déversements accidentels > 1 baril, nombre d'incidents ayant engendré des plaintes pour nuisances sonores, olfactives ou autres, attribuables à l'activité de raffinage, quantité brûlée aux torches, émissions annuelles de SO₂, émissions annuelles de NOx, émissions annuelles de COV, demande chimique en oxygène, volume d'eau annuel pompé dans le milieu, consommation d'énergies des raffineries, émissions annuelles de CO₂, total déchets dangereux générés, déchets dangereux non valorisés ni recyclés.

3 La raffinerie de Fos-sur-Mer pour les informations sociétales et environnementales. Les entités Esso S.A.F. et ERSAS pour les informations sociales.

Moyen et ressources

Nos travaux ont mobilisé les compétences de 3 personnes et se sont déroulés entre janvier 2022 et avril 2022.

Nous avons fait appel, pour nous assister dans la réalisation de nos travaux, à nos spécialistes en matière de développement durable et de responsabilité sociétale. Nous avons mené des entretiens avec les personnes responsables de la préparation de la Déclaration.

Conclusion

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que la déclaration de performance extra-financière est conforme aux dispositions réglementaires applicables et que les Informations, prises dans leur ensemble, sont présentées, de manière sincère, conformément au Référentiel.

Neuilly-sur-Seine, le 15 avril 2022

L'un des Commissaires aux Comptes, **Grant Thornton**

Membre français de Grant Thornton International

Alexandre Mikhail - Associé

Bertille Crichton - Associée



Tableau de synthèse des indicateurs clés de performance extra-financière

Informations sociales et sociétales

Intitulé		Unité	Année 2020	Année 2021
Emploi	Effectif total	Nombre	1 759	1 563
	Répartition des salariés par zone géographique			
	Nombre de collaborateurs sur le site de Gravenchon	Nombre	1 158	1 071
	Nombre de collaborateurs sur le site de Fos-sur-Mer	Nombre	297	280
	Nombre de collaborateurs Sièges et Territoire de la filiale Worex	Nombre	304	212
	Répartition des salariés par âge			
	Collaborateurs de moins de 30 ans	Pourcentage	13 %	12%
	Collaborateurs de 30 ans à 50 ans	Pourcentage	50 %	55%
	Collaborateurs de plus de 50 ans	Pourcentage	37 %	33%
	Répartition des salariés par sexe			
	Femmes dans l'effectif global	Pourcentage	18 %	17%
	Embauches et licenciements			
	Entrées**	Nombre	147	72
	Départs**	Nombre	177	268
	Part d'emplois stables : nombre de CDI/effectifs totaux	Pourcentage	95 %	96 %
Organisation du travail	Départs dans le cadre d'un licenciement	Nombre	5	1
	Rémunérations et leur évolution			
	Masse salariale	Euros	144 067 257	137 801 821
	Évolution de la masse salariale	Pourcentage	- 7 %	- 4 %
	Personnel posté dans l'effectif*			
Relations sociales	Personnel de jour	Pourcentage	67 %	62 %
	Personnel posté	Pourcentage	33 %	38 %
	Absentéisme			
	Nombre de jours d'absence/nombre de jours travaillés	Pourcentage	3,7 %	3,8 %
Santé et sécurité	Organisation du dialogue social			
	Nombre de réunions de négociation	Nombre	17	22
	Bilan des accords collectifs			
Formation	Nombre d'accords signés/nombre d'accords proposés	Pourcentage	100 %	86 %
	Conditions de santé et de sécurité au travail et maladies professionnelles			
	Nombre de maladies professionnelles déclarées*	Nombre	3	3
	Accidents du travail en base OSHA*			
	Nombre d'accidents du travail personnel Esso et entreprises intervenantes	Nombre	7	2
	dont personnel Esso	Nombre	2	1
	Nombre d'accidents du travail avec arrêt personnel Esso et entreprises intervenantes	Nombre	0	2
	dont personnel Esso	Nombre	0	1
	TRIR : taux de fréquence accidents du travail personnel Esso et entreprises intervenantes*	Taux	0,27	0,08
	TRIR : taux de fréquence accidents du travail personnel Esso*	Taux	0,12	0,06
	LTIR : taux de fréquence accidents du travail avec arrêt personnel Esso et entreprises intervenantes*	Taux	0	0,08
Égalité de traitement	LTIR : taux de fréquence accidents du travail avec arrêt personnel Esso*	Taux	0	0,06
	Politiques mises en œuvre en matière de formation			
	Taux d'accès à la formation : nombre de salariés formés/effectif	Pourcentage	94 %	93 %
	Taux moyen de formation : nombre d'heures de formation/nombre de salariés formés	Heures	102	78
Impact territorial, économique et social de l'activité de la société	Part de formation SHE : nombre d'heures de formation dédiées au SHE/nombre d'heures de formation	Pourcentage	11 %	16 %
	Mesures prises en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes			
	Femmes dans les embauches de cadres	Pourcentage	33 %	0 %
	Femmes dans les embauches en CDI	Pourcentage	26 %	33 %
Relations entretenues avec les parties prenantes	Femmes expatriées dans effectif d'expatriés*	Pourcentage	13 %	19 %
	En matière d'emploi et de développement régional : somme des investissements + taxes et impôts + salaires + dividendes	Millions d'euros	351	419
	Actions de dialogue avec les communautés environnantes	Nombre	497	524
Activité de représentation d'intérêts	Activité de représentation d'intérêts	Nombre	2	2

* Hors WOREX.
** Évolution du reporting.
*** Mise à jour facteur d'émission électrique en 2021 en fonction du facteur d'émission ADEME BGES 2020.

Informations environnementales

Intitulé		Unité	Année 2020	Année 2021
Politique générale en matière environnementale	Montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement	Millions d'euros	63,4	93,4
	Plaintes**	Nombre	8	6
Emissions	Mesures de prévention, de réduction ou de réparation de rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement			
	Ratio des émissions annuelles de dioxyde de soufre (SO ₂)/pétrole brut traité	t/kt	0,38	0,37
	Ratio des émissions annuelles d'oxyde d'azote (NO _x)/pétrole brut traité	t/kt	0,15	0,13
	Ratio des émissions annuelles de composés organiques volatils (COV)/pétrole brut traité	t/kt	0,15	0,13
	Mesure de la qualité de l'eau – demande chimique en oxygène dans les effluents aqueux	t	797	742
Taxonomie Nouvel indicateur	Part du chiffre d'affaire durable	Pourcentage		NA
	Part des coûts d'exploitation durables	Pourcentage		NA
	Part des investissements durable	Pourcentage		NA
	À ce stade, les activités du groupe Esso sont presque exclusivement concentrées dans le secteur du raffinage qui ne figure pas dans la liste des activités éligibles à la taxonomie mentionnées aux annexes I (atténuation du changement climatique) et II (adaptation au changement climatique) du règlement délégué (UE) 2021/2139 du 4 juin 2021.			
Économie circulaire	Mesures de prévention, de recyclage et d'élimination des déchets			
	Quantité totale de déchets dangereux générée	t	15 731	14 861
	Quantité de déchets dangereux non valorisés ou recyclés	t	5 443	6 366
	Nombre de déversements accidentels > 1 baril	Nombre	3	1
	Volumes de déversements accidentels	bbl	111,5	32
	Utilisation durable des ressources			
	Ratio de la consommation d'eau et approvisionnement en eau en fonction des contraintes locales/pétrole brut traité	Milliers de m ³ /kt	1,32	1,3
	Ratio de la consommation d'énergie des raffineries et amélioration de l'efficacité énergétique/pétrole brut traité	Milliers de GJ/kt	2,58	2,65
	Consommation de matières premières des raffineries : pétrole brut traité	Millions de t	15,2	15,3
	Recours aux énergies renouvelables – quantité de biocarburants incorporés**	Milliers de m ³	892	1135
Changement climatique	Postes significatifs d'émissions de gaz à effet de serre générées du fait de l'activité de la société, notamment par			
	Émissions annuelles de CO ₂ scope 1 – pétrole brut traité	kt/kt	0,15	0,16
	Émissions annuelles de CO ₂ - scope 1	kt	2 280	2 465
	Émissions annuelles de CO ₂ - scope 2***	kt	53	49
	Ratio de la quantité brûlée aux torches/pétrole brut traité	t/kt	0,46	0,35

* Hors WOREX.

** Évolution du reporting.

*** Mise à jour facteur d'émission électrique en 2021 en fonction du facteur d'émission ADEME BGES 2020.



Gouvernance

- Conseil d'administration
- Facteurs de risques
- Éthique & principes de contrôle

Gouvernance

Conseil d'administration

Liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire social durant l'exercice 2021

En application de la loi n° 2011-103 du 27 janvier 2011 relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle, et compte tenu de la taille de son conseil, la société a l'obligation d'instaurer une proportion d'administrateurs de chaque sexe telle que l'écart entre le nombre des administrateurs de chaque sexe ne pourra être supérieur à deux. La société assure la représentativité requise puisque le conseil est actuellement composé de cinq femmes et de quatre hommes.



Charles Amyot

Président du Conseil d'Administration et Directeur Général et Administrateur d'Esso Société Anonyme Française – depuis le 23 juin 2021

Président de :

- depuis le 1^{er} juillet 2021
 - Esso Raffinage
 - ExxonMobil Chemical France
 - ExxonMobil France Holding S.A.S.
- depuis le 1^{er} décembre 2021
 - Noroxo
 - Société de Gestion de Sites Industriels

Gérant depuis le 1^{er} juillet 2021 de :

- Esso France
- Société Mobil de Recherche et de Fabrication de Lubrifiants et Assimilés

Directeur Stratégie Supply Chain, Fuels & Lubrifiants, d'Esso Société Anonyme Française



Hélène de Carné Carnavalet

Directrice Commerciale Fuels Europe, Afrique, Moyen-Orient d'ExxonMobil Petroleum & Chemical BV
Administratrice d'Esso Société Anonyme Française



Philippe Ducom

Président d'ExxonMobil Europe

Administrateur de :

- Esso Société Anonyme Française
- ExxonMobil Petroleum & Chemical BV



**Catherine Dupont
Gatelmand**

Présidente de Haeremai
Administratrice de :
Esso Société Anonyme
Française
Poclain



**Jean-Claude
Marcelin**

**Directeur de la Division Études
et Opérations Financières, et
Trésorier**, d'Esso Société
Anonyme Française – jusqu'au 30
juin 2021
**Directeur administratif et
financier et Trésorier** d'Esso
Société Anonyme Française –
depuis le 1^{er} juillet 2021
Administrateur d'Esso Société
Anonyme Française – depuis le 23
juin 2021
**Représentant Permanent Worex
SNC, Administrateur**, de Société
Anonyme de Gestion de Stocks
de Sécurité
Trésorier d'Esso Exploration &
Production Chad Inc.
Trésorier de Tchad Oil
Transportation Company



**Jean-Pierre
Michel**

Président de Mindex S.A.S.
Administrateur d'Esso
Société Anonyme Française



**Marie-Hélène
Roncoroni**

Directeur Général Délégué
d'Établissements Peugeot Frères
jusqu'au 27 mai 2021
Vice-Présidente du Conseil de
Surveillance et **Représentant
Permanent** d'Établissements Peugeot
Frères au Conseil de Surveillance de
Peugeot S.A. jusqu'au 16 janvier 2021
Vice-Présidente et **Administratrice** de
Peugeot Invest (anciennement
dénommée FFP)
Présidente du Conseil d'Administration
et **Administratrice** de SAPAR (Société
Anonyme de Participations)
Présidente de Saint-Co S.A.S.
Administratrice de :
▪ Esso Société Anonyme Française
▪ Établissements Peugeot Frères
▪ Fonds de dotation familial Peugeot
▪ LISI
▪ Peugeot 1810 (anciennement
dénommée Maillot 1)
▪ SICAV Armene 2



Odile Rueff

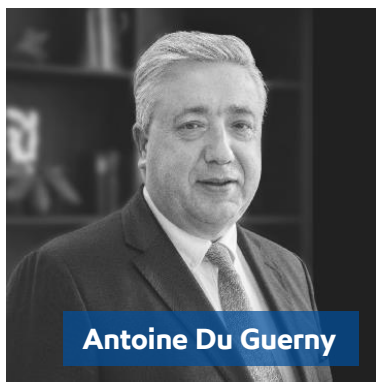
**Coordnatrice gestion
immobilière sites inactifs**
d'Esso Société Anonyme
Française
Administratrice d'Esso
Société Anonyme
Française



Véronique Saubot

Associé de Tykya
Administratrice de :
▪ Esso Société Anonyme
Française
▪ Groupe Imerys
▪ LISI
▪ Harmonie Mutuelle

Jusqu'au 23 juin 2021



Président du Conseil d'Administration et Directeur Général et Administrateur d'Esso Société Anonyme Française jusqu'au 23 juin 2021
Président jusqu'au 30 juin 2021 de :

- Esso Raffinage
- ExxonMobil Chemical France
- ExxonMobil France Holding S.A.S.

Gérant jusqu'au 30 juin 2021 de :

- Esso France
- Société Mobil de Recherche et de Fabrication de Lubrifiants et Assimilés

Directeur Administratif et Financier d'Esso Société Anonyme Française et du groupe ExxonMobil France Holding – jusqu'au 30 juin 2021



Directeur de la raffinerie de Gravenchon – jusqu'au 30 juin 2021
Directeur Général d'Esso Raffinage – jusqu'au 30 juin 2021
Administrateur d'Esso Société Anonyme Française – jusqu'au 23 juin 2021

Renouvellement de mandats d'administrateurs proposés à l'assemblée générale des actionnaires du 22 juin 2022



Charles Amyot

Date de naissance : 14 mai 1968
Formation : École Catholique des Arts et Métiers (ECAM), Lyon
Fonction exercée actuellement : Président du Conseil d'Administration et Directeur Général d'Esso S.A.F.
Directeur Stratégie Supply Chain, Fuels & Lubrifiants, d'Esso Société Anonyme Française
Activité professionnelle au cours des cinq dernières années : Directeur des opérations Lubrifiants EAME (2015-2017)
Directeur général Chaîne de Valeur Carburants et Combustibles France (2018-2020)
Chef de projet Supply Chain
Nombre d'actions de la société détenues : 10



Jean-Claude Marcelin

Date de naissance : 12 décembre 1966
Formation : École Supérieure de Commerce de Paris
Fonction exercée actuellement : Directeur administratif et financier et Trésorier d'Esso S.A.F.
Activité professionnelle au cours des cinq dernières années : Trésorier et Directeur de la division Études et Opérations Financières Esso S.A.F.
Trésorier Esso Exploration & Production Chad Inc
Trésorier Tchad Oil Transportation Company
Nombre d'actions de la société détenues : 5



Hélène de Carné de Carnavalet

Date de naissance : 27 octobre 1970
Formation : École Centrale de Paris
Fonction exercée actuellement : Directrice Commerciale Fuels Europe, Afrique, Moyen-Orient, ExxonMobil Petroleum & Chemical BV, Bruxelles
Activité professionnelle au cours des cinq dernières années : Directrice du développement marketing d'ExxonMobil Petroleum & Chemical BV, Bruxelles
Nombre d'actions de la société détenues : 5



Jean-Pierre Michel

Date de naissance : 17 mai 1955
Formation : École Polytechnique
Fonction exercée actuellement : Président de Mindex S.A.S.
Activité professionnelle au cours des cinq dernières années : Directeur Général en charge des opérations de Vallourec
Membre du Comité Exécutif de Vallourec
Nombre d'actions de la société détenues : 105



Philippe Ducom

Date de naissance : 5 janvier 1965
Formation : École Polytechnique, École des Mines de Paris
Fonction exercée actuellement : Président d'ExxonMobil Europe
Activité professionnelle au cours des cinq dernières années : ExxonMobil Europe Middle-East Africa
Chemical Manufacturing Director
Directeur général d'ExxonMobil Saudi Arabia Inc.
Nombre d'actions de la société détenues : 5



Marie-Hélène Roncoroni

Date de naissance : 17 novembre 1960
Formation : IEP Paris
Fonction exercée actuellement : Administratrice d'Établissements Peugeot Frères et de LISI
Vice-Présidente et Administratrice de Peugeot Invest
Activité professionnelle au cours des cinq dernières années : Administratrice d'Assurances Mutuelles de France
Administratrice de la Fondation PSA Peugeot Citroën
Administratrice Institut Diderot
Administratrice de Sicav Armène
Directrice générale déléguée d'Établissements Peugeot Frères
Directrice générale déléguée de Sapar
Vice-présidente du Conseil de surveillance et représentante permanente d'Établissements Peugeot Frères au Conseil de surveillance de Peugeot S.A.
Nombre d'actions de la société détenues : 5



Catherine Dupont Gatelmand

Date de naissance : 3 avril 1954
Formation : Doctorat de mathématiques appliquées de l'Université Paris Dauphine, INSEAD
Fonction exercée actuellement : Présidente de la société de conseil Haeremai
Administratrice de la société Poclain
Activité professionnelle au cours des cinq dernières années : Présidente de la société de conseil Haeremai
Administratrice de la société Poclain
Membre du Conseil d'Orientation Scientifique et Stratégique de l'Institut Vedecom (véhicule décarboné et communicant et de sa mobilité) en 2016-2017
Nombre d'actions de la société détenues : 50



Véronique Saubot

Date de naissance : 27 décembre 1964
Formation : ESCP Europe, INSEAD, IHEDN
Fonction exercée actuellement : Associée de Tykya
Activité professionnelle au cours des cinq dernières années : Présidente de Coronelli International-Tykya
Nombre d'actions de la société détenues : 5

Retrouvez l'intégralité du rapport sur le gouvernement d'entreprise →

Gouvernance

Facteurs de risques

Principaux facteurs de risques extra financiers

Le groupe Esso S.A.F. est exposé à certains facteurs de risques qui sont liés tant à l'exercice de ses activités de raffinage et de distribution des produits pétroliers qu'à l'environnement réglementaire, commercial et financier des marchés dans lesquels il opère. Dans le cadre de la DPEF (Déclaration de Performance Extra-Financière), le groupe Esso S.A.F. a réalisé une cartographie de ses risques financiers et extra-financiers. Pour cela, il s'est inspiré des bonnes pratiques du groupe ExxonMobil en matière de gestion des opérations et de contrôle interne, en particulier les systèmes CIMS (Controls Integrity Management System) et OIMS (Operations Integrity Management System). Des experts de chaque fonction (juridique, ventes, finance, affaires générales, protection des données personnelles, achats, environnement) ont contribué à la réalisation de cette cartographie à travers l'évaluation et la hiérarchisation de ces risques.

Ces risques peuvent principalement être classés selon les quatre macro-catégories suivantes, tout en reconnaissant que leurs conséquences peuvent être transversales :

- **Les risques opérationnels, environnementaux et industriels** résultent des dangers potentiels inhérents, d'une part, à l'opération de sites industriels répondant aux critères de la directive 2012/18/UE du 4 juillet 2012 dite « directive Seveso III » et, d'autre part, à la nature des produits traités (pétrole brut, produits raffinés, gaz, produits chimiques...).
- **Les risques réglementaires** résulteraient d'une non-conformité aux lois et règlements applicables qui serait de nature à exposer le groupe Esso S.A.F. à des sanctions civiles ou pénales et/ou à porter atteinte à sa réputation de manière durable auprès de ses clients, de ses fournisseurs ou des communautés environnantes.
- **Les risques sociaux et sociétaux** concernent les enjeux relatifs aux parties prenantes internes (telles que les salariés du groupe et des entreprises intervenantes) et externes (telles que les riverains de ses sites industriels ou ses clients/fournisseurs), et la façon dont leurs attentes sont prises en compte.
- **Les risques financiers** regroupent les risques de perte à la suite d'une opération financière (sur un actif financier) ou d'une opération économique ayant une incidence financière.

Les objectifs de développement durable

La gestion optimale de ces risques principaux permet au groupe Esso d'atteindre la performance attendue pour la mise en œuvre de sa stratégie. Le résultat des politiques qu'il applique et des actions qu'il mène en ce sens est traduit par ses indicateurs clés de performance. Le groupe Esso S.A.F., tout comme le groupe ExxonMobil, soutient activement les 17 objectifs de développement durable (Sustainable Development Goals) de l'ONU (Organisation des Nations Unies). Le double défi que le groupe doit relever au quotidien (produire et distribuer une énergie bon marché, pour soutenir la prospérité tout en réduisant les impacts sur l'environnement) l'amène à jouer un rôle particulièrement actif vis-à-vis de huit d'entre eux : 1 (pauvreté), 3 (santé et bien-être), 4 (éducation de qualité), 5 (égalité entre les genres), 7 (énergie propre et d'un coût abordable), 8 (travail décent et croissance économique), 12 (consommation et production responsables) et 13 (mesures relatives à la lutte contre le changement climatique).

Risques opérationnels, environnementaux et industriels

La performance du groupe Esso vis-à-vis de ces enjeux opérationnels, environnementaux et industriels est guidée plus particulièrement par la politique de protection de l'environnement. Adoptée par le groupe ExxonMobil, elle s'applique à tous les sites Esso en France, elle définit un cadre exigeant dont l'axe principal est la conformité réglementaire en matière environnementale.

Impact sur l'environnement



Impact potentiel

Le groupe Esso opère des sites industriels classés Seveso seuil haut. La nature de ses activités l'expose à des risques accidentels et chroniques d'atteinte des milieux (air, eau, sol).

Par son intensité énergétique et ses procédés, le raffinage de pétrole est également identifié comme un secteur ayant des émissions de GES importantes.

Politiques mises en œuvre par Esso et diligences raisonnables

Le groupe Esso se conforme aux réglementations de manière stricte, déploie les meilleures techniques disponibles conformément à la directive IED et utilise de manière continue des outils performants pour analyser ses risques environnementaux qu'il maîtrise au travers d'actions planifiées à court et moyen terme. Son exigence prioritaire d'intégrité des opérations le conduit à mesurer les paramètres environnementaux au même titre que les paramètres techniques de ses opérations. Le groupe Esso œuvre également pour limiter et réduire les émissions de gaz à effet de serre de ses installations et investit dans les technologies et l'innovation pour renforcer son efficacité énergétique. Ses deux raffineries sont certifiées ISO 50001.

Risque industriel



Impact potentiel

Les conséquences d'un accident industriel et/ou environnemental majeur, pourraient entraîner une atteinte des personnes et/ou des biens, ainsi qu'une interruption d'activité.

Politiques mises en œuvre par Esso et diligences raisonnables

La sécurité est une valeur fondamentale d'Esso. Elle est intégrée à tous les stades de l'activité courante et des projets futurs avec la mise en œuvre du système de management de la sécurité OIMS (qui remplit les exigences de la norme ISO 14001 dont l'équivalence est reconnue annuellement par la Lloyds). Le programme « Enhancing Process Safety » a pour vocation un niveau de maîtrise très élevé des barrières qui préviennent les accidents majeurs aussi bien que de celles qui en limitent les conséquences. La réponse aux situations d'urgence est anticipée, préparée et donne lieu à de fréquents exercices.

Risque Lié aux évènements météorologiques « hors norme »



Impact potentiel

Un évènement météorologique « hors norme » (ouragan, tornade, épisode « cévenol », etc.) pourrait entraîner une interruption majeure d'activité en cas de dommages aux infrastructures. Le bon fonctionnement des opérations pourrait être significativement altéré et ainsi impacter la performance du groupe. La fréquence et l'intensité de ces épisodes naturels pourrait augmenter sous l'effet du changement climatique

Politiques mises en œuvre par Esso et diligences raisonnables

Les phénomènes naturels exceptionnels sont anticipés dans les plans de réponse à l'urgence et les plans de continuité des activités. Une surveillance permanente des conditions météorologiques est mise en œuvre sur ses sites.

Rupture technologique



Impact potentiel

En cas de survenue brusque d'une technologie de remplacement des produits actuellement commercialisés par le groupe Esso, ou d'une substitution ou disparition d'usage de ces produits, l'outil de raffinage du groupe Esso risquerait de devenir inadapté.

Politiques mises en œuvre par Esso et diligences raisonnables

Le groupe Esso bénéficie de son intégration au sein du groupe ExxonMobil qui consacre de nombreux efforts à la recherche, à l'innovation et au développement technologique. Il déploie des partenariats avec des universités et a mis en place un programme de recherche avancée sur les biocarburants à base d'algues et sur la production de biodiesel. Par ailleurs, le groupe ExxonMobil a annoncé la création d'une nouvelle entité Low Carbon Solutions, en charge du développement et de la commercialisation à grande échelle de solutions d'ingénierie à faible émissions pour répondre à la demande des marchés (technologie de captage et stockage de carbone, biocarburants de dernière génération ou hydrogène).

Risques sociaux & sociétaux

La performance du groupe Esso vis-à-vis de ses enjeux sociaux et sociétaux est guidée par ses politiques :

- d'équité dans l'emploi, de communication ouverte, harcèlement, sécurité, santé au travail, environnement ;
- d'anti-corruption, activité politique, conflits d'intérêts, éthique des affaires.

Adoptées par le groupe ExxonMobil et en vigueur sur tous les sites Esso en France, elles apportent un cadre exigeant, une référence commune, connue et appliquée par tous.

Atteinte à l'intégrité et à la confidentialité des données



Impact potentiel

L'usage des technologies numériques, la détention d'informations sensibles et de données personnelles exposent le groupe Esso, comme la majorité des entreprises, à des risques concurrentiels ou des actes malveillants. Le non-respect de la réglementation sur la protection des données personnelles ou une cyberattaque porteraient significativement atteinte à sa réputation et à sa performance économique.

Politiques mises en œuvre par Esso et diligences raisonnables

Les risques informatiques sont évalués et gérés avec une extrême précaution proportionnelle aux enjeux. Le groupe Esso, en plus de ses infrastructures techniques, forme et sensibilise régulièrement tous ses collaborateurs à la cyber-sécurité. Le groupe s'assure également de la protection des données personnelles par une parfaite conformité à la réglementation et en dédiant à la coordination des actions un délégué à la protection des données personnelles.

Maintien des compétences et développement de carrière



Impact potentiel

Une gestion insuffisante des compétences et des carrières de ses salariés exposerait le groupe Esso à une perte ou une diminution des compétences globales dommageables pour l'activité du groupe et sa performance.

Politiques mises en œuvre par Esso et diligences raisonnables

Le groupe Esso met en œuvre un accompagnement des talents et un suivi de carrière adapté (avec un outil de gestion intégré), des comités de gestion et de développement de carrière, des formations et des moyens favorisant le développement professionnel des salariés et leur montée en compétence. Des discussions et des actions sont également engagées autour du transfert de compétences pour anticiper les départs et favoriser le tutorat.

Atteinte aux règles éthiques (fraude, corruption)



Impact potentiel

Des mesures insuffisantes de lutte contre la corruption, comme tout autre manquement à l'éthique, entraîneraient une atteinte grave à la notoriété du groupe et à sa réputation.

Politiques mises en œuvre par Esso et diligences raisonnables

Le système de contrôle interne et de gestion des risques du groupe repose sur des politiques dont l'objectif est de satisfaire aux plus hautes exigences en matière d'intégrité. Les salariés ainsi que les sous-traitants sont informés des valeurs éthiques du groupe. Des formations dédiées sont organisées et suivies par tous les salariés. Ces règles internes contribuent au respect de la loi sur la transparence, la lutte contre la corruption et la modernisation de la vie économique (dite loi « Sapin II »).

Acceptabilité et inclusion dans les territoires



Impact potentiel

Défiance vis-à-vis des sites SEVESO et besoin de transparence accrue. La communication peut être perçue comme insuffisante par les territoires en matière d'impact économique local, d'environnement et de risques industriels. Le groupe s'exposerait à une atteinte à son image, avec des répercussions possibles sur l'activité, le permis d'opérer et l'emploi.

Politiques mises en œuvre par Esso et diligences raisonnables

Esso place l'éthique et le dialogue au cœur de ses relations avec les communautés environnantes. Des enquêtes de perception autour des sites industriels sont réalisées, des réunions d'information avec les parties prenantes sont menées. Esso est attachée à réduire les impacts de ses opérations et a engagé une revue de ses procédures pour minimiser leurs conséquences potentielles sur les riverains. Des initiatives impliquant l'État, les collectivités, les industriels ont été mises en place. Il existe par ailleurs un processus d'apprentissage permanent face aux exigences réglementaires qui évoluent. Les actions citoyennes des salariés sont encouragées auprès des associations locales. Un dialogue de qualité est mené avec les acteurs locaux dans le cadre de la préparation à la réponse à l'urgence. L'ancrage territorial du groupe s'exprime également avec sa participation à l'activité économique (investissements, taxes, salaires, dividendes).

Santé et sécurité au travail



Impact potentiel

Le groupe Esso opère des sites industriels, notamment classés Seveso III. La nature de ses activités expose ses salariés, et entreprises sous-traitantes, à des risques professionnels pouvant porter atteinte à leur sécurité et/ou leur santé.

Dans un contexte d'intégration croissante des réseaux et des flux de biens et de personnes, la propagation d'une pandémie pourrait impacter l'entreprise dans la mesure où son personnel, ses sous-traitants seraient touchés ou confinés.

Le groupe Esso a intégré le risque pandémique dans ses plans de continuité d'activité. Ces plans sont conçus pour interagir de façon fluide avec les consignes qui seraient données par les autorités ou devraient être mis en œuvre dans l'objectif de limiter les impacts sur les opérations tout déployant les barrières destinées à limiter les risques de contamination.

Politiques mises en œuvre par Esso et diligences raisonnables

La sécurité, au-delà d'être une nécessité dans l'industrie pétrolière, est d'abord une valeur fondamentale du groupe. Ainsi, Esso s'appuie sur deux outils performants de gestion et de prévention des risques propres au groupe : le système de gestion de l'intégrité des opérations (OIMS) et le système de gestion de la sécurité (LPS).

Diversité, inclusion et égalité au travail



Impact potentiel

Avec près de 1 600 emplois directs, Esso s'expose à divers risques concernant les principes de diversité et d'inclusion ou de non-respect de l'égalité salariale.

Politiques mises en œuvre par Esso et diligences raisonnables

La politique d'Esso consiste à offrir une chance égale en matière d'emploi, dans le respect des lois et règlements en vigueur, aux salariés possédant les qualifications et compétences requises. Toute forme de discrimination est proscrite. De plus un accord de groupe a été signé sur l'égalité professionnelle, l'insertion et l'emploi des personnes en situation de handicap. De nombreuses initiatives sont déployées dans l'entreprise en faveur des femmes, de l'intégration des nouveaux employés et de la prise en considération du handicap.

Droits de l'Homme



Impact potentiel

Dans les activités du groupe, comme dans ses relations avec les fournisseurs en France ou à l'international, un manque de vigilance ou de respect des lois et réglementations pourrait porter directement atteinte aux droits des personnes.

Politiques mises en œuvre par Esso et diligences raisonnables

La Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948 et celle du pacte mondial de l'ONU sont les références du groupe en matière de droits de l'Homme. Réalisant la totalité de ses activités en France avec une grande majorité de sous-traitants nationaux, Esso peut gérer plus facilement ces questions. D'autre part, les achats sont encadrés par des conditions générales rigoureuses en la matière et leurs pratiques sont régulièrement auditées.

Évasion fiscale

Impact potentiel

En ne se conformant pas strictement aux lois en vigueur ou en s’affranchissant des standards d’éthique qui sont les siens, le groupe s’exposerait à des sanctions et à une dégradation de son image.

Politiques mises en œuvre par Esso et diligences raisonnables

Enregistrés en France, Esso S.A.F. et ses filiales s’acquittent de l’intégralité de leurs impôts en France. Le groupe estime qu’une réputation bien établie est un actif inestimable de la société et sa culture prône le strict respect des lois et règlements en vigueur.

Dialogue social



Impact potentiel

La pérennité des activités de la société repose en grande partie sur ses salariés. Une dégradation du dialogue social entraverait l’activité de l’ensemble du groupe.

Politiques mises en œuvre par Esso et diligences raisonnables

Esso privilégie un dialogue social ouvert, constructif et responsable pour accompagner la transformation de l’entreprise. Les organisations syndicales représentatives et la direction se rencontrent très régulièrement pour discuter en réunion de négociation et en CSE (Comité Social et Économique) d’Établissement ou Central. Grâce à des outils de questions/ réponses basés sur une plateforme collaborative, les représentants du personnel peuvent poser des questions facilement et d’obtenir des réponses de la direction sans passer par le formalisme des réunions d’instances. De plus les différents niveaux de supervision sont sensibilisés aux enjeux du dialogue social.

Attirer et fidéliser les nouveaux talents



Impact potentiel

Les activités de la société s’appuient sur les compétences, le savoir-faire et l’expertise de ses salariés. Le risque consisterait à ne pas être en mesure d’attirer les meilleurs profils en termes de connaissances et de potentiel. Le risque serait aussi de ne pas former et de ne pas faire monter en compétence efficacement l’ensemble des salariés. La société rencontrerait alors des difficultés à fidéliser ses salariés. Elle devrait ainsi faire face à une baisse de son niveau global d’expertise susceptible de fragiliser sa compétitivité.

Politiques mises en œuvre par Esso et diligences raisonnables

La réponse à ce risque est un plan de développement pour chacun des salariés qui s’appuie sur l’identification des compétences et des talents, la formation et l’accompagnement par le management dans un contexte de changement et d’évolution continu

Engagement des salariés



Impact potentiel

L’engagement des salariés est un facteur clef dans la réussite de la société. Après une période de réorganisation et de plan de sauvegarde de l’emploi, le risque serait de faire face à une inertie dans l’organisation, à moins de créativité, à une résistance au changement ou encore à un risque d’attrition plus fort.

Politiques mises en œuvre par Esso et diligences raisonnables

La société met en place un plan d’engagement afin de donner à ses salariés des perspectives relatives à ses orientations pour l’avenir. Le but de ce plan est aussi de fédérer les énergies de chacun pour le bien de tous et pour le futur de l’entreprise.

Risques réglementaires

La performance du groupe Esso vis-à-vis de ses enjeux réglementaires est guidée par ses deux politiques : sécurité des produits ; relations clientèles et qualité des produits. Adoptées par tout le groupe ExxonMobil et en vigueur sur tous les sites Esso en France, elles apportent un cadre exigeant dont l’axe principal est la conformité réglementaire et la qualité.

Évolution réglementaire de la politique énergétique et du changement climatique



Impact potentiel

La compétitivité des activités du groupe Esso pourrait être affectée par une accélération de la législation et de la réglementation européenne, ou française, dans le cadre des politiques énergétiques et de la transition vers des carburants moins carbonés.

Politiques mises en œuvre par Esso et diligences raisonnables

Engagé dans l’accompagnement de la transition, Esso étudie de façon approfondie l’évolution de la demande en énergie et en produits issus de ses activités (matières premières pour la chimie, bitumes et lubrifiants) ainsi que la capacité d’adaptation de son outil industriel vers des carburants liquides et des procédés moins carbonés. Esso s’implique activement dans un dialogue constructif pour parvenir à atteindre l’ambition de neutralité carbone à l’horizon 2050 et continue à plaider pour des solutions fiables et économiquement abordables permettant de faire face au changement climatique

Sécurité produits



Impact potentiel

La non-conformité d’un produit (liée à ses spécifications d’entrée) ou l’absence d’informations sur sa fiche de données sécurité seraient susceptibles d’impacter la sécurité du transport ou la santé de l’utilisateur final.

Politiques mises en œuvre par Esso et diligences raisonnables

Le groupe s’engage à assurer la fiabilité de ses produits : en respectant la réglementation européenne REACH (enregistrement, évaluation, autorisation des produits chimiques) relative aux substances chimiques et en gérant proactivement ses fiches de données sécurité associées. Le groupe a pour cela mis en place des équipes de spécialistes dans chaque activité concernée, notamment sur ses sites industriels.

Risques financiers

Risque de marché

Impact potentiel

Le groupe est exposé aux fluctuations des cours du pétrole brut et des produits pétroliers cotés sur les marchés internationaux. Ces fluctuations sont dictées par l'évolution de l'offre et de la demande des marchés, qui peuvent être affectés par de nombreux facteurs (environnement économique, situation géopolitique et conflits, météorologie, pandémies etc.). Les variations de prix des produits pétroliers, affectent directement, à la hausse comme à la baisse la valeur des stocks évalués selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti). Ces variations ont un impact important sur les résultats et la structure du bilan comptable du groupe.

Les mutations structurelles des marchés de produits pétroliers liées à la transition énergétique vont peser sur la demande en produits raffinés en Europe dans un contexte de surcapacité de production chronique. Ce déséquilibre structurel va directionnellement peser sur les marges de raffinage dans un environnement de volatilité accrue découlant de l'instabilité géopolitique.

Politiques mises en œuvre par Esso et diligences raisonnables

Esso S.A.F. réalise ses transactions d'achat et de vente à des conditions de marché suivant les besoins opérationnels de ses raffineries et de l'optimisation de la gestion de sa production et de ses stocks. Le groupe Esso S.A.F. n'intervient pas sur les marchés à terme du pétrole brut et des produits pétroliers ni n'utilise de produit dérivé dans ce domaine. Les contrats d'approvisionnement passés par Esso S.A.F. ne sont pas des contrats optionnels. Plus de détails sont disponibles dans le rapport financier annuel (Note 9.1.2).

Risque de crédit

Impact potentiel

Le risque de crédit est le risque de défaut d'un client face au règlement de ses créances ou d'un fournisseur face à ses engagements contractuels.

Politiques mises en œuvre par Esso et diligences raisonnables

Le groupe est mécaniquement exposé au risque de crédit clients dans le cadre de ses activités opérationnelles. Il couvre sélectivement une partie de ses encours clients, hors groupe ExxonMobil, par des garanties auprès de tiers ou bancaires. Plus de détails sont disponibles dans le rapport financier annuel (Note 9.1.4). KPI : en 2021, les pertes de crédit clients du groupe consolidé Esso S.A.F. s'élèvent à 79 milliers d'euros, non significatives par rapport au chiffre d'affaires hors taxe.

Risque de liquidités

Impact potentiel

Le risque de liquidité se rapporte à une situation dans laquelle la société manquerait de liquidités disponibles pour faire face à ses engagements immédiats.

Politiques mises en œuvre par Esso et diligences raisonnables

Le groupe Esso S.A.F. privilégie les financements à court terme et à taux variable. Il renégocie auprès des sociétés financières du groupe ExxonMobil ou des banques ses besoins en lignes de crédit définies en fonction de plans de financement annuels et de l'évolution prévisible de son besoin en fonds de roulement. Plus de détails sont disponibles dans le rapport financier annuel (Note 9.1.5).

Risques relatifs aux variations de taux de change et de taux d'intérêt

Impact potentiel

Le groupe Esso S.A.F. est exposé au risque de change entre le dollar et l'euro, principalement dans le cadre de ses achats de pétrole brut et d'exportations de produits raffinés dont les ventes sont généralement libellées en dollars et au risque de taux d'intérêt pour ses placements et emprunts à taux variable.

Politiques mises en œuvre par Esso et diligences raisonnables

Le groupe ne fait pas appel à des instruments financiers de couverture, mais s'efforce, d'une part, d'amortir les variations de cours de change en étalant ses achats de dollars dans le temps et, d'autre part, de répercuter le plus rapidement possible, à la hausse comme à la baisse, les impacts des fluctuations de change dans sa structure de prix. En particulier, les transactions en dollars avec le groupe ExxonMobil sont regroupées dans un compte de compensation qui est l'objet d'un règlement mensuel pour lequel les achats de dollars sont étalés sur le mois suivant. Les emprunts et placements sont pour l'essentiel contractés vis-à-vis de sociétés du groupe ExxonMobil. Les marges de crédit appliquées au taux offert à Esso S.A.F. et ses filiales par le groupe ExxonMobil sont revues périodiquement en fonction des conditions de marché applicables à des sociétés ayant une structure de bilan comparable à celle d'Esso S.A.F. Le groupe n'utilise pas d'instruments de couverture de taux d'intérêt.

Gouvernance

Éthique & principes de contrôle

Organisation générale

Les **principes de contrôle** permettant de gérer les risques auxquels est exposé le groupe Esso S.A.F. reposent sur plusieurs éléments fondamentaux : des politiques de conduite des affaires, des standards de contrôle, un système de pouvoirs délégués, un système de management et de contrôle déclinant l'application des standards et enfin des évaluations internes périodiques de l'efficacité et de la pertinence des contrôles en place.

La responsabilité d'assurer le bon fonctionnement du groupe, à travers le respect des politiques, standards et procédures prescrites par la Direction Générale, repose sur la hiérarchie à tous les échelons.

Les **politiques de conduite des affaires** énoncent les valeurs du groupe Esso S.A.F. en matière d'éthique des affaires, de conflits d'intérêts comme en matière de sécurité des personnes et des biens ou encore de protection de l'environnement.

Les règles de la société sont d'adhérer aux valeurs éthiques les plus élevées et d'être en conformité avec l'ensemble des lois (notamment celles concernant le respect de la concurrence et la lutte contre la corruption). La société attend de ses employés qu'ils respectent les valeurs d'honnêteté, d'intégrité et de strict respect des lois. Des formations fréquentes du personnel et des vérifications régulières des activités du groupe sont effectuées pour assurer leur conformité avec ces principes.

Un dispositif d'alerte professionnelle permet de recueillir de manière confidentielle des signalements émis par les membres du personnel ou par les collaborateurs des entreprises sous-traitantes concernant des malversations potentielles dans la conduite des affaires (y compris des cas de corruption) ainsi que dans les domaines comptables ou financiers.

Les **standards de contrôle** adoptés par la société et nécessaires à son bon fonctionnement sont répertoriés au sein d'un manuel compilant également les standards en matière de contrôle des informations comptables, financières et de gestion. Ce manuel est mis à la disposition de l'ensemble du personnel.

Un **système de délégation des pouvoirs internes** a été défini pour l'ensemble des salariés de l'entreprise, en fonction de leur activité et du type de transaction concernée (organisation, budget, contrats d'achat ou de vente, paiements, passage en pertes/dévaluation d'actifs, transactions clients, litiges et réclamations, diffusion d'informations aux tiers). Des pouvoirs bancaires et externes sont également en place.

Ces politiques, standards de contrôle et délégations de pouvoirs sont mis en œuvre à travers un **système de management et de contrôle** (CIMS – Controls Integrity Management System), appliqué dans toutes les sociétés du groupe ExxonMobil et en ligne avec la norme américaine de contrôle interne préconisée par le COSO (Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission). CIMS fournit à l'ensemble des salariés de la société une référence commune pour l'application effective du système de contrôle et des règles du groupe. Il intègre une méthode d'évaluation des risques inhérents aux différentes activités de l'entreprise et aux différents aspects de ses activités que ce soit au niveau des opérations des sites industriels, de la qualité des produits, de la protection industrielle ou encore de la gestion de projets.

Ce système se décompose en sept éléments autour desquels est organisée la gestion contrôlée de la société :

- implication, engagement et responsabilité de la hiérarchie,
- évaluation et gestion du risque,
- développement, gestion et amélioration des processus opérationnels,
- gestion du personnel et formation,
- gestion du changement,
- identification et résolution des faiblesses de contrôle,
- évaluation du système de contrôle.

Le système de contrôle interne et de gestion des risques en place au sein de la société s'applique également dans les autres sociétés du groupe ExxonMobil auprès desquelles plusieurs activités sont sous-traitées (centres de services, centres de coordination, agent commercial). Sont notamment centralisés dans des centres de services partagés le paiement des fournisseurs, la tenue des comptes clients et la comptabilité générale.

De la même façon, ce système de contrôle est appliqué au sein des filiales de la société en France ainsi qu'au sein des entités dans lesquelles la société détient une participation dès lors qu'elle a la charge de les opérer.

Les aspects financiers représentent une partie centrale de l'activité de contrôle interne. À ce titre, les standards en matière de contrôles financiers couvrent les domaines suivants :

- comptabilité financière,
- comptes bancaires,
- paiements,
- comptabilité matière,
- facturation et encaissements,
- crédit et recouvrement des créances,
- immobilisations,
- paye et avantages sociaux.

Des procédures internes spécifiques reprennent de manière plus détaillée l'application de l'ensemble des standards de contrôle applicables à chaque processus opérationnel ou de gestion. Une dimension essentielle de ces standards est l'analyse de risque et l'élaboration de mesures de contrôle proportionnées aux risques encourus.

Les procédures budgétaires applicables au sein du groupe couvrent l'établissement des propositions de budgets d'investissement, l'approbation des investissements et des dépenses non-capitalisables associées, l'examen et le suivi de l'état d'avancement des dépenses par rapport au budget approuvé. Ces procédures budgétaires couvrent également la clôture des lignes budgétaires dans un délai approprié ainsi que l'annulation des lignes budgétaires non utilisées.

Les exigences de base pour l'établissement de contrôles efficaces en matière de sécurité informatique (en particulier la Cyber-sécurité) sont répertoriées dans des instructions à disposition de l'ensemble des fonctions de l'entreprise. Leur objectif est de garantir que toute l'information, tous les logiciels et équipements de l'entreprise sont correctement protégés et disponibles. Les principes de gestion des accès aux systèmes d'information, couvrant l'intégralité des systèmes, permettent d'une part de garantir la ségrégation des tâches dans tous les processus où celle-ci est nécessaire, et d'autre part de prévenir tout accès non autorisé aux informations stockées par la société. En outre, des procédures précises encadrent la collecte et la durée de conservation des informations personnelles dans le strict respect de la législation.

Les rôles et responsabilités en matière de gestion du risque client, l'utilisation du crédit, les règles en matière d'évaluation du risque, détermination de crédit-limite, suivi des en-cours, facturation, termes de paiement, collecte des fonds, créances douteuses... sont détaillés pour chaque ligne de vente concernée.

Dans le domaine des achats, un ensemble de procédures couvre l'ensemble du processus depuis la demande d'achat émise par un utilisateur jusqu'au paiement du fournisseur. Ces procédures s'étendent également à la réconciliation des comptes fournisseurs et des comptes de provisions pour factures à payer. Des instructions relatives à l'approvisionnement et la gestion des stocks de pièces détachées, pour les magasins des raffineries, notamment, viennent compléter ces procédures.

Les organisations opérationnelles disposent de règles et procédures détaillées à appliquer en matière de comptage de produits et de comptabilité matière.

D'autres systèmes de management similaires couvrent la gestion des risques dans le domaine des opérations, de la qualité des produits, de la protection industrielle ou encore de la gestion de projets. En particulier, afin de gérer les risques et de prévenir tous les types d'incidents, le système OIMS (Operations Integrity Management System) de gestion de l'intégrité des opérations permet à la société de respecter les normes opérationnelles les plus sévères sur le plan de la sécurité, de la santé et de la protection de l'environnement.

Analyse des risques, mesures de contrôle et procédures adaptées

En application du système CIMS évoqué précédemment, des catalogues de mesures de contrôle ont été développés par les différentes fonctions de l'entreprise et les différentes organisations de services partagés du groupe ExxonMobil utilisées par le groupe Esso S.A.F. pour couvrir les risques associés à celles de leurs activités qui présentent des risques financiers ou opérationnels significatifs.

Ces catalogues décrivent les scénarios de risques identifiés et les mesures de contrôle associées pour couvrir ces risques en ligne avec les standards de contrôle adoptés par la société. Ils définissent également les responsabilités de mise en place et d'exécution de ces mesures de contrôle au sein des procédures opérationnelles.

Au niveau du groupe Esso S.A.F., une cartographie des risques financiers et extra-financiers a été développée par les différentes fonctions de la société et est revue périodiquement.

Le cadre général des principes comptables, la charte des comptes à utiliser et les procédures comptables à suivre sont documentés ainsi que les rôles et responsabilités et procédures de réconciliation des comptes. Chacun des comptes de bilan a un "propriétaire" (un poste de l'organisation, non nécessairement au sein de la Direction du Contrôle Financier) qui a la responsabilité d'établir, puis de tenir à jour, un document de synthèse indiquant le fonctionnement du compte, la méthode et la périodicité de réconciliation.

La situation des réconciliations de comptes est l'objet d'un rapport périodique au directeur du Contrôle Financier (ou Controller) et d'une vérification indépendante annuelle.

Le Controller a la responsabilité principale de la mise en place et du fonctionnement du système de collecte et de remontée de l'information financière. Des instructions sont fournies à l'ensemble des directions opérationnelles pour garantir la qualité des informations financières remontées.

Ces instructions portent entre autres sur le respect du planning de clôture comptable établi par la Direction du Contrôle Financier afin de permettre la prise en compte en temps et en heure de tous les événements significatifs et sur la revue périodique des différentes provisions.

Les informations financières périodiques sont issues directement des livres comptables sur la base des transactions comptabilisées par les systèmes opérationnels et des saisies effectuées dans les livres par les différentes fonctions de l'entreprise, dont les provisions. L'analyse détaillée des résultats financiers (sociaux et consolidés), est coordonnée par la Direction du Contrôle Financier avec l'assistance d'organisations dédiées aux analyses de résultats sous un angle plus opérationnel. Cette approche constitue un moyen de contrôle supplémentaire et contribue à la qualité des données issues d'une base financière unique de référence.

Différents états et rapports sont à disposition pour synthétiser les informations nécessaires à la conduite des affaires et à la prise de décision par la Direction Générale et les différentes directions. L'information ainsi remontée concerne la performance opérationnelle, l'analyse financière des résultats, les incidents en matière de sécurité des biens et des personnes ou liés à l'environnement, ou encore éventuellement les fraudes.

Le groupe Esso S.A.F. a depuis très longtemps pris l'engagement de conduire ses affaires dans le respect des standards d'éthique les plus élevés. Cette exigence passe par la conformité aux lois de lutte contre la corruption en place en France (en particulier la loi sur la transparence, la lutte contre la corruption et la modernisation de la vie économique, dite « Sapin 2 ») et dans tous les pays avec lesquels la société a des courants d'affaires. À cet effet la cartographie des risques de corruption est périodiquement mise à jour pour tenir compte des évolutions des activités. La méthodologie utilisée couvre l'évaluation et la hiérarchisation des risques bruts et le niveau de vulnérabilité résiduel de l'entreprise une fois prises en compte les mesures de contrôles mises en place pour réduire ces risques.

Suivi et évaluation du système de contrôle

L'évaluation de l'efficacité des contrôles en place repose sur des audits internes et externes couvrant l'ensemble des activités et s'appuyant sur les exigences de la loi fédérale des États-Unis, dite « Sarbanes-Oxley ». S'ajoutent à ces audits un processus d'auto-évaluation périodique conduit par l'ensemble des directions de la société ainsi que des contrôles spécifiques de validation et d'analyse des flux de données financières coordonnés par la Direction du Contrôle Financier. Plus précisément, la Direction de la société est responsable du suivi de l'efficacité du système de contrôle et s'appuie en particulier sur les équipes d'audit interne. Ces équipes établissent un plan d'audit pluriannuel couvrant sur un cycle d'environ trois ans toutes les activités opérationnelles et financières de l'entreprise.

L'audit interne fournit une appréciation indépendante du degré de conformité avec les politiques, standards et procédures de la société. Cette mission s'étend également aux filiales ainsi qu'aux participations significatives du groupe Esso S.A.F. (dans le cadre d'audits interprofessionnels réalisés en commun par les équipes d'audit des sociétés pétrolières participantes).

L'indépendance organique de l'audit interne au sein du groupe Exxon Mobil permet de garantir son objectivité dans le choix des activités à auditer ou dans l'évaluation du système de contrôle en place. Les auditeurs ont accès à toute opération, tout document, tout bien qu'ils considèrent d'importance ou toute personne qu'ils jugent nécessaire d'interroger pour conduire leur mission. Les directions de l'entreprise ont ensuite l'obligation de prendre en considération l'ensemble des observations de l'audit interne en prenant les actions appropriées dans des délais convenus en fonction des risques à couvrir et des contraintes de mise en œuvre.

Les audits internes menés en 2021 ont couvert les activités de raffinage, les opérations de support logistiques lubrifiants, les services de gestion des mouvements de produits pétroliers, les fonctions en charge de la gestion du crédit, des applications informatiques financières, des services de gestion immobilière, et de remédiation environnementale. La conduite de ces activités a été jugée par l'Audit interne satisfaisante d'un point de vue contrôle et gestion des risques.

En parallèle, des spécialistes du contrôle interne fournissent de façon continue, formation et conseils sur la mise en œuvre des politiques de l'entreprise et les standards de contrôle. Ce support est apporté soit de manière centralisée au sein de la Direction du Contrôle Financier, soit de manière décentralisée au sein de chaque fonction de l'entreprise tout au long de la chaîne de valeur ou dans les fonctions de support. Les spécialistes aident également la direction de ces fonctions à évaluer périodiquement et sélectivement la bonne application des procédures et des contrôles en ligne par les différents niveaux de hiérarchie. En général, cette auto-évaluation a lieu entre les missions de contrôle indépendant conduites par l'audit interne.

Chaque dirigeant de l'entreprise doit chaque année, dans le cadre du processus annuel de clôture et de publication des comptes, certifier qu'à sa connaissance, les activités dont il est responsable ont été exécutées dans le respect des politiques et standards de l'entreprise et ont été correctement reflétées dans les livres comptables. Cette certification reprend explicitement un certain nombre de points clés du système de contrôle en place tel qu'évoqué ci-dessus. Elle doit identifier les éventuelles déviations aux standards de l'entreprise.

Enfin, les politiques de l'entreprise en matière de conduite des affaires sont rappelées annuellement à l'ensemble du personnel. Une revue de pratique des affaires, au cours de laquelle la totalité des salariés, à tous les niveaux, se voient rappeler dans le détail l'ensemble des politiques en matière de conduite des affaires, se déroule tous les quatre ans par groupes de petite taille. Cette revue quadriennale, au même titre que la certification annuelle, permet à chacun d'obtenir toute clarification qu'il jugerait nécessaire auprès de sa hiérarchie, de la Direction du Contrôle Financier ou de la Direction Juridique. Une revue de pratique des affaires couvrant l'ensemble des employés du groupe a été complétée entre le second semestre 2020 et le premier semestre 2021.



Esso S.A.F.
Rapport annuel 2021



Données financières

- En synthèse
- [Retrouvez l'intégralité du rapport financier annuel Esso 2021 →](#)

Le Conseil d'administration qui s'est réuni le 23 mars 2022 a arrêté les comptes du groupe Esso S.A.F. de l'exercice 2021

- Résultat opérationnel ajusté positif de 184 M€
- Ventes sur le marché intérieur en hausse de 7 %
- Résultat net du groupe positif de 573 M€ incluant des effets stocks positifs de 448 M€
 - Hors effets stocks et autres éléments d'ajustement, le résultat opérationnel ajusté de l'exercice est un gain de 184 M€ (contre une perte de 221 M€ en 2020). Il reflète d'une part la bonne performance du groupe au second semestre dans un contexte de reprise économique et d'amélioration des marges de raffinage et d'autre part sa très bonne résilience au cours du premier semestre dans un marché très fortement impacté par la pandémie de Covid-19.
 - Le groupe Esso S.A.F. est pleinement engagé à fournir l'énergie et les produits essentiels à la croissance de notre économie, tout en réduisant son impact sur l'environnement. Il poursuit ainsi son adaptation aux mutations des marchés sur lesquels il opère. Limités pendant la pandémie, les investissements du groupe reprennent progressivement. Dans ce contexte de transformation profonde des modes de consommation de l'énergie, le groupe maintiendra ses efforts pour optimiser ses actifs industriels et sauvegarder sa compétitivité. Pour cela, des conditions économiques, fiscales et réglementaires favorables et prévisibles sont essentielles.

Comptes consolidés du groupe

Chiffres clés 2021

15,3 Milliards €

Chiffre d'affaires

31 Millions €

Total des investissements

383 Millions €

Position financière nette

448 Millions €

Effets stocks positifs

573 Millions €

Résultat net

184 Millions €

Résultat opérationnel ajusté



Crédits photo : © Christophe Delacroix © Robert Seale
© Sipa Presse © Chris New, SJR © Rich Crowder/SJR
© Royalty free © Lucas Martinez

Ce rapport annuel a été édité par la direction des affaires générales d'Esso S.A.F.

ESSO S.A.F.

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

MAZARS

GRANT THORNTON

GRANT THORNTON

SIEGE SOCIAL : 29, RUE DU PONT – 92200 NEUILLY-SUR-SEINE

SAS D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

INSCRITE AU TABLEAU DE L'ORDRE DE LA REGION PARIS ILE FRANCE ET MEMBRE DE LA COMPAGNIE
REGIONALE DE VERSAILLES ET DU CENTRE

CAPITAL DE 2 297 184 € - 632 013 843 RCS NANTERRE

MAZARS

SIEGE SOCIAL : 61, RUE HENRI REGNAULT - 92075 PARIS LA DÉFENSE CEDEX

TEL : +33 (0) 1 49 97 60 00 - FAX : +33 (0) 1 49 97 60 01

SOCIETE ANONYME D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES A DIRECTOIRE ET
CONSEIL DE SURVEILLANCE - SOCIETE INSCRITE SUR LA LISTE NATIONALE DES COMMISSAIRES AUX
COMPTES, RATTACHEE A LA CRCC DE VERSAILLES ET DU CENTRE

CAPITAL DE 8 320 000 EUROS - RCS NANTERRE 784 824 153

ESSO S.A.F.

Société anonyme au capital de 98 337 521,70 €

Siège social : 20 rue Paul Hérault

92 000 Nanterre

R.C.S : Nanterre 542 010 053

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

MAZARS

GRANT THORNTON

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

À l'Assemblée Générale de la société ESSO S.A.F.

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ESSO S.A.F. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Existence et évaluation des stocks de produits pétroliers

(Notes 1.4 et 4.6 de l'annexe aux comptes annuels)

Point clé de l'audit

Les stocks de pétrole brut et de produits pétroliers s'élèvent à 1 469 millions d'euros en valeur nette au 31 décembre 2021. Les produits pétroliers détenus par la société sont stockés sous douane dans les raffineries de la filiale Esso Raffinage et dans des lieux de stockages opérés par Esso ou par des tiers.

Les stocks de pétrole brut et de produits pétroliers sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti (FIFO). Les stocks de pétrole brut sont valorisés à leur coût d'achat y compris les frais de transport.

Les stocks de produits pétroliers issus du raffinage sont valorisés par ventilation du coût global de production entre les différents produits en fonction de leur valeur de marché. Les coûts de production comprennent la valeur des pétroles bruts mis en œuvre, les charges directes et indirectes de production y compris l'amortissement des biens concourant à la production, mais exclusion faite de tous les frais financiers.

Nous avons considéré l'existence des stocks de produits pétroliers comme un point clé de l'audit du fait du caractère significatif de leur montant dans les comptes annuels et de leur localisation dans des lieux de stockage opérés dans certains cas par des tiers. Nous avons également considéré la valorisation à la clôture des stocks de produits pétroliers comme un point clé de notre audit.

Réponses apportées lors de notre audit

(i) Concernant l'existence des stocks de produits pétroliers :

Le groupe a mis en place un système d'inventaire permanent pour le suivi de ces stocks. Après prise de connaissance, afin d'évaluer ce système :

- Nous avons analysé les procédures d'inventaire physique, réalisé des entretiens avec les opérationnels et identifié les contrôles pertinents mis en place par la société pour prévenir les risques d'anomalies significatives ;

- Nous avons assisté à plusieurs inventaires physiques réalisés par la société dans les deux raffineries du groupe, ceci afin de tester l'efficacité des procédures d'inventaires physiques ;
- Nous avons rapproché les résultats des inventaires physiques ci-dessus avec les données de l'inventaire permanent.

(ii) Concernant la valorisation des stocks de produits pétroliers :

- Pour les stocks de pétrole brut et produits pétroliers achetés, nous avons pris connaissance du processus d'achat, depuis la commande, jusqu'à la réception des produits et l'enregistrement comptable des achats. Nous avons procédé à une évaluation des contrôles pertinents portant sur ce processus et nous avons réalisé des tests. Nous nous sommes assurés de la mise en œuvre de la méthode du premier entré, premier sorti (FIFO) ;
- Pour les stocks de produits issus du raffinage, nous avons pris connaissance de la procédure de valorisation, procédé à des tests et nous nous sommes assurés de la mise en œuvre de la méthode du premier entré, premier sorti (FIFO).

Évaluation des titres de participation

(Notes 1.3, 4.5 et 4.9 de l'annexe aux comptes annuels)

Point clé de l'audit

Au 31 décembre 2021, les titres de participation sont inscrits au bilan pour une valeur nette comptable de 145 millions d'euros. Ils sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût d'acquisition hors frais accessoires, après réévaluations légales le cas échéant.

Lorsque la valeur d'utilité des titres est inférieure à leur valeur nette comptable, une dépréciation est constituée du montant de la différence. Comme indiqué dans la note 1.3 de l'annexe aux comptes annuels, la valeur d'utilité est déterminée en fonction d'une analyse multicritère tenant compte notamment de la quote-part des capitaux propres de la filiale, des perspectives de rentabilité de la participation détenue et de données de marché observées.

L'estimation de la valeur d'utilité de ces titres requiert l'exercice du jugement de la direction, nous avons ainsi considéré l'évaluation de la valeur d'utilité des titres de participation comme un point clé de notre audit.

Réponses apportées lors de notre audit

Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des valeurs d'utilité des titres de participation, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté principalement à :

- Pour les évaluations reposant sur des quotes-parts de situation nette réévaluées des engagements de retraite, vérifier que les informations comptables concordent avec les comptes des entités et les engagements hors bilan intégrés dans la valorisation ;

- Pour les évaluations reposant sur des données de marché observées, corroborer les données avec des éléments sources externes ;
- Pour les évaluations reposant sur des éléments prévisionnels :
 - Prendre connaissance de la méthode d'évaluation retenue par la direction ;
 - S'assurer de l'intégrité du modèle utilisé ;
 - Réaliser avec la direction des entretiens pour identifier les principales estimations, jugements et hypothèses utilisés dans le modèle et obtenir des explications les supportant ;
 - Corroborer les données clés du modèle avec des éléments sources internes ;
 - Analyser les méthodologies de détermination ou la documentation supportant les paramètres utilisés – taux d'actualisation et taux de croissance à l'infini – comparer ces paramètres avec des données de marché ou des sources externes et recalculer ces taux avec nos propres sources de données.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4, L.22-10-10 et L.22-10-9 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 22-10-9 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes annuels inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du Commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du président-directeur général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Désignation des Commissaires aux comptes

Nous avons été nommés Commissaires aux comptes de la société ESSO S.A.F. par votre Assemblée Générale du 12 juin 2001 pour le cabinet Grant Thornton et du 14 juin 2007 pour le cabinet Mazars.

Au 31 décembre 2021, le cabinet Grant Thornton était dans la 21ème année de sa mission sans interruption et le cabinet Mazars dans la 15ème année.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Courbevoie et à Neuilly-sur-Seine, le 15 avril 2022

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS



JEAN-LOUIS SIMON

GRANT THORNTON

ALEXANDRE MIKHAIL

Bilan au 31 décembre 2021

(milliers d'euros)

ACTIF	2021			2020	
	Montants bruts	Amortissements et provisions	Montants nets	Montants nets	
Immobilisations incorporelles					ACTIF IMMOBILISE
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	46 790	37 666	9 124	10 019	
Fonds commercial	-	-	-	-	
Autres immobilisations incorporelles	36		36	39	
Immobilisations corporelles					
Terrains	7 724	488	7 236	8 997	
Constructions	24 622	17 401	7 221	8 010	
Installations techniques, matériel et outillage industriels	53 495	29 551	23 944	24 124	
Autres immobilisations corporelles	22 498	13 159	9 339	10 944	
Immobilisations corporelles en cours	1 702		1 702	1 076	
Avances et acomptes					
Immobilisations financières					
Participations	176 283	31 219	145 064	45 063	
Créances rattachées aux participations	-		-	-	
Prêts	-		-	-	
Autres immobilisations financières	-		-	-	
Total I	333 150	129 484	203 666	108 272	
Stocks et en-cours					ACTIF CIRCULANT
Matières premières et autres approvisionnements	746 911	41 428	705 483	500 843	
En-cours de production - produits finis	810 125	46 453	763 672	466 593	
Créances					
Créances clients et comptes rattachés	728 091	15	728 076	515 030	
Autres	495 833		495 833	88 486	
Disponibilités	2 210		2 210	303	
Charges constatées d'avance	-		-	3 675	COMPTES DE REGULARISATI
Total II	2 783 170	87 896	2 695 274	1 574 930	
Charges à répartir					
Primes remboursement des obligations					
Ecart de conversion actif	-		-	1 112	
Total général	3 116 320	217 380	2 898 940	1 684 314	

(milliers d'euros)

	PASSIF	2021	2020
CAPITAUX PROPRES	Capital Social entièrement versé	98 338	98 338
	Prime d'émission et fusion	10 117	10 117
	Ecart de réévaluation 1976	8 818	10 233
	Réserves		
	Réserve légale	9 834	9 834
	Réserves réglementées		
	Réserve générale	-	623 249
	Report à nouveau	(7 041)	4 128
	Résultat de l'exercice	546 007	(634 418)
	Subventions d'investissements		
	Provisions réglementées		
	Amortissements dérogatoires	22 688	22 102
	Provisions pour hausse des prix	51 226	-
	Autres	195	195
	Total I	740 182	143 778
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques		
	Provisions pour perte de change		
	Autres	3 869	5 441
	Provisions pour charges		
	Pensions et obligations similaires	168 717	183 778
	Autres	120 000	96 345
	Total II	292 586	285 564
DETTES	Emprunts obligataires non convertibles		
	Emprunts, dettes auprès des établissements de crédit	167	-
	Emprunts et dettes financières divers	21 184	127 535
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 454 529	761 991
	Dettes fiscales et sociales	330 559	251 315
	Autres dettes	59 505	114 069
COMPTES DE REGULARISATION			
	Produits constatés d'avance	62	62
	Total III	1 866 006	1 254 972
	Ecart de conversion passif	166	-
	Total général	2 898 940	1 684 314

Compte de résultat de l'exercice 2021

(milliers d'euros)

	2021	2020
Produits d'exploitation		
Production vendue - produits pétroliers et services	14 923 260	10 092 027
Montant net du chiffre d'affaires	14 923 260	10 092 027
(dont à l'exportation = 1 654 820 milliers d'euros)		
Production stockée/ (déstockée) - produits pétroliers	343 532	(133 011)
Solde net des échanges inter-confrères - produits pétroliers	(9 887)	2 733
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	22	
Reprises sur provisions et amortissements, transferts de charges	26 811	51 514
Autres produits	98 041	122 362
Total	15 381 779	10 135 625
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	11 572 444	7 276 917
Variation de stock	(245 956)	185 982
Autres achats et charges externes	949 509	1 013 822
Impôts, taxes et versements assimilés	2 206 640	1 964 157
Salaires et traitements	42 035	43 456
Charges sociales	48 937	51 336
(dont charges de retraite = 23 740 milliers d'euros)		
Dotations aux amortissements et aux provisions :		
- sur immobilisations : dotations aux amortissements	5 622	6 585
- sur immobilisations : dotations aux provisions	-	-
- sur actif circulant : dotations aux provisions	87 881	112
- pour risques et charges : dotations aux provisions	1 856	10 082
Autres charges	179 040	145 559
Total	14 848 008	10 698 008
1- RESULTAT D'EXPLOITATION	533 771	(562 383)
Opérations faites en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
Produits financiers		
De participations	28 815	21 688
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	216	89
Reprises sur provisions et transferts de charges	100 000	
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions valeurs mobilières de		
Total	129 031	21 777
Charges financières		
Dotations aux amortissements et aux provisions	-	130 000
Intérêts et charges assimilées	1 004	857
Différences négatives de change		
Total	1 004	130 857
2- RESULTAT FINANCIER	128 027	(109 080)
3- RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	661 798	(671 463)

Compte de résultat (suite)

(milliers d'euros)

	2021	2020
3- RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	661 798	(671 463)
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	1 176	72 164
Sur opérations en capital	10 444	2 758
Reprises sur provisions et transferts de charges	18 361	21 913
Total	29 981	96 835
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	9 366	35 915
Sur opérations en capital	2 356	1 081
Dotations aux amortissements et provisions	92 610	39 504
Total	104 332	76 500
4- RESULTAT EXCEPTIONNEL	(74 351)	20 335
Participation et intéressement	(1 549)	(1 009)
Impôts sur les bénéfices	(39 891)	17 719
5- RESULTAT NET	546 007	(634 418)

Tableau de financement de l'exercice 2021

(milliers d'euros)

Ressources	2021	2020
Capacité d'autofinancement de l'exercice	503 797	(486 024)
Produits de cessions d'immobilisations	9 028	2 724
Diminution du besoin en fonds de roulement et autres	-	-
Augmentation des capitaux propres	-	-
Augmentation de l'endettement net	-	567 900
Total	512 825	84 600
Emplois	2021	2020
Acquisitions d'immobilisations	3 372	5 762
Dividendes mis en paiement	-	-
Augmentation du besoin en fonds de roulement et au	147 953	78 838
Diminution de l'endettement net	361 500	-
Total	512 825	84 600

Annexe au bilan et au compte de résultat

1- Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis conformément aux méthodes admises en France. Les comptes ont été arrêtés suivant les dispositions du règlement de l'ANC n°2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologuées par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatifs au Plan Comptable Général et aux règlements en vigueur ainsi qu'en fonction des normes spécifiques de la profession.

La société Esso S.A.F. est incluse dans les comptes consolidés d'un ensemble plus grand dont la tête de groupe est la société Exxon Mobil Corporation.

Les informations chiffrées détaillées fournies sont exprimées en milliers d'euros.

1-1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles, principalement constituées par des logiciels et des fonds de commerce, sont comptabilisées à leur coût d'achat. Les logiciels sont généralement amortis en un an. Les fonds commerciaux sont dépréciés dans la mesure où leur valeur actuelle s'avère inférieure à leur valeur comptable.

1-2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition, à l'exception des immobilisations acquises au 31 décembre 1976, qui sont inscrites au bilan pour un montant réévalué.

La société applique le règlement CRC 2002-10, relatif à l'approche par composants. L'amortissement économique est calculé selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue pour chaque catégorie d'immobilisations. La différence entre l'amortissement économique et l'amortissement dégressif est constatée par voie d'amortissements dérogatoires.

Les principales durées d'amortissement sont les suivantes:

Constructions	20 à 50 ans
Dépôts	25 à 30 ans
Installations matériel et outillage	15 à 25 ans
Matériel de transport	10 à 25 ans
Mobilier et matériel de bureau	5 à 10 ans

1-3 Immobilisations financières

La valeur des participations est constituée du prix d'acquisition hors frais accessoires, éventuellement augmentée de l'effet de la dernière réévaluation légale.

A chaque clôture, la valeur d'utilité des titres est comparée à la valeur comptable. Cette valeur d'utilité est déterminée en fonction d'une analyse multicritère tenant compte notamment de la quote-part des capitaux propres de la filiale, des perspectives de rentabilité de la participation détenue et de données de marché observées. Lorsque cette valeur d'utilité est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est constatée pour la différence.

1-4 Stocks

Les produits pétroliers détenus par la société sont stockés en sous-douane dans les raffineries de la filiale Esso Raffinage, en sous-douane ou en acquitté dans les dépôts pétroliers opérés par Esso S.A.F. ou par des tiers.

Les stocks de pétrole brut et de produits pétroliers sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti (FIFO). Les marchandises non pétrolières et matières premières consommables sont évaluées selon la méthode du prix moyen pondéré (PMP). Les stocks de pétrole brut sont valorisés à leur coût d'achat y compris les frais de transport. Les stocks de produits pétroliers issus du raffinage sont valorisés par ventilation du coût global de production entre les différents produits en fonction de leur valeur de marché. Pour les opérations d'échanges de produits réalisées avec les confrères, ou certains achats de pétrole brut, seule la position nette à la clôture est prise en compte dans la variation et la valorisation des stocks.

Les coûts de production comprennent la valeur des pétroles bruts mis en œuvre, les charges directes et indirectes de production y compris l'amortissement des biens concourant à la production, mais exclusion faite de tous les frais financiers.

Une dépréciation est calculée dans la mesure où la valeur nette de réalisation des stocks à la date de clôture est inférieure à leur valeur d'inventaire.

Les opérations d'échange réalisées avec les confrères sont comptabilisées conformément au « Plan Comptable Professionnel des Industries du Raffinage et de la Distribution d'Hydrocarbures ». Le solde annuel des opérations est pris en compte dans la variation des stocks.

1-5 Créances et dettes

Les créances et dettes sont inscrites en comptabilité pour leur valeur nominale.

Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des risques de non recouvrement.

Par exception, les dettes et créances en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de la conversion est portée au bilan en "écarts de conversion Actif ou Passif".

Les écarts de conversion Actif donnent lieu à constitution d'une provision pour risque de change.

1-6 Provisions pour risques et charges

Les provisions sont constituées notamment de provisions pour litiges, de provision pour restructuration et de provisions pour retraite. Celles-ci comprennent :

- la garantie de ressources accordée au personnel retraité conformément au plan de retraite de la société, pour la période comprise entre la date de départ et la date de liquidation des droits acquis auprès des différents organismes de retraite.
- le coût des plans de Congés de Fin de Carrière (CFC) et de restructuration mis en place par la société.

Les engagements de retraite concernant le personnel en activité ou le personnel ayant cessé son activité dans le cadre du plan de retraite ou des plans de CFC sont constatés dans les « Engagements hors bilan ».

Cependant à la suite de la fusion avec la société Mobil Oil Française en 2003, une provision pour retraite a été reprise et maintenue dans les comptes de la société Esso S.A.F.

Les activités d'Esso S.A.F. et de ses filiales se situent dans la perspective de la continuité d'exploitation de leurs différentes installations. Aussi la société ne constitue-t-elle des provisions pour remise en état des sites que, soit pour couvrir une obligation qui pourrait résulter de l'arrêt ferme et définitif d'une installation, soit pour couvrir des obligations actuelles relatives à la dépollution ou remise en état de sites qui viendraient à naître en cours d'exploitation, ou qui résulteraient d'une obligation contractuelle, et qui remplissent les critères de provisionnement.

1-7 Chiffre d'affaires

Les produits provenant de la vente de biens sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsque les risques et avantages significatifs inhérent à la propriété du bien sont transférés à l'acheteur.

Il comprend les taxes spécifiques sur les produits pétroliers. En revanche il exclut les facturations réciproques entre confrères dans le cadre des échanges économiques de produits. Le solde net de ces opérations fait l'objet d'une inscription au compte de résultat au niveau des variations de stocks.

1-8 Accord d'intéressement

L'accord en cours sur la participation, l'intéressement et l'abondement a été signé en juillet 2020 pour une durée de trois ans entre les sociétés Esso S.A.F., Esso Raffinage S.A.S., et ExxonMobil Chemical France qui ont des relations économiques sur le site de Port-Jérôme-Gravenchon. La répartition de l'enveloppe affectée à l'intéressement-participation s'effectue au prorata des effectifs et des masses salariales des trois sociétés.

1-9 Groupe d'intégration fiscale

La société Esso S.A.F. est mère d'un groupe d'intégration fiscale composé de 4 sociétés (Esso S.A.F., Esso Raffinage S.A.S., Worex, et Esso France S.A.R.L.). Aux termes des conventions en vigueur, il est prévu que la société « tête de groupe » et les filiales feront en sorte que les filiales se trouvent dans une situation identique en actif, passif, en trésorerie, en charges, en produits, en risques et en prérogatives à celle qui aurait été la leur si elles étaient restées imposées séparément.

Par ailleurs, la société « tête de groupe » Esso S.A.F. enregistre les résultats de l'intégration fiscale en constatant le gain ou la perte d'impôt provenant des filiales immédiatement en résultat. Le montant des déficits propres aux filiales utilisé par la société « tête de groupe » Esso S.A.F. dans le cadre de l'intégration fiscale est mentionné dans la note annexe aux comptes sociaux 4-18.

2- Faits marquants de l'exercice et principaux litiges en cours

• *Hausse du prix du pétrole brut et effets stocks*

Les variations de prix du pétrole brut et des produits pétroliers ont un impact sur les résultats et sur la structure du bilan consolidé du groupe Esso S.A.F. par la variation qui résulte de la valeur des stocks évalués selon la méthode FIFO (*First In, First Out*).

Esso S.A.F. calcule des effets stocks comprenant d'une part l'effet prix sur stock, qui donne l'impact de la variation des cours du pétrole brut et des produits pétroliers sur la valeur de ses stocks, et d'autre part une dotation/reprise de provision pour dépréciation comptable des inventaires. En 2021, les effets stocks sont fortement positifs à 448 millions d'euros contre des effets stocks négatifs de 292 millions d'euros en 2020. Ces effets stocks ont un impact significatif sur le résultat opérationnel.

Par rapport à la valeur de ses stocks, Esso S.A.F. a adopté une gestion prudente afin de pouvoir faire face aux fluctuations de la valeur de ses inventaires en fin d'exercice, mettant en réserve lors de l'affectation du résultat de chaque exercice, dans un contexte de volatilité importante des cours du pétrole brut, la partie du résultat d'Esso S.A.F. correspondant à la variation annuelle des stocks due à l'effet prix. Le montant de la réserve facultative ainsi constituée a été intégralement utilisé compte tenu des pertes sur stocks constatées en 2020.

• *Dépréciation des titres de participation de la société Esso Raffinage*

Le test de dépréciation des titres de participation d'ERSAS (Esso Raffinage SAS) réalisé au 31 décembre 2021, a conduit à une reprise de la provision pour dépréciation des titres ERSAS pour le montant de 100 000 milliers d'euros. En 2020, une provision avait été constituée pour le montant de 130 000 milliers d'euros pour une valeur des titres de participation de 141 214 milliers d'euros.

- **Plans de Prévention des Risques Technologiques**

Le PPRT du dépôt pétrolier de Toulouse Fondeyre a été approuvé en juin 2017 pour un impact financier estimé à environ 1 000 milliers d'euros et provisionné en totalité. Au 31 décembre 2021, le montant provisionné est de 595 milliers d'euros après un premier paiement effectué en 2021.

Le PPRT de la zone de Fos-sur-Mer a été prescrit en 2011 et prorogé jusqu'en juillet 2016 et finalement approuvé le 30 mars 2018. Une convention de financement tripartite est en cours de signature. La provision constituée en 2018 pour un montant de 1 000 milliers d'euros complétée par un passif éventuel a été maintenue au 31 décembre 2021.

Le PPRT de la zone de Port-Jérôme-Gravenchon prescrit en 2009 a été approuvé en août 2014 sans impact matériel sur les comptes du groupe.

Les PPRT concernant le dépôt pétrolier de Villette-de-Vienne et celui de Lyon Port-Herriot dans lequel Esso S.A.F. a des intérêts à travers sa participation dans la société des Stockages Pétroliers du Rhône ont été réunis dans un seul PPRT qui a été approuvé le 19 octobre 2016. Ce PPRT est sans impact pour la société Esso S.A.F.

Le PPRT du dépôt de Villeneuve-le-Roi opéré par la Société Pétrolière du Val de Marne (SPVM) dans laquelle Esso S.A.F. a des intérêts, a été approuvé le 20 juillet 2016 sans impact matériel pour la société Esso S.A.F.

- **Passifs éventuels**

La société Esso S.A.F. est exposée à plusieurs situations de passif éventuel au sens de l'article 212-4 du Plan Comptable Général. Le montant estimé au 31 décembre 2021 de ces obligations qui ne sont ni probables, ni certaines, s'élève à environ 17 000 milliers d'euros dont une estimation d'environ 2 800 milliers d'euros pour les Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) en cours de mise en place. Les échéances d'éventuelles sorties de ressources s'étaleraient le cas échéant sur plusieurs années.

3- Événements postérieurs à la clôture

- **Conflit russo-ukrainien**

Depuis le 24 février 2022, le conflit ouvert entre la Russie et l'Ukraine a mis à mal l'équilibre géopolitique mondial et l'incertitude qui en découle bouscule les marchés pétroliers et gaziers. Les inquiétudes concernant les conséquences potentielles sur l'approvisionnement ou l'extension possible de ce conflit ont, dans un environnement déjà fortement haussier, ajouté un autre levier de volatilité, poussant les cours du pétrole brut au-dessus de \$100/bbl.

Au-delà du simple effet lié aux incertitudes provoquées par ce conflit, la Russie, large exportateur de pétrole brut et de gaz (et pour la France, de gazole), s'est vue frappée de sanctions économiques par la plupart des pays occidentaux. Ces sanctions vont priver les marchés internationaux d'une portion significative de l'offre. Ceci devrait, contribuer à maintenir ou accroître (si ces mesures venaient à s'étendre) la pression sur les prix du pétrole brut.

Dans ce contexte de forte hausse du prix des matières premières, les marges de raffinage ont initialement réagi par une hausse qui s'explique par la simple réaction du marché à la baisse de l'offre, sans baisse de la demande. Toutefois, il est envisageable qu'un environnement de prix élevés sur les matières premières génère une inflation durable, ralentisse la reprise économique et donc pèse sur une demande en produits pétroliers qui reste en retrait par rapport à ses niveaux d'avant la crise pandémique. Un repli de la demande serait de nature à remettre sous pression les

marges de raffinage. Des mesures gouvernementales destinées à atténuer l'impact des hausses de prix sur le consommateur final ont d'ailleurs été annoncées.

La société Esso S.A.F. ne dispose pas d'actifs en Russie ou en Ukraine. Sa base de clientèle ne comprend pas de clients actuellement frappés de sanctions, et il ne traite qu'une faible proportion de pétrole brut en provenance ou ayant transité par la Russie. Esso S.A.F. suit avec attention l'évolution de la situation. Le groupe Esso S.A.F. suit avec attention l'évolution de la situation et travaille à diversifier son approvisionnement.

Aucun autre évènement significatif postérieur à la clôture n'est à noter.

4- Notes sur le bilan et le compte de résultat

4-1 Etat de l'actif immobilisé

(milliers d'euros)

2021	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions nouveaux prêts	Virements de poste à poste	Cessions mises hors service	Valeur brute en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles	46 870	(1)	144	(223)	46 790
Immobilisations incorporelles en cours	39	28	(31)		36
Total I	46 909	27	113	(223)	46 826
Immobilisations corporelles					
Terrains	9 646			(1 922)	7 724
Constructions	26 880	27	8	(2 293)	24 622
Installations techniques, matériels et outillages industriels	52 918	944	675	(1 042)	53 495
Autres immobilisations corporelles	22 221	749	202	(674)	22 498
En-cours et autres	1 076	1 624	(998)		1 702
Total II	112 741	3 344	(113)	(5 931)	110 041
Immobilisations financières					
Participations	176 282	1		-	176 283
Créances rattachées à des participations	-			-	-
Prêts	-			-	-
Autres immobilisations financières	-			-	-
Total III	176 282	1	0	0	176 283
Total général	335 932	3 372	0	(6 154)	333 150

4-2 Variation des amortissements

(milliers d'euros)

2021	Amortissements au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions, amortissements cessions, mises hors service	Amortissements en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles	36 851	1 037	(222)	37 666
Immobilisations corporelles	59 590	4 586	(3 577)	60 599
Immobilisations financières				
Total	96 441	5 623	(3 799)	98 265

4-3 Immobilisations en crédit-bail

(milliers d'euros)

2021	Coût d'entrée	Dotations aux amortissements		Valeur nette
		de l'exercice	cumulées	
Autres immobilisations corporelles (1)	45 487	1 673	45 487	0
Total général	45 487	1 673	45 487	0

(1) contrat d'affrètement long terme du pétrolier "SAMCO RAVEN" remplacé en 2012 par le pétrolier "SAMCO CHINA" du type "Very Large Crude Carrier" (VLCC) avec un coût additionnel de 7,7 M€. Le contrat d'affrètement à temps de navire a conservé sa durée de 12 ans et 2 mois et est assimilable à un contrat de crédit-bail. Par avenant en date du 7 novembre 2016, le nom du VLCC a été modifié de « SAMCO CHINA » à « DHT CHINA ». Le contrat a pris fin le 12 mai 2021.

4-4 Réévaluation

La réserve de réévaluation de 8,8 millions d'euros figurant au bilan représente le montant de la réévaluation légale 1976 sur les participations (4,6 millions d'euros) et les terrains (4,2 millions d'euros).

(milliers d'euros)

Variation de l'écart de réévaluation	Solde en début d'exercice	Variation de l'exercice	Solde en fin d'exercice
Immobilisations corporelles	5 635	(1 415)	4 220
Immobilisations financières	4 598	-	4 598
Total	10 233	(1 415)	8 818

4-5 Filiales et participations

(milliers d'euros)

Sociétés ou groupe de sociétés	Capital social	Autres capitaux propres hors	Bénéfice ou (perte) de l'exercice	Chiffre d'affaires de l'exercice	Quote part du capital détenu (%)	Valeur des titres détenus	Prêts et avances consentis par la	Montant des cautions et avals donnés par la	Dividendes encaissés au cours de l'exercice
A/ Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1% du capital d'Esso SAF									
1- Filiales (+ de 50% du capital détenu par Esso SAF)									
- Worex	1 797	5 117	11 138	1 428 451	99,99	9 297		18 673	12 411
- Esso Raffinage S.A.S.	34 466	344 588	45 570	781 476	100,00	111 214	14 571	20 500	0
- Société des stockages Pétroliers du Rhône (SPR)	1 372	9 300	947	4 268	50,01	1 372			0
2- Participations (10 à 50% du capital)									
- Raffinerie du midi	3 432	14 006 (1)	4 860 (1)	17 979 (1)	33,33	2 790			1 600
- Société des transports pétroliers par pipelines (TRAPIL)	13 241	33 087 (1)	16 884 (1)	150 743 (1)	17,23	8 760			9 972
- Société pétrolière du Bec d'Ambès (SPBA)	167	16 866 (1)	1 702 (1)	11 108 (1)	34,00	2 592			642
- Société de Gestion des Produits Pétroliers (SOGEP)	12 443	5 219 (1)	(393) (1)	5 246 (1)	37,00	4 978			0
B/ Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations									
1- Filiales françaises						40			0
2- Participations dans des sociétés françaises						4 019	246	16 448	4 190

(1) chiffres de 2020

4-6 Détail des stocks

(milliers d'euros)

Stocks	Valeur brute	Provision pour dépréciation	Valeur nette
Pétrole brut	746 413	(41 428)	704 985
Produits intermédiaires et finis	809 817	(46 453)	763 364
Autres	806		806
Total	1 557 036	(87 881)	1 469 155

4-7 Variation des capitaux propres

(milliers d'euros)

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice
Capital social et primes	108 455			108 455
Ecart de réévaluation 1976	10 233		(1 415)	8 818
Réserve légale	9 834			9 834
Réserve facultative fluctuation des cours	240 000		(240 000)	0
Autres réserves facultatives	383 249		(383 249)	0
Report à nouveau	4 127		(11 168)	(7 041)
Résultat 2020	(634 418)	634 418		
Résultat 2021		546 007		546 007
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
- pour investissement	-			-
- pour hausse des prix	-	51 226		51 226
- pour plus-values réinvesties	195			195
- pour amortissements dérogatoires	22 102	2 214	(1 628)	22 688
Total	143 778	1 233 865	(637 460)	740 182

Notes :

- Le capital social de la société est composé de 12 854 578 actions d'une valeur nominale de 7,65 euros.
- ExxonMobil Corporation détient, via ExxonMobil France Holding S.A.S., 82,89 % du capital et intègre à ce titre la société Esso S.A.F. dans ses comptes consolidés.

(millions d'euros)

Variation de la réserve facultative pour fluctuation des cours	année 2021	année 2020	année 2019	année 2018	année 2017
Montant de la réserve début de période	240	240	270	200	-
Affectation à la réserve	-	-	-	70	200
Prélèvement sur la réserve	(240)	-	(30)	-	-
Montant de la réserve fin de période	0	240	240	270	200

4-8 Variation des provisions pour risques et charges

(milliers d'euros)

Catégories des provisions	Montants début d'exercice	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice (Provision utilisée)	Reprise de l'exercice Provision non utilisée	Montants fin d'exercice
Provisions pour retraite et obligations similaires (1)	183 778	0	(11 398)	(3 663)	168 717
Autres provisions					
Pour perte de change	1 112	0	(1 112)	-	0
Pour risques exceptionnels	4 330	2 041	(2 503)	-	3 868
Pour charges exceptionnelles (2)	96 344	38 028	(8 902)	(5 469)	120 001
Total	285 564	40 069	(23 915)	(9 132)	292 586

(1) Cette ligne comprend une provision retraite reprise et maintenue dans les comptes de la société Esso S.A.F. à la suite de la fusion avec la société Mobil Oil Française en 2003 ainsi qu'une provision correspondant à la garantie de ressources accordée au personnel retraité conformément au plan de retraite pour la période comprise entre la date de départ et la date de liquidation des droits acquis auprès des différents organismes de retraite.

En matière de pensions et obligations similaires, confère les engagements hors bilan dans la présente annexe.

Au 31 décembre 2021, la société a préfinancé une partie de ses engagements de retraite.

La société Esso S.A.F. a sécurisé 20 % des droits à la retraite liquidés au titre des régimes à prestations définies L137-11 par un préfinancement auprès d'Exxon Mobil OFP (Organisme de Fonds de Pension) et a versé en 2019 et 2020 un montant total de 73 874 milliers d'euros. Cette sécurisation est effectuée conformément au calendrier défini par l'ordonnance du 9 juillet 2015, qui fait obligation aux entreprises de sécuriser une fraction augmentant progressivement de 10 % à 50 % des droits à la retraite liquidés au titre des régimes de retraite à prestations définies L137-11 selon un calendrier étalé jusqu'en 2030.

(1) Les charges exceptionnelles comprennent des coûts des restructurations ainsi que des provisions pour remises en état de sites industriels inactifs.

4-9 Variation des autres dépréciations

(milliers d'euros)

Catégories des dépréciations	Montants début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montants fin d'exercice
Sur immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Sur immobilisations corporelles	-	-	-	-
Sur immobilisations financières (1)	131 218	-	(100 000)	31 218
Sur actif circulant (2)	201	87 881	(185)	87 897
Total	131 420	87 881	(100 185)	119 115

(1) Le test de dépréciation des titres de participation d'ERSAS (Esso Raffinage SAS) réalisé au 31 décembre 2021, qui consiste à comparer la valeur d'utilité des titres à la valeur comptable a conduit à une reprise de dépréciation pour le montant de 100 000 milliers d'euros. En 2020, une provision avait été constituée pour le montant de 130 000 milliers d'euros pour une valeur des titres de participation de 141 214 milliers d'euros.

Cette valeur d'utilité issue du test de dépréciation effectuée dans le cadre de l'IAS 36.12 des comptes consolidés du groupe Esso S.A.F. établis selon les normes IFRS, a été déterminée à partir de l'actualisation des flux de trésorerie futurs estimés à partir de prévisions tenant compte des conditions d'exploitation des raffineries d'Esso Raffinage et d'hypothèses économiques du secteur qui représentent la meilleure estimation retenue par le management. Ces hypothèses intègrent notamment

- des flux de trésorerie prévus pour 2022 et prévisions estimées sur la période 2023-2028 ;
- une valeur terminale actualisée calculée sur la base d'un flux normatif en tenant compte d'un taux de croissance à l'infini de 0% ;
- des prix du pétrole brut projeté à horizon 2028+ à 60 \$/baril ;
- une conversion en euros des flux de trésorerie futurs après impôts établis en dollar à 1,15 \$/€ et actualisés à un taux d'actualisation de 7 % correspondant au coût moyen pondéré du capital d'Esso S.A.F. ;
- des projections de marges de raffinage revues en légère hausse par rapport à l'estimation réalisée au 31 décembre 2020. Ces nouvelles estimations intègrent une accélération de la transition énergétique après la crise pandémique, qui va faire baisser le rythme des investissements dans de nouvelles capacités de raffinage à même de desservir l'Europe.

Ce nouveau facteur va permettre d'atténuer l'impact du fort déséquilibre entre capacités de raffinage et demande en produits pétroliers. .

Sur ces bases, une reprise de dépréciation des titres de participation d'Esso Raffinage pour 100 000 milliers d'euros a été comptabilisée. En 2020 une provision avait été constituée pour le montant de 130 000 milliers d'euros pour une valeur des titres de participation de 141 214 milliers d'euros. Au 31 décembre 2021 avec la reprise de dépréciation, la valeur des titres s'établit à 111 214 milliers d'euros.

(2) Au 31 décembre 2021, une dépréciation pour un montant de 87 881 milliers d'euros a été comptabilisée pour tenir compte de la valeur nette de réalisation des stocks au 31 décembre 2021.

4-10 Etat des échéances des créances et des dettes

(milliers d'euros)

Créances	Montants de liquidité de l'actif brut	Montants de liquidité de l'actif à 1 an au plus	Montants de liquidité de l'actif à plus d'1 an
Actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	-		
Prêts	-		
Autres immobilisations financières	-		
Actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés	728 076	728 076	
Autres créances	495 833	495 833	
Sous-total	1 223 909	1 223 909	0
Charges constatées d'avance	0	0	
Total général	1 223 909	1 223 909	0

Dettes : La totalité des dettes est à moins d'un an.

4-11 Etat des produits à recevoir et charges à payer

(milliers d'euros)

Produits à recevoir	31-déc-21	31-déc-20
Factures à établir	80 750	40 922
Avoirs à recevoir	50 925	12 121
Impôts sur les sociétés à recevoir	0	2 536
Autres produits à recevoir	22 229	26 671
Total	153 904	82 250

(milliers d'euros)

Charges à payer	31-déc-21	31-déc-20
Factures non parvenues	139 860	67 019
Dettes fiscales et sociales	34 796	11 914
Impôts sur les sociétés à payer	30 748	0
Avoirs à établir	5 677	4 573
Autres charges à payer	70 483	138 691
Total	281 564	222 197

4-12 Charges constatées d'avance – Produits constatés d'avance

Le poste « charges constatées d'avance » contient essentiellement des loyers et des ristournes payées d'avance.
Le poste « produits constatés d'avance » contient essentiellement des loyers reçus d'avance.

4-13 Informations sur les entreprises liées

(milliers d'euros)

Postes concernés	Entreprises liées au groupe ExxonMobil	Entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	Créances/ dettes représentées par des effets de commerce
A l'actif			
Participations	121 924	23 140	
Créances rattachées à des participations	-	-	
Créances clients et comptes rattachés	259 774	142 158	
Autres créances	268 940	14 817	
Au passif			
Emprunts et dettes financières diverses	21 051	6 479	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 258 021	123 165	
Au résultat			
Charges financières	953	-	
Produits financiers	-	-	

4-14 Analyse du chiffre d'affaires hors TVA

	2021		2020	
	Quantité milliers m3	Valeur millions euros	Quantité milliers m3	Valeur millions euros
Carburants Aviation	1 051	451	977	307
Supercarburants Automobile	5 009	2 353	4 404	1 243
Gazole et Fioul domestique	10 710	5 650	10 182	3 670
Fiouls Lourds	1 217	486	991	261
Gaz de Pétrole Liquéfié	708	205	620	96
Produits semi-finis et autres produits	3 953	1 287	4 344	946
Ventes de carburants et combustibles	22 648	10 432	21 518	6 523
Ventes de Lubrifiants et Spécialités	1 612	1 590	1 442	831
Total ventes de produits raffinés hors taxes	24 260	12 022	22 960	7 354
Ventes de pétrole brut	1 602	625	2 560	658
Total ventes de produits pétroliers hors taxes	25 862	12 647	25 520	8 012
<i>dont volumes ventes activités Distribution sur marché intérieur (Ventes en France hors ventes directes Raffinage)</i>	<i>15 039</i>	<i>7 809</i>	<i>14 053</i>	<i>4 961</i>
Ventes de produits pétroliers hors taxes		12 647		8 012
Ventes de services hors taxes		106		128
Sous-total		12 753		8 140
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques		2 170		1 952
Chiffre d'affaires (*)		14 923		10 092

Répartition géographique du chiffre d'affaires

- France		12 280		8 437
- Export		2 643		1 655
Total		14 923		10 092

(*) Les facturations réciproques entre confrères dans le cadre d'échanges de produits ne font pas partie du chiffre d'affaires.

4-15 Résultat financier

Le résultat financier pour l'année 2021 est un profit de 128 027 milliers d'euros et comprend des dividendes reçus pour 28 815 milliers d'euros.

Il comprend également la reprise de dépréciation des titres de la société Esso Raffinage SAS pour 100 000 milliers d'euros, dont le détail est fourni en note 4-9 Variation des autres dépréciations.

Les charges et produits financiers avec les entreprises liées sont les suivants :

(milliers d'euros)

Éléments concernant les entreprises liées et les participations	Entreprises liées au groupe ExxonMobil	Entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation
Charges financières		
Intérêts payés	953	-
Produits financiers		
Intérêts reçus	200	47
Dividendes reçus	-	28 815

4-16 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel est une perte de 74 351 milliers d'euros et comprend les éléments suivants :

(milliers d'euros)

Résultat exceptionnel	Exercice 2021	Exercice 2020
Cessions d'actifs immobilisés	2 356	1 080
Coûts de restructuration	5 469	(29 175)
Dotation aux provisions pour remise en état de sites industriels in	(34 777)	(5 000)
Autres charges et produits exceptionnels	4 413	(19 064)
Rétrocession par Esso Raffinage d'amortissements dérogatoires	0	72 164
Dotation & reprise aux provisions réglementées (y compris amortissements dérogatoires)	(51 812)	330
Total résultat exceptionnel	(74 351)	20 335

4-17 Effets stocks

La société calcule un effet prix sur stock mesurant l'impact de la variation des prix des produits pétroliers sur les quantités en stock à la clôture à partir d'un prix moyen reflétant l'évolution du coût de remplacement de la période.

Une dépréciation comptable est calculée dans la mesure où la valeur nette de réalisation des stocks de fin d'exercice est inférieure à leur valeur d'inventaire.

La dotation/reprise nette de la dépréciation comptable des stocks et l'effet prix sur stocks constituent les effets stocks.

En 2021, la variation des stocks calculés en FIFO tient compte d'effets stocks positifs évalués à 448 000 milliers d'euros (contre 292 000 milliers d'euros d'effets stocks négatifs en 2020).

4-18 Commentaires sur la situation fiscale

A. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

(milliers d'euros)

Exercice 2021	Avant impôt	Impôt sur les sociétés	Après impôt
Résultat courant	661 798	(51 655)	610 143
Résultat exceptionnel (et participation, interessen	(75 900)	11 764	(64 136)
	-	0	0
Résultat comptable	585 898	(39 891)	546 007

B. Détail de la charge ou produit d'impôt de l'exercice

(milliers d'euros)

Exercice 2021	(charge)/ produit
Charge d'impôt au titre du groupe fiscal	(71 549)
Profit d'intégration fiscale provenant des filiales	14 138
Ajustement impôt de l'exercice antérieur	811
Carry back exceptionnel exercice 2017	16 709
Total (charge)/ produit d'impôt de l'exercice	(39 891)

C. Accroissement et allègement de la dette future d'impôt de la société Esso S.A.F.

(milliers d'euros)

Variation des impôts différés ou latents	Montant en début d'exercice Actif / (Passif)	Montant en fin d'exercice Actif / (Passif)	Variation sur l'exercice (Accroissement) / Allègement
Provisions réglementées			
Plus values réinvesties	(50)	(50)	0
Provisions pour hausse des prix	0	(13 231)	(13 231)
Amortissements dérogatoires	(5 709)	(5 861)	(152)
Autres	0	0	0
Total provisions réglementées	(5 759)	(19 142)	(13 383)
Charges non déductibles temporairement			
Dettes sociales provisionnées	57 291	56 912	(379)
Autres	910	5 978	5 068
Total charges non déductibles temporairement	58 201	62 890	4 689
Déficits reportables	288 048	203 531	(84 517)
Total	340 490	247 279	(93 211)

Les impôts différés sont calculés au taux de 25,83 %.

Compte tenu du profit fiscal de l'exercice 2021 qui s'élève à 504 909 milliers d'euros, la situation fiscale du groupe intégré fait apparaître un déficit reportable qui s'établit à 787 962 milliers d'euros à fin décembre 2021. Le crédit d'impôt différé correspondant ressort à 203 531 milliers d'euros.

A noter que conformément aux règles fiscales en vigueur, l'imputation des déficits sur les profits futurs est limitée pour chaque année à 1 million d'euros majoré de 50 % du résultat fiscal de l'année au-delà de ce seuil.

Au 31 décembre 2021, le déficit cumulé des filiales utilisé par Esso S.A.F. en tant que société tête du groupe fiscal intégré s'établit à 242 milliers d'euros.

4-19 Rémunérations allouées aux dirigeants mandataires sociaux salariés

Le montant des rémunérations et des avantages de toute nature versés par Esso S.A.F. à ses mandataires sociaux dirigeants au cours de l'exercice 2021 s'élève à 350 milliers d'euros (230 milliers d'euros en 2020). Au 31 décembre 2021, l'engagement de la société Esso S.A.F. au titre des retraites des mandataires sociaux dirigeants salariés ou anciens salariés est de 1 110 milliers d'euros (2 213 milliers d'euros au 31 décembre 2020).

4-20 Engagements hors bilan

Engagements donnés

(milliers d'euros)

Engagements donnés	2021	2020
Engagements pour retraite du personnel (1)	372 276	427 569
Cautions données sur les paiements de filiales au titre des crédits d'enlèvements en douane, de crédits de droits et des licences de raffinage	39 173	39 173
Contrat Air Liquide (2)	69 211	76 129
Engagements d'achats d'immobilisations (3)	4 831	1 103
Engagements locations diverses (4)	8 093	192
Autres engagements donnés (5)	53 673	65 544
Total	547 257	609 710

(1) Estimation sur une base actualisée au taux de 1 % des charges potentielles futures envers :

- les membres du personnel ayant cessé leur activité dans le cadre du plan de retraite de la société ou des plans de congé de fin de carrière.
- le personnel en activité.

Le montant des charges de retraite payées par la société Esso S.A.F. en 2021 s'établit à 31 445 milliers d'euros.

La société Esso S.A.F. a sécurisé 20 % des droits à la retraite liquidés au titre des régimes à prestations définies L137-11 par un préfinancement auprès d'Exxon Mobil OFP (Organisme de Fonds de Pension) et a versé en 2019 et 2020 un montant total de 73 874 milliers d'euros. Cette sécurisation est effectuée conformément au calendrier défini par l'ordonnance du 9 juillet 2015, qui fait obligation aux entreprises de sécuriser une fraction augmentant progressivement de 10 % à 50 % des droits à la retraite liquidés au titre des régimes de retraite à prestations définies L137-11 selon un calendrier étalé jusqu'en 2030.

(2) Ce montant correspond à un engagement de paiement d'un terme fixe vis-à-vis d'Air Liquide dans le cadre de contrats d'achat d'hydrogène, d'oxygène et d'azote pour les deux raffineries.

Les contrats concernant le site de Gravenchon ont été signés en 2004 (hydrogène) pour une durée de 20 ans étendue en 2016 à 25 ans, et en 2007 (oxygène et azote) pour une durée 10 ans renouvelés en 2016 pour une durée de 10 ans. Un contrat d'achat d'oxygène sur le site de Fos-sur-Mer a été signé en 2011 pour une durée de 15 ans.

(3) Ces engagements correspondent aux obligations contractuelles d'achats d'immobilisations.

(4) Ce montant comprend l'engagement pris pour les locations de moyens logistiques utilisés pour la distribution des produits pétroliers sur le territoire français ainsi que pour les locations de véhicules incluant ceux utilisés dans les deux raffineries

- (5) Les autres engagements donnés comprennent des garanties bancaires émises pour le compte de la société Esso S.A.F., l'engagement implicite d'Esso S.A.F. sur les emprunts et dettes des participations de type GIE ou SNC et le bail du siège social Immeuble Spring situé à Nanterre.

Engagements reçus

(milliers d'euros)

Engagements reçus	2021	2020
Garanties sur crédits d'enlèvement en douane reçues d'ExxonMobil France Holding	250 239	250 239
Montant nominal des garanties tiers ou bancaires reçues pour la couverture des encours clients et pour la fourniture de certificats	132 837	90 997
Total	383 076	341 236

4-21 Effectif

	Effectif salarié		Effectif mis à disposition de l'entreprise	
	2021	2020	2021	2020
Cadres	210	236	14	21
Agents de maîtrise, employés et techniciens	58	68	7	9
Ouvriers	4	4	2	3
TOTAL	272	308	23	33

L'effectif salarié comprend les titulaires, les temporaires, l'effectif à temps partiel, les malades de longue durée, mais ne comprend pas l'effectif détaché hors de la société Esso S.A.F. L'effectif salarié en congé de fin de carrière est également exclu.

L'effectif mis à la disposition de l'entreprise comprend l'effectif fourni par des entreprises de travail temporaire et l'effectif détaché par d'autres sociétés du groupe ExxonMobil.